

# DESTINS BOULEVERSÉS

Effets à long terme de la hausse des prix et de l'insécurité alimentaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord



Roberta Gatti, Daniel Lederman, Asif M Islam, Federico R Bennett, Bo Pieter Johannes Andree, Hoda Assem, Rana Lotfi, Mennatallah Emam Mousa



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE



# DESTINS BOULEVERSÉS :

## Effets à long terme de la hausse des prix et de l'insécurité alimentaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord



© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale  
1818 H Street NW, Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000; Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Certains droits réservés

1 2 3 4 26 25 24 23

Cet ouvrage a été publié initialement en anglais sous le titre «*Altered Destinies: The Long-Term Effects of Rising Prices and Food Insecurity in the Middle East and North Africa*». En cas de divergence entre l'anglais et la traduction, la langue d'origine fait foi.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou contradictions dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentés dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

### **Droits et autorisations**



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

**Mention de la source** — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Roberta Gatti, Daniel Lederman, Asif M. Islam, Federico R. Bennett, Bo Pieter Johannes Andree, Hoda Assem, Rana Lotfi, Mennatallah Emam Mousa. 2023. *Destins bouleversés : Effets à long terme de la hausse des prix et de l'insécurité alimentaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord*. Bulletin d'information économique de la région MENA (avril 2023), Washington, DC : Banque mondiale. DOI : 10.1596/978-1-4648-1974-2. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

**Traductions** — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

**Adaptations** — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

**Contenu tiers** — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Toutes les demandes de renseignements sur les droits et licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, NW, Washington, DC 20433, USA; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

ISBN (digital) : 978-1-4648-1975-9

DOI : 10.1596/978-1-4648-1975-9

Photo de couverture : © rangizz/Shutterstock.com.

Reproduite avec l'autorisation de l'auteur. Autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Maquette de couverture : Jihane El Khoury Roederer

## Table des matières

Remerciements.....	iv
Abréviations.....	v
Avant-propos : Voir l'avenir à travers le brouillard de l'incertitude mondiale.....	vii
<b>Introduction et présentation générale des résultats.....</b>	<b>1</b>
<b>Première partie — Évolution et perspectives macroéconomiques .....</b>	<b>4</b>
I.1 Le contexte mondial : forte inflation et taux d'intérêt élevés .....	4
I.1.1 Inflation mondiale en baisse, mais toujours élevée.....	5
I.1.2 Taux d'intérêt mondiaux élevés.....	6
I.2 La conjoncture économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.....	7
I.2.1 Perspectives macroéconomiques de la région.....	7
I.2.2 Modifications des prévisions depuis février .....	10
I.3 L'inflation dans la région MENA.....	10
I.3.1 Fluctuations du taux de change et inflation.....	11
I.3.2 Politiques désinflationnistes .....	12
I.3.3 Inflation alimentaire et exposition aux marchés des produits de base.....	16
I.3.4 Inflation par quintile de dépenses.....	17
<b>Deuxième partie — L'impact durable de l'insécurité alimentaire.....</b>	<b>20</b>
II.1 L'insécurité alimentaire peut avoir des répercussions sur plusieurs générations.....	21
II.1.1 Chocs importants : famines, conflits et pandémies.....	22
II.1.2 Chocs légers.....	23
II.2 La nutrition et la santé chez l'enfant dans la région MENA avant la COVID-19 et la guerre en Ukraine.....	24
II.3 L'insécurité alimentaire devrait s'aggraver dans la région MENA.....	32
II.4 Relever le défi de l'insécurité alimentaire.....	39
Bibliographie .....	44
Annexe II.A. Méthodologie d'établissement de projections relatives à l'insécurité alimentaire .....	50
Annexe II.B. Impact du choc des prix alimentaires sur les enfants <i>in utero</i> .....	52

## Liste de figures

Figure I.1 : Prix des hydrocarbures .....	5
Figure I.2 : Prix agricoles .....	5
Figure I.3 : Croissance cumulée du PIB dans la région MENA .....	7
Figure I.4 : Évolution des prévisions du PIB depuis février 2022.....	10
Figure I.5 : Taux d'inflation corrigés du taux de change dans la région MENA.....	11
Figure I.6 : Ratio d'endettement par rapport à l'inflation globale.....	12
Figure I.7 : Inflation alimentaire .....	16
Figure I.8 : Moyenne régionale de l'inflation par quintile pondérée en fonction de la population.....	17
Figure I.9 : Inflation par pays et par quintile .....	18
Figure II.1 : Prévalence du retard de croissance : région MENA et pays à revenu comparable .....	25
Figure II.2 : Prévalence du retard de croissance par quintile de richesse dans la région MENA .....	26
Figure II.3 : Evolution de la prévalence du retard de croissance par quintile de richesse - Égypte et Cisjordanie et Gaza .....	27
Figure II.4 : Prévalence du retard de croissance dans la région MENA par zone urbaine et rurale .....	27
Figure II.5 : Prévalence de l'émaciation : région MENA et pays à revenu comparable .....	28
Figure II.6 : Diversité alimentaire minimale : région MENA et pays à revenu comparable .....	29
Figure II.7 : Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : région MENA et pays à revenu comparable.....	30
Figure II.8 : Prévalence de l'insécurité alimentaire grave par région.....	33
Figure II.9 : Prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans la région MENA.....	33
Figure II.10 : Prévalence de l'insécurité alimentaire grave par région et au fil du temps .....	35
Figure II.11 : Prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans la région MENA au fil du temps .....	36
Figure II.12 : Facteurs de prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans la région MENA en 2023 .....	37
Figure II.13 : Structure par âge de la population par région en 2021.....	38
Figure II.B.2 : Décomposition de la prévalence de l'insécurité alimentaire grave au Liban et au Yémen.....	38

## Liste de tableaux

Tableau I.1 : Prévisions MPO .....	9
Tableau I.2 : Modifications intervenues dans les politiques relatives aux marchés de produits et aux transferts sociaux dans la région MENA depuis février 2022 .....	14
Tableau II.1 : Disponibilité des enquêtes utilisées pour la base de données des estimations communes UNICEF/OMS/ Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants dans la région MENA, mise à jour en 2022.....	31
Tableau II.B.1 : Description des phases d'insécurité alimentaire aigüe de l'IPC (Zone) .....	34
Tableau II.2 : Nombre de personnes par ménage, par quintile de dépenses par habitant .....	39
Tableau II.3 : Besoins de financement du développement à court terme pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la région MENA.....	41
Tableau AII.B.1 : Effet des chocs des prix alimentaires sur la santé et l'éducation des enfants <i>in utero</i> dans la région MENA (mars à juin 2022) .....	55

## Liste d'encadrés

ENCADRÉ II.B.1 : Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) pour la faim et les famines .....	34
ENCADRÉ II.B.2 : Facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire, une étude comparative du Yémen et du Liban .....	37

## Remerciements

Le Bulletin d'information économique de la région MENA est produit par le bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Le présent rapport a été rédigé par Roberta Gatti (économiste en chef pour la région), Daniel Lederman (économiste en chef adjoint), Asif M. Islam (chef d'équipe de projet), Federico Roberto Bennet, Bo Pieter Johannes Andree, Hoda Assem, Rana Lotfi et Mennatallah Emam Mousa. Jingyuan Deng a apporté une aide inestimable à l'équipe de recherche.

L'équipe est reconnaissante des commentaires et conseils avisés reçus sur plusieurs aspects du rapport. Ferid Belhaj (vice-président pour la région), Nadir Mohammed, Stefan G. Koeberle, Gianluca Mele, Ismail Radwan, Robert Bou Jaoude et Abdoulaye Sy ont apporté des contributions fort utiles.

L'équipe témoigne sa gratitude aux collègues suivants de la Banque mondiale dont l'appui, les observations et l'encadrement ont grandement contribué à la production du rapport : Eric Le Borgne (chef de service au Pôle), Zeljko Bogetic, Khaled Alhmoud, Sara B. Alnashar, Mohamed Hedi Bchir, Javier Diaz Cassou, Dima Krayem, Luan Zhao, Ali Ibrahim Almelhem, Naji Mohamad Abou Hamde, Mohammad Al Akkaoui, Cyril Desponts, Fatma Elashmawy, Anastasia Janzer-Araji, Majid Kazemi, Ashwaq Natiq Maseeh et Israel Osorio-Rodarte de l'équipe **Macroéconomie, commerce et investissement pour la région MENA** ; Rekha Menon (chef de service au Pôle), Reem Fahad M Alsukait, Berq Jafer Hadi Al Yasseri, Farah Asfahani, Julie Ruel Bergeron, Sameh El-Saharty, Amr Elshalakani, Mohini Kak, Hiya Mahmassani, Sven Neelsen et Emi Suzuki, Sherin Varkey de l'équipe **Santé, nutrition et population** ; Andreas Blom (chef de service au Pôle), Nicholas Hans Buhne, Emily Weedon Chapman, Alaka Holla et Samira Nikaein Towfighian de l'équipe **Éducation** ; Anush Bezhanyan (chef de service au Pôle), Juul Pinxten et Cristobal Ridao-Cano de l'équipe **Protection sociale et travail** ; Marianne Grosclaude (chef de service au Pôle), Svetlana Edmeades, Artavazd Hakobyan et Irina Schuman de l'équipe **Agriculture et alimentation** ; et Federica Alfani, Maria Eugenia Genoni, Daniel Halim, Imane Helmy, Minh Cong Nguyen, Marco Ranzani, Paul Andres Corral Rodas et Guillermo Federico Sanz de l'équipe **Pauvreté et équité**.

Les contributions de Ritika Dsouza du groupe du **Développement humain** de la Banque mondiale, d'Emanuela Galasso, d'Eeshani Kandpal, de Kibrom Tafere du groupe de **Recherche sur le développement** de la Banque mondiale, de Mehrab Bakhtiar de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Bureau de Dhaka, (IFPRI-Dhaka) et de Chika Hayashi de l'**UNICEF** ont également été très appréciées.

Nous remercions Susan E. Fleming des conseils opportuns qu'elles nous ont fournis sur la formulation des messages aux derniers stades de production du rapport. Nous remercions également James L. Rowe Jr d'avoir édité le manuscrit du rapport, et Jihane El Khoury Roederer pour la conception de la page couverture.

Notre gratitude s'adresse enfin à l'unité Traduction, imprimerie, multimédias et médias interactifs du département des Solutions institutionnelles globales (GCS) du Groupe de la Banque mondiale pour son accompagnement, ainsi qu'à Swati Raychaudhuri et Heran Getachew Negatu pour leur appui administratif remarquable.

## Sigles et abréviations

Avg	Moyenne	HTS	Résultats aux épreuves standardisées
BCC	Communication pour le changement de comportement	IDA	Association internationale de développement
BHR	Bahreïn	IGME	Groupe interorganisations des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité juvénile
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	IHSES	Enquête socioéconomique auprès des ménages (Iraq)
BT	Arbres de décision optimisés	IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
BTU	Unités thermiques britanniques	IPV	Violence entre partenaires intimes
CCG	Conseil de coopération du Golfe	IRN	Iran
COVID-19	Maladie à coronavirus de 2019	IRQ	Iraq
CPI	Indice des prix à la consommation	IYCF	Bases de données mondiales de l'UNICEF sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant
CPO1	Indice des prix à la consommation Numéro de code de la catégorie 1 (IPC : 01 - Aliments et boissons non alcoolisées)	JME	Base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants
CSA	Agence centrale éthiopienne de la statistique	JOR	Jordanie
DHS	Demographic and Health Surveys	KWT	Koweït
DAM	Diversité alimentaire minimale	LAC	Région Amérique latine et Caraïbes
DJI	Djibouti	LBN	Liban
DZA	Algérie	LBY	Libye
e	Estimation	MAR	Maroc
EAM	Ecart absolu moyen	MENA	Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
EAP	Région Asie de l'Est et Pacifique	MEU	Bulletin d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord
EBCNV	Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages (Tunisie)	MGRS	Étude multicentrique sur la référence de croissance
ECA	Région Europe et Asie centrale	MIC	Middle Income Country
EDAM	Enquête djiboutienne auprès des ménages	MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
EDS	Enquêtes démographiques et sanitaires	MMBtu	Million d'unités thermiques britanniques
EGY	Égypte	m/m	Glissement mensuel
EM-DAT	Base de données sur les situations d'urgence	MNA	Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
ENCDM	Enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages (Maroc)	MPO	Macro and Poverty Outlook
EQM	Erreur quadratique moyenne	N	taille de la population
ERF	Economic Research Forum (Forum de recherche économique)	NP	Non présenté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	NSOs	Bureaux nationaux de statistiques
FCS	Pays fragiles ou touchés par un conflit	OMN	Oman
FIES	Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue	OMS	Organisation mondiale de la santé
FMI	Fonds monétaire international	OOB	Prédictions Hors Sac
FRC	Comité de revue de la famine	p	Prévision
GEP	Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale	PDEP	Pays en développement exportateurs de pétrole
HEIS	Enquête sur les dépenses et le revenu des ménages (Jordanie)	PDIP	Pays en développement importateurs de pétrole
HIECS	Enquête sur le revenu, les dépenses et la consommation des ménages (Égypte)	PECS	Enquête sur les dépenses et la consommation en Palestine
		PFR	Pays à faible revenu
		PIB	Produit intérieur brut
		PPA	Parité de pouvoir d'achat

PRE	Pays à revenu élevé
PRITI	Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure
PRITS	Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure
PSE	Cisjordanie et Gaza
PWL	Modèle linéaire par morceaux
Q	trimestre
QAT	Qatar
Qtl	Quintile
R2	Coefficient de détermination
RF	Forêts aléatoires
SA	Région Asie du Sud
SAU	Arabie saoudite
SD	écart-type
SMART	Méthodologie normalisée de suivi et d'évaluation de l'aide et de la transition
SSA	Afrique subsaharienne
SSE	Statut socioéconomique (indice)
SYR	Syrie
TUN	Tunisie
UAE	Émirats arabes unis
UN	Organisations des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USA	États-Unis d'Amérique
U.S.	États-Unis d'Amérique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar des États-Unis
WBL	Women, Business and the Law (Les femmes, l'entreprise et le droit)
WDI	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale
WEO	Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international
y/y	Glissement annuel
YEM	Yémen

## AVANT-PROPOS : VOIR L'AVENIR À TRAVERS LE BROUILLARD DE L'INCERTITUDE MONDIALE

Les auteurs du rapport *Destins bouleversés* ont accompli un exploit rare. Ils demandent poliment à leurs lecteurs de prêter une attention particulière à l'avenir de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), alors que nous sommes consumés par les tendances actuelles de ralentissement de la croissance économique et de forte inflation. Le rapport fait valoir qu'il est temps de passer à l'action afin de remédier aux répercussions à long terme de l'insécurité alimentaire avant que celles-ci ne deviennent incontrôlables dans les années à venir. Nous recommandons donc ce rapport aux universitaires, aux responsables politiques, aux dirigeants d'organisations de la société civile, en fait à tous ceux qui ont intérêt à construire un avenir prospère pour les enfants de la région.

Dans la région MENA, nous observons des trajectoires de croissance divergentes d'un pays à l'autre, un point sur lequel nous sommes d'accord avec les auteurs. Les économies exportatrices de pétrole à revenu élevé, les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont dégagé des bénéfices exceptionnels de la hausse des prix du pétrole en 2022. Dans le même temps, les économies importatrices de pétrole et de produits alimentaires ont été confrontées à des pressions grandissantes en 2022, qui ont été renforcées par des conditions préexistantes, en particulier des vulnérabilités budgétaires dues à des niveaux élevés de dette publique. Le rapport *Destins bouleversés* fait un rappel utile des notions de base sur la croissance et l'inflation. Nous sommes largement d'accord avec le diagnostic macroéconomique établi par les auteurs, mais pour nous, cela a été très instructif de voir comment les prévisions du secteur privé avaient évolué depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022. Ceux-ci avaient vu le ciel s'assombrir en 2022 pour la plupart des pays à revenu intermédiaire de la région MENA, tandis qu'il s'éclaircissait pour le CCG. Et en phase avec les prévisions de la Banque mondiale, les prévisionnistes du secteur privé constatent un ralentissement de la croissance dans les pays du CCG en 2023 et 2024, qui revient à des taux semblables voire inférieurs à ceux des pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole. Plus important encore, à notre avis, la croissance des revenus par personne dans la région devrait baisser à environ 1,6 % en 2023, selon les dernières prévisions de la Banque mondiale.

Bien que notre vision de l'avenir proche soit assombrie par l'incertitude mondiale — par exemple, nous ne pouvons pas prédire avec certitude comment la guerre contre l'Ukraine évoluera dans les mois à venir ou quand la politique de resserrement du crédit prendra fin sur les principaux marchés mondiaux —, nous savons avec certitude que le ralentissement de la croissance des revenus dans la région MENA se produit dans un contexte de hausse rapide des prix des denrées alimentaires. Il ne faut donc pas un effort d'imagination pour comprendre le point principal que veulent faire valoir les auteurs : une véritable crise d'insécurité alimentaire se profile dans toute la région. Que vous soyez d'accord ou non avec les estimations des auteurs, ce rapport mérite d'être lu avec attention.

Dans la conjoncture macroéconomique actuelle, la hausse des prix des denrées alimentaires fait qu'il est difficile pour les familles de joindre les deux bouts. L'inflation frappe beaucoup plus durement les pauvres que les riches parce que les pauvres dépensent la majeure partie de leur budget pour la nourriture et l'énergie. C'est un schéma bien connu, qui s'applique à la région MENA comme ailleurs dans le monde. L'insécurité alimentaire induite par les effets simultanés des prix élevés des denrées alimentaires et de la faible croissance économique peut avoir des conséquences considérables. Alors que les effets immédiats de l'insécurité alimentaire peuvent se manifester par des pertes de vie dévastatrices lorsque les enfants sont mal nourris, même *in utero*, leur destin peut être bouleversé à jamais, car ils se retrouvent sur la voie d'une prospérité limitée. Si vous vous souciez de la prochaine génération et des suivantes dans la région MENA, alors les analyses empiriques présentées dans *Destins bouleversés* devraient être à la fois instructives et un appel à l'humilité.

Même des augmentations temporaires des prix des denrées alimentaires peuvent avoir des effets à long terme sur la région, causant des dommages irréversibles à long terme, en particulier chez les enfants. Le rapport fait valoir que la hausse des prix des denrées alimentaires depuis février 2022 pourrait avoir augmenté le risque de retard de croissance pour des centaines de milliers de nouveau-nés dans la région. Les auteurs nous disent que d'éminents chercheurs ont constaté que non seulement la malnutrition mène à des résultats inférieurs aux examens et à des années de scolarité en moins, mais lorsque ces enfants grandissent, ils ont des revenus inférieurs et un état de santé moins bon à l'âge adulte. De plus, les effets sont intergénérationnels — les enfants de ces adultes peuvent également être affectés.

De ce fait, les travaux évoqués dans le rapport présentent en eux-mêmes un intérêt pour les responsables politiques et les analystes du monde entier. Pourtant, le rapport nous avertit que la région MENA est spéciale. Sa population est jeune, ce qui signifie que l'insécurité alimentaire peut lui causer des dommages importants. Plus important encore, la nutrition et la santé des enfants laissaient déjà à désirer dans la région avant les chocs provoqués par la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine. Le taux initial de retard de croissance était beaucoup plus élevé dans de nombreux pays de la région que dans les autres pays ayant un niveau de revenu équivalent. La composition diététique des aliments destinés aux enfants est limitée, et la généralisation des subventions a sans doute modifié les dépenses alimentaires des ménages en les orientant vers des produits moins nutritifs. Cela est attesté par le double fardeau de la malnutrition — l'obésité et la dénutrition infantiles coexistent dans de nombreux pays MENA. Surtout, nous ne savons rien de la situation sanitaire et nutritionnelle actuelle des enfants, car nous ne disposons malheureusement pas de données récentes. Comment pouvons-nous nous attaquer au fléau de l'insécurité alimentaire si nous le cherchons dans le noir ? On se trouve là encore devant une situation où des systèmes de données médiocres obscurcissent notre champ de vision précisément au moment où nous savons qu'il est temps d'agir.

Pour décrire l'état actuel de l'insécurité alimentaire dans la région, les auteurs déploient les dernières techniques de modélisation de l'apprentissage automatique et fournissent des estimations qui nous ont donné des sueurs froides. La prévalence de l'insécurité alimentaire dans la région n'a cessé d'augmenter, passant d'environ 11,8 % en 2006 à 17,6 % en 2023. En d'autres termes, dans la région MENA, près d'un habitant sur cinq d'un pays en développement est susceptible de connaître l'insécurité alimentaire en 2023. Cela est dû en grande partie à la situation extrême de la Syrie et du Yémen, qui ont été présentés par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) comme ayant des zones en crise. Mais l'insécurité alimentaire est plus élevée dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à faible revenu de la région MENA que dans les autres pays à revenu comparable. Comme nous l'avons dit plus haut, le moment est venu d'agir, même si les conditions macroéconomiques ne sont pas favorables.

La région a une myriade de défis à relever pour satisfaire les aspirations des jeunes. Aujourd'hui, nous sommes en passe de décevoir les enfants de la région en mettant leur avenir en péril, à moins que nous n'agissions. Les gouvernements de la région doivent agir sans tarder, non seulement pour des raisons humanitaires, mais aussi pour des raisons économiques — les enfants sous-alimentés deviennent des travailleurs peu productifs. L'insécurité alimentaire pose un défi énorme. Le rapport *Destins bouleversés* fait valoir que les besoins de financement du développement prévus pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire grave dans la région MENA se chiffrent en milliards de dollars par an. Nous invitons les lecteurs avertis à prendre langue avec les auteurs pour discuter des méthodologies et des politiques. Le sujet est trop important pour ne pas tenir compte des conclusions du rapport.

Nous sommes attachés à ce programme d'action, mais nous ne sommes pas naïfs. Les solutions à l'insécurité alimentaire sont coûteuses, mais nous sommes convaincus par l'argument des auteurs selon lequel les coûts de l'inaction, cumulés sur de nombreuses générations, seront plus élevés. La finance sociale institutionnelle peut être utile pour renforcer la sécurité alimentaire à long terme dans la région. Le rapport aborde plusieurs domaines d'action qui méritent notre attention immédiate, couvrant un large éventail de politiques à soumettre au débat public, dont les transferts en espèces et en nature qui peuvent apporter un soulagement immédiat. Toutefois, l'efficacité de ces politiques dépendra du contexte et de leur ciblage.

Il serait judicieux d'investir dans la résilience et de s'attaquer à l'insécurité alimentaire chronique avant qu'elle ne dégénère en véritable crise. Les mères jouent un rôle essentiel dans la période la plus cruciale que représente la vie *in utero* et la petite enfance, d'où l'importance des politiques de genre. La qualité des soins médicaux est importante. Des investissements médicaux correctifs peuvent se révéler nécessaires pour contrer les effets préjudiciables du mauvais statut nutritionnel et sanitaire qui caractérise les enfants dans la région MENA, et dont il est question dans le présent rapport.

Nos systèmes de santé publique, de garde d'enfants et de protection sociale sont-ils prêts à relever ces défis que l'on peut voir même à travers le brouillard de l'incertitude mondiale ? Dans un rapport de la même équipe publié précédemment, nous avons appris que la région était démunie face au choc de la Covid-19, malgré des auto-évaluations optimistes de l'état de préparation des systèmes de santé publique avant 2020<sup>1</sup>. Ne répétons pas la même erreur en tombant dans la complaisance, alors que nous devons également relever les défis macroéconomiques criants. Agissons sans tarder pour éviter des coûts plus élevés à l'avenir.

*Ferid Belhaj*  
Vice-président  
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord  
Banque mondiale

*Dr. Muhammad Al Jasser*  
Président  
Groupe de la Banque islamique de développement

<sup>1</sup> Voir Gatti et. Al (2021). Excès de confiance : Comment des défaillances économiques et sanitaires ont laissé la région MENA démunie face à la COVID-19. Washington : Banque mondiale.



## INTRODUCTION ET PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES RÉSULTATS

Les retombées de la lutte contre l'inflation ont accentué les vulnérabilités de l'économie mondiale. L'augmentation des taux d'intérêt par les banques centrales, destinée à juguler l'inflation, ralentit l'activité économique mondiale. Parallèlement, le resserrement des conditions financières est susceptible d'accroître le surendettement dans les marchés émergents. Cela étant, une inflation élevée reste un défi à court terme, en particulier dans les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) qui ont connu des dépréciations monétaires. Le présent rapport fait valoir que la flambée de l'inflation, notamment des prix alimentaires, même si elle est de courte durée, entraînera des problèmes de développement à long terme qui devraient, en principe, modifier les priorités des pouvoirs publics à court et à long terme.

Les prix des produits alimentaires augmentent tellement que les familles ont du mal à se nourrir. L'inflation frappe les pauvres beaucoup plus durement que les riches dans la région MENA, bien que des études semblent indiquer qu'il en est sans doute de même dans d'autres pays émergents et en développement (Lederman et Porto 2016; Belhaj et al. 2022). Cela s'explique en grande partie par la part disproportionnée du budget familial que les pauvres consacrent à l'alimentation et à l'énergie. Dans la région MENA, l'inflation alimentaire moyenne en glissement annuel entre mars et décembre 2022 a atteint 29 %, ce qui est nettement supérieur à l'inflation globale (19,4 %). Ces hausses démesurées des prix alimentaires, même si elles sont temporaires, peuvent avoir des effets à long terme. On estime que la hausse des prix alimentaires liée à la guerre en Ukraine pourrait avoir augmenté de 17 à 24 % le risque de retard de croissance dans les pays en développement de la région MENA, ce qui représente environ 200 000 à 285 000 nouveau-nés supplémentaires.

D'importants travaux de recherche validés par des pairs ont montré que la malnutrition infantile peut donner lieu non seulement à des résultats scolaires médiocres, mais aussi à des revenus plus faibles et à des problèmes de santé accrus à l'âge adulte. De plus, les effets sont intergénérationnels : les enfants d'adultes ayant souffert d'un retard de croissance à la naissance peuvent également en souffrir eux-mêmes. La petite enfance se trouve au cœur des liens entre l'inflation des prix alimentaires et ses incidences à long terme, alors que l'état de la santé et de la nutrition des enfants dans la région était déjà un sujet de préoccupation pour les responsables politiques avant la crise alimentaire actuelle. De fait, la prévalence de l'insécurité alimentaire dans la région n'a cessé d'augmenter, passant d'environ 11,8 % en 2006 à 17,6 % en 2023. Ainsi, le présent rapport établit un lien entre les défis à court terme pour les perspectives macroéconomiques de la région, qui sont liés à l'évolution de l'environnement mondial, notamment la croissance économique et l'inflation, et les défis de développement à long terme qui devront être relevés bien après que les chocs associés à la guerre en Ukraine se seront dissipés.

### *Perspectives de croissance de la région*

Selon les économistes de la Banque mondiale, la région MENA connaîtra une croissance de 3 % en 2023 et de 3,1 % en 2024, ce qui est nettement inférieur aux 5,8 % enregistrés en 2022<sup>2</sup>. Le taux de croissance moyen de la région MENA masque des écarts prononcés entre les pays. Dans les États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) — Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar —, la croissance devrait ralentir de 7,3 % en 2022 à 3,2 % en 2023, en raison de la baisse attendue des prix du pétrole par rapport aux sommets atteints en 2022. Les pays en développement exportateurs de pétrole devraient connaître une croissance de 2,2 % en 2023, ce qui marque un fléchissement par rapport aux 3,9 % enregistrés en 2022. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, la croissance devrait progresser de 3,6 % en 2023 et de 3,7 % en 2024, bien que cela soit largement dû à la croissance relativement forte annoncée en Égypte. Abstraction faite de cette dernière, les pays en développement importateurs de pétrole devraient connaître une croissance de 2,8 et 3,1 % en 2023 et 2024, respectivement.

<sup>2</sup> Les projections de croissance pour la région MENA ne tiennent pas compte des pays du mémorandum, à savoir la Libye, le Liban, la Syrie et le Yémen. Voir le tableau I.1 pour plus de détails.

La variation du PIB réel par habitant est sans doute une mesure plus exacte de l'évolution des niveaux de vie. Après une reprise de 4,4 % en 2022, la croissance du PIB réel par habitant pour la région MENA devrait se ralentir à 1,6 % et 1,7 % en 2023 et 2024, respectivement. Ce ralentissement sera ressenti dans toute la région, mais plus particulièrement dans les pays du CCG où le PIB par habitant devrait dégringoler de 5,5 % en 2022 à 1,8 % en 2023 et à 2 % en 2024. Pour les pays en développement exportateurs de pétrole, les taux correspondants sont de 0,8 % en 2023 et de 1 % en 2024. S'agissant des pays en développement importateurs de pétrole, le PIB par habitant devrait augmenter de 2,1 % en 2023 et de 2,2 % en 2024.

### *L'inflation a des effets néfastes sur les populations pauvres et vulnérables*

En 2022, l'inflation des prix alimentaires a atteint un taux à deux chiffres dans la majorité des pays à revenu faible ou intermédiaire de la région MENA. Dans la plupart des économies de la région, l'inflation des prix alimentaires est beaucoup plus élevée que l'inflation globale. De fait, elle contribue au moins pour moitié, environ, à l'inflation globale dans de nombreux pays de la région, alors que le poids de l'alimentation dans l'indice des prix à la consommation est généralement de l'ordre de 25 %. Il est important de noter que les données montrent qu'en décembre 2022, les ménages pauvres ont connu une inflation supérieure d'environ 2 points de pourcentage (en glissement annuel) à celle des ménages riches, en moyenne, dans la région MENA.

### *L'insécurité alimentaire bouleverse les destins*

L'inflation des prix alimentaires, même si elle est temporaire, peut accroître l'insécurité alimentaire de manière durable. Même les augmentations temporaires des prix alimentaires peuvent causer des dommages irréversibles à long terme, en particulier chez les enfants. De nombreuses publications montrent que les chocs négatifs peuvent avoir des effets multigénérationnels sur les résultats du développement dans les domaines de l'éducation, de la santé et des revenus, entre autres. Outre les effets immédiats sur la santé, une nutrition insuffisante *in utero* et pendant la petite enfance peut perturber le destin des enfants et limiter leurs perspectives de prospérité. La population de la région est la deuxième plus jeune après celle de l'Afrique subsaharienne. L'insécurité alimentaire pourrait donc y causer des dommages considérables en raison de ses incidences sur les enfants. Elle représente un important défi pour une région où la nutrition et la santé des enfants étaient déjà insuffisantes avant les chocs provoqués par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine.

Le taux initial de retard de croissance — qui est reconnu comme une mesure de l'impact cumulatif des atteintes à la santé de l'enfant de la période prénatale à l'âge de 5 ans — est beaucoup plus élevé dans de nombreux pays de la région que dans les autres pays ayant un niveau de revenu équivalent. La composition diététique des aliments destinés aux enfants est limitée, et la généralisation des subventions a sans doute modifié les dépenses alimentaires des ménages en les orientant vers des produits moins nutritifs. En atteste le double fardeau de la malnutrition : l'obésité et la dénutrition infantiles coexistent dans de nombreux pays MENA. Les déficiences nutritionnelles et sanitaires des enfants représentent donc un important défi pour l'action gouvernementale pour des raisons humanitaires, mais aussi économiques. Les enfants sous-alimentés deviennent des travailleurs moins productifs.

Le présent rapport s'appuie sur un modèle utilisant l'apprentissage automatique pour estimer l'insécurité alimentaire dans les pays et dans le temps. Selon les estimations de ce modèle, une personne sur cinq dans la région MENA sera probablement en situation d'insécurité alimentaire en 2023. Le rapport explique dans sa deuxième partie les méthodologies et les différences intrarégionales entre les pays qui sous-tendent ces estimations régionales agrégées.

L'inflation des prix alimentaires joue un rôle déterminant dans l'insécurité alimentaire. Dans les quatre sous-groupes de la région MENA — pays en développement importateurs de pétrole, pays en développement exportateurs de pétrole, pays en conflit et pays du CCG —, l'inflation est responsable de 24 à 33 % de l'insécurité alimentaire prévue pour 2023.

Dans la région, la part de population se trouvant en situation d'insécurité alimentaire en raison de l'inflation a augmenté de 66 % entre la période prépandémique et 2023<sup>3</sup>. Compte tenu de sa population relativement jeune par rapport aux autres régions, hormis l'Afrique subsaharienne, le rapport estime, selon des hypothèses prudentes, qu'environ 8 millions d'enfants de la région MENA sont en situation d'insécurité alimentaire grave. Malheureusement, il s'agit probablement d'une estimation prudente, car l'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les pauvres, et les pauvres de la région ont généralement plus d'enfants.

### *L'énormité du défi de l'insécurité alimentaire*

L'insécurité alimentaire pose un défi énorme. Selon les estimations présentées dans ce rapport, les besoins de financement du développement pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire grave dans la région MENA se chiffrent en milliards de dollars par an. Ces estimations financières sont réalisées sur la base d'hypothèses modestes concernant les coûts d'un régime alimentaire énergétique minimum en 2021. Ce régime vise un coût de remplacement de 100 % des dépenses alimentaires pour la population en situation d'insécurité alimentaire grave et est ajusté chaque année pour tenir compte de l'inflation des prix alimentaires. Bien que la lutte contre l'insécurité alimentaire nécessite des ressources considérables, le coût de l'inaction, cumulé sur de nombreuses générations futures, serait bien plus élevé.

Plusieurs moyens d'action peuvent contribuer à réduire l'insécurité alimentaire. Les moyens appropriés dépendront de son caractère chronique ou aigu. Il serait judicieux d'investir dans la résilience et de s'attaquer à l'insécurité alimentaire chronique avant qu'elle ne dégénère en véritable crise. Dès lors que les coûts humains et économiques de l'insécurité alimentaire augmentent avec le temps, la logique veut que la mise en œuvre de politiques de prévention et d'adaptation soit préférable à l'inaction, à savoir laisser les conséquences de l'insécurité alimentaire s'aggraver avec le temps.

Certaines politiques, comme les transferts monétaires ou les aides en nature, peuvent être promulguées sans attendre pour endiguer les situations d'insécurité alimentaire aiguë. D'autres, comme les politiques visant à allonger le congé de maternité et à améliorer la garde d'enfants, les soins médicaux et les systèmes alimentaires, peuvent prendre plus de temps à mettre en œuvre. Qui plus est, le rapport constate que les systèmes de données de la région sont mal équipés pour surveiller et suivre la menace croissante de l'insécurité alimentaire. Il se termine par un bref appel à l'action qui met l'accent sur les types de politiques susceptibles de réduire les énormes coûts socioéconomiques à long terme de l'augmentation de l'insécurité alimentaire.

En un mot, il est temps d'agir, même si l'attention des responsables politiques sera accaparée par les défis macroéconomiques immédiats que sont la faible croissance et l'inflation élevée.

<sup>3</sup> Il convient de noter que les données sont disponibles sous forme de moyennes mobiles centrées sur trois ans. Par conséquent, la période prépandémique correspond à la période de 2017 à 2019, tandis que « 2023 » correspond à la période 2022-2024.

## PREMIÈRE PARTIE — ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES

### *Points clés de la première partie*

- La forte croissance observée dans la région MENA en 2022 était concentrée dans les pays à revenu élevé exportateurs de pétrole. Les prévisions pour 2023 font état d'une croissance plus lente dans la région que durant l'exercice précédent. Les pays exportateurs de pétrole devraient connaître le ralentissement le plus marqué de la région en 2023, bien que cela ne gomme pas les disparités observées l'exercice précédent entre les pays à revenu élevé et les autres.
- Les pays dont la monnaie s'est dépréciée par rapport au dollar américain ont également enregistré des niveaux d'inflation plus élevés dans la région MENA. Après la prise en compte des fluctuations des taux de change, on constate que l'inflation dans la plupart des pays MENA a été modérée ou faible, voire inférieure aux niveaux observés aux États-Unis.
- Face à la hausse des prix sur les marchés des produits de base, en particulier ceux du pétrole et des denrées alimentaires, les pays MENA ont mis en place des politiques visant à contenir l'inflation intérieure. Malgré cela, l'inflation alimentaire dans la plupart des économies de la région a augmenté depuis la guerre en Ukraine, et elle était même beaucoup plus élevée que l'inflation globale. Les hausses des prix des produits alimentaires ont contribué au moins pour moitié à l'inflation globale.
- Dans les pays MENA en développement, les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables ont connu des niveaux d'inflation plus élevés que les ménages plus riches. C'est là une conséquence directe des taux élevés d'inflation alimentaire et de la place démesurée qu'occupent les produits alimentaires dans les dépenses des ménages pauvres.

### 1.1 Le contexte mondial : forte inflation et taux d'intérêt élevés

En 2022, l'économie mondiale a connu une croissance lente et une inflation élevée. Les prix se sont envolés à cause de facteurs liés à l'offre et à la demande, notamment les perturbations des marchés alimentaires et énergétiques consécutives à la guerre en Ukraine<sup>4</sup>. L'année dernière, les pays avancés et de nombreux marchés émergents ont resserré leur politique monétaire pour stabiliser les prix en freinant la demande et la croissance. Les pays MENA en développement ont souffert de la hausse des taux d'intérêt dans les pays avancés, ce qui a entraîné la dépréciation de la monnaie, laquelle a provoqué une nouvelle envolée des prix intérieurs. Les pays MENA exportateurs de pétrole ont enregistré une forte croissance en 2022, à la faveur de la flambée des prix du pétrole, même si beaucoup ont relevé leurs taux directeurs.

Le climat économique actuel contraste vivement avec l'équilibre de faible inflation et de faibles taux d'intérêt qui perdurait avant la pandémie, du moins depuis la faible reprise amorcée après les dernières crises financières mondiales. Selon l'édition de janvier 2023 des Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, la croissance mondiale continuera de ralentir cette année par rapport aux niveaux déjà faibles enregistrés en 2022. Selon les projections, elle devrait s'établir à 1,7 % en 2023 ; pendant les 25 dernières années, seules 2008, année de la crise financière mondiale, et 2020, du fait de la récession provoquée par la pandémie, ont vu pire.

<sup>4</sup> Dans certaines grandes économies, comme les États-Unis, la demande globale a également augmenté pour diverses raisons, notamment les mesures de relance budgétaire et la demande refoulée, l'épargne privée ayant augmenté au début de la pandémie.

### I.1.1 Inflation mondiale en baisse, mais toujours élevée

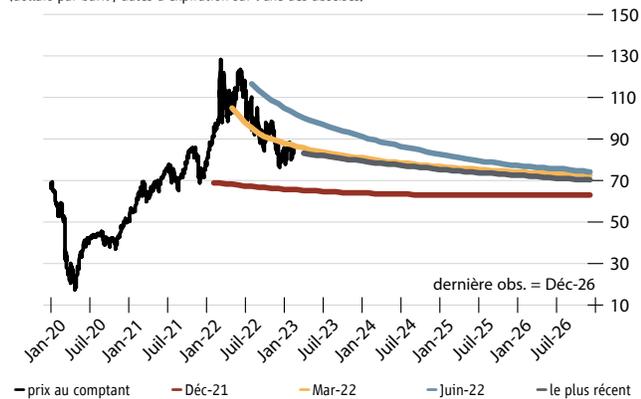
L'inflation mondiale devrait être plus faible en 2023 qu'en 2022, mais selon les projections, elle resterait élevée par rapport aux niveaux pré-pandémiques — et aux objectifs des banques centrales de la plupart des économies qui se fixent des cibles d'inflation.

Ensemble, le recul de la demande mondiale et les réajustements des chaînes logistiques après les perturbations subies par les marchés internationaux, du fait de la guerre en Ukraine, contribuent grandement au ralentissement de l'inflation mondiale et à la baisse des prix des matières premières, en particulier sur les marchés énergétique et alimentaire.

Figure I.1 — Prix des hydrocarbures

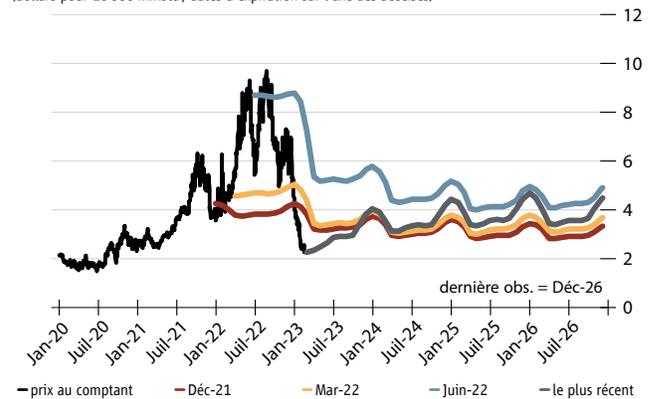
#### Panneau A. Pétrole brut de Brent

(dollars par baril ; dates d'expiration sur l'axe des abscisses)



#### Panneau B. Gaz naturel

(dollars pour 10 000 MMbtu ; dates d'expiration sur l'axe des abscisses)



Sources : Bureau de l'économiste en chef pour la région MENA de la Banque mondiale ; et Bloomberg, L.P.

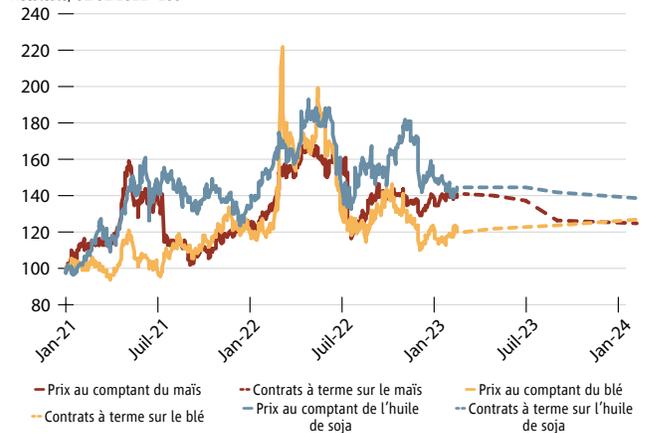
Note : Les lignes noires indiquent les prix au comptant du pétrole brut de Brent et du gaz naturel générique, dans chaque panneau séparément. Les lignes de couleur représentent les prix à terme du pétrole brut de Brent et du gaz naturel au 1<sup>er</sup> décembre 2021, au 1<sup>er</sup> mars 2022, au 1<sup>er</sup> juin 2022 et au 17 février 2023, respectivement.

Les prix de l'énergie ont fortement baissé depuis la mi-2022 (voir figure I.1, panneau A). Le prix au comptant du baril de Brent a chuté de plus de 120 dollars en juin 2022 à environ 80 dollars en février 2023 — ce qui reste plus élevé qu'avant la guerre en Ukraine. Au cours de la même période, le gaz naturel est passé de 9 dollars par million de BTU aux niveaux d'avant la guerre, soit environ 2,5 dollars par million de BTU (voir figure I.1, panneau B). Il est important de noter que les contrats à terme sur l'énergie ont également enregistré une baisse depuis le milieu de l'année 2022, ce qui laisse penser que les marchés s'attendent à une décélération plus rapide que prévu de la hausse des prix du pétrole et du gaz induite par la guerre.

Les prix internationaux des produits agricoles de base, tels que le blé, le maïs et les huiles végétales, ont baissé par rapport aux niveaux records atteints à la mi-2022, mais restent élevés par rapport aux prix d'avant la guerre (voir figure I.2). Cette évolution intervient alors que l'Ukraine recommence à exporter ces produits — bien qu'en quantités beaucoup plus faibles qu'avant la guerre — et que la réaction de l'offre internationale à la hausse des prix agricoles se fait ressentir.

Figure I.2 — Prix agricoles

Recalculé, 01/01/2021=100



Sources : Bureau de l'économiste en chef pour la région MENA de la Banque mondiale ; et Investing.com.

Note : Les lignes pleines représentent le prix au comptant de chaque produit ; les lignes en pointillés représentent les prix à terme au 15 février 2023.

Bien que l'inflation sur les marchés internationaux soit en train de baisser, l'inflation intérieure ne suivra pas nécessairement cette tendance, car elle dépend également d'autres facteurs. Dans une « petite économie ouverte » classique, c'est-à-dire une économie qui commerce avec des entités étrangères, les variations des prix intérieurs des biens échangés sur les marchés internationaux dépendent de deux facteurs : les fluctuations des prix internationaux de ces biens et le taux de change entre la monnaie locale et la monnaie dans laquelle sont libellés les prix internationaux, qui est généralement le dollar des États-Unis. Dans la pratique, la répercussion de ces deux facteurs sur l'inflation nationale est loin d'être biunivoque. D'une part, les biens qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux représentent une part importante de la consommation et, d'autre part, les gouvernements peuvent intervenir sur le marché pour limiter la hausse des prix de certains biens ou services. Ces facteurs influent également sur le niveau général des prix. En effet, dans l'ensemble de la région MENA, des politiques ont été mises en place pour empêcher que l'inflation sur les marchés internationaux ne se répercute sur les prix intérieurs. Dans les économies en développement de la région, la dépréciation de la monnaie par rapport au dollar a contribué dans une grande mesure à la hausse des prix intérieurs après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

### 1.1.2 Taux d'intérêt mondiaux élevés

L'inflation mondiale devrait certes diminuer, mais les prévisions indiquent qu'elle restera supérieure aux niveaux pré-pandémiques plus longtemps que ne le laissent supposer les projections antérieures (*World Economic Outlook*, janvier 2023). On peut en déduire que les pressions inflationnistes sous-jacentes sont plus persistantes que prévu, ce qui pourrait augmenter le risque que les pays avancés resserrent encore leur politique monétaire<sup>5</sup>. La hausse des taux directeurs dans les pays avancés entravera les flux de capitaux vers les pays en développement, accentuant les pressions sur les taux de change dans ces derniers, ce qui pourrait alimenter l'inflation, car les biens importés coûteront plus cher en monnaie nationale. Les responsables politiques peuvent utiliser les réserves pour éviter une dépréciation trop rapide de la monnaie ou essayer de l'empêcher complètement en augmentant les taux d'intérêt intérieurs, mais ces mesures ont généralement un coût : soit elles entraînent la contraction des marchés financiers nationaux, soit elles freinent davantage la croissance, soit les deux. En outre, les pays dont la monnaie est arrimée à celle d'économies avancées doivent également relever leurs taux lorsque ces dernières le font, afin de maintenir la parité non couverte et d'éviter des sorties de capitaux<sup>6</sup>.

En 2022, les taux directeurs ont augmenté rapidement sous l'effet des mesures prises par les banques centrales face à la hausse de l'inflation. Si le ralentissement de l'inflation mondiale peut être partiellement attribué aux hausses des taux d'intérêt en lien avec le resserrement de la politique monétaire, ces hausses ont contribué à la détérioration des conditions financières. La faible croissance, assortie d'une inflation toujours élevée et d'un fort resserrement monétaire, a freiné l'appétence au risque et conduit les prêteurs à exiger des rendements plus élevés sur les titres de la dette souveraine, en particulier des économies présentant des vulnérabilités préexistantes et une faible cote de crédit. Cette situation se produit alors que de nombreux pays ont enregistré des déficits importants en réponse à la pandémie mondiale et, plus récemment, à la guerre en Ukraine. Les pays dont l'encours de la dette et le coût du service de la dette sont élevés peuvent avoir du mal à refinancer leur dette lorsqu'elle arrive à échéance, ce qui accroît les risques d'instabilité financière et de défaut de paiement. Les craintes du marché à cet égard sont illustrées par l'écart croissant entre ce que ces pays doivent payer pour emprunter et ce que paie le Trésor américain.

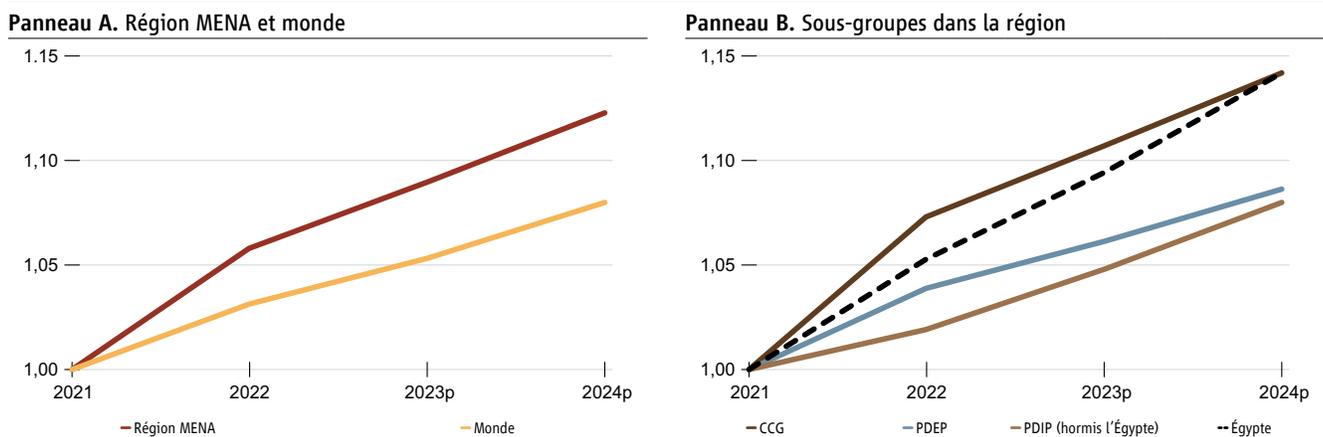
5 Au moment de la rédaction du présent rapport, à la mi-mars, les autorités américaines avaient pris le contrôle d'une banque régionale de Californie disposant d'actifs importants — la *Silicon Valley Bank* — et avaient fermé une autre banque régionale basée à New York — la *Signature Bank*. Dans le cadre des efforts des autorités américaines visant à limiter la panique bancaire, la Réserve fédérale a ouvert une ligne de crédit d'urgence pour permettre à d'autres banques de répondre aux demandes de leurs déposants. Le marché secondaire des bons du Trésor américain n'a pas été épargné les investisseurs fuyant en quête de sécurité, ce qui a réduit les rendements sur ce marché. Il est possible que, compte tenu de ces difficultés, la Fed choisisse de limiter les futures hausses de taux directeurs, voire de les annuler vers la fin de 2023. Ces événements sont trop récents pour pouvoir dire si et comment ils se répercuteront sur les conditions de financement des pays émergents et des pays en développement. S'ils provoquent un nouveau cycle de fuite vers le salut, les conditions de financement des pays MENA pourraient se détériorer davantage, mais s'ils entraînent un assouplissement de la politique monétaire dans les mois à venir, l'effet pourrait être contraire.

6 Cela est particulièrement vrai dans le cas d'une parité fixe ou de régimes conventionnels. D'autres régimes de parité souple, tels que celui du rattachement à l'intérieur de bandes horizontales, prévoient que le taux de change soit maintenu à l'intérieur d'une marge de fluctuations.

## 1.2 La conjoncture économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

À la différence de l'économie mondiale en perte de vitesse, la région MENA a globalement connu une croissance extraordinairement rapide en 2022 (voir figure I.3, panneau A). Cependant, cette croissance, qui est essentiellement due à la flambée des prix du pétrole induite par la guerre en Ukraine, varie beaucoup d'un pays à l'autre (voir figure I.3, panneau B). De fait, l'activité économique dans les pays producteurs de pétrole du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar) s'est accélérée en 2022, dépassant le reste de la région et la moyenne mondiale. Par rapport au CCG, les autres pays MENA exportateurs de pétrole ne semblent pas avoir été en mesure de bénéficier autant de cette situation favorable et ont enregistré une croissance plus lente en 2022. Les pays importateurs de pétrole de la région ont été confrontés au double choc de la hausse des prix du pétrole et des importations alimentaires, donc n'ont connu qu'une très faible croissance. L'Égypte est l'exception, ayant distancé les autres pays importateurs de pétrole. Dans l'ensemble, la région a enregistré une croissance extraordinaire en 2022, mais qui a été presque entièrement tirée par les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé, et la plupart des autres pays ayant affiché des résultats médiocres.

**Figure I.3** — Croissance cumulée du PIB dans la région MENA



Source : *Macro Poverty Outlook (MPO)* de la Banque mondiale, avril 2023.

Note : CCG = Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar. PDEP (Pays en développement exportateurs de pétrole) = Algérie, Iran et Iraq. PDIP (Pays en développement importateurs de pétrole, hormis l'Égypte) = Djibouti, Jordanie, Maroc, Territoires palestiniens et Tunisie. La croissance de l'Égypte est convertie sur la base d'une année civile. Monde = pays membres de la Banque mondiale. La croissance moyenne de la région MENA, du CCG, des PDEP et des PDIP (hormis l'Égypte) est calculée comme la croissance moyenne annuelle pondérée du PIB, en utilisant le PIB de l'exercice précédent comme élément de pondération.

Alors que la croissance mondiale reste orientée à la baisse en 2023, la région MENA devrait suivre la même tendance. Le ralentissement va être le plus marqué dans les pays MENA exportateurs de pétrole, et ceux du CCG en particulier, en raison de la résorption de la hausse des exportations de pétrole enregistrée en 2022. L'écart entre les pays du CCG et le reste de la région (hormis l'Égypte) devrait toutefois persister en 2023 et 2024.

### 1.2.1 Perspectives macroéconomiques de la région

Les économistes de la Banque mondiale prévoient que la région MENA connaîtra une croissance de 3 % en 2023 et 3,1 % en 2024 (voir tableau I.1). Dans les pays du CCG, la croissance devrait ralentir à 3,2 % en 2023 et à 3,1 % en 2024. Ce ralentissement fait suite à une hausse de 7,3 % en 2022. Selon les projections, Oman est l'économie du CCG dont la croissance devrait être la plus rapide en 2023, s'établissant à 4,3 %. Malgré l'affaiblissement de la demande de pétrole, ce pays devrait maintenir ce taux de croissance relativement élevé en augmentant sa capacité de production d'hydrocarbures, aidé en cela par la mise en exploitation de nouveaux gisements de gaz naturel.

Les pays en développement exportateurs de pétrole devraient afficher des tendances semblables à celles du CCG, mais à des niveaux inférieurs — la croissance en 2023 devrait descendre à 2,2 %, après avoir atteint 3,9 % en 2022. L'Iraq est en tête du groupe, avec une croissance pour 2023 projetée à 2,8 % (en baisse par rapport aux 7,9 % de 2022) — celle-ci est en partie soutenue par l'accroissement du PIB non pétrolier (4,5 % selon les projections) à la faveur de l'expansion budgétaire prévue en 2023. En Algérie, la croissance descendra à 2 % en 2023, contre 3,1 % l'année précédente. Ces projections pourraient présenter un certain potentiel de hausse, car les efforts de l'Europe tendant à diversifier son approvisionnement énergétique pourraient soutenir l'investissement dans le secteur des hydrocarbures en Algérie, ce qui améliorerait les perspectives à moyen terme. En Iran, la croissance restera vraisemblablement faible à cause de l'intensification des sanctions économiques. Le PIB iranien devrait progresser de 2 % en 2023, en raison de la baisse des prix du pétrole<sup>7</sup>. Ce taux marque une baisse par rapport aux 2,7 % enregistrés en 2022, laquelle s'explique par les pénuries d'eau et d'électricité et par l'instabilité politique. En 2024, le taux de croissance moyenne des pays en développement exportateurs de pétrole devrait se redresser légèrement pour atteindre 2,4 %.

Les économistes de la Banque mondiale prévoient que les pays en développement importateurs de pétrole afficheront une croissance moyenne de 3,6 % en 2023 et de 3,7 % en 2024. Ces prévisions font état d'une croissance relativement élevée en Égypte, à savoir 4 % pour l'exercice 23 et l'exercice 24<sup>8</sup>. Par rapport à d'autres pays en développement importateurs de pétrole dans la région MENA, les prévisions pour l'Égypte reposent sur l'idée que la récente dépréciation de la livre égyptienne pourrait avoir pour conséquence d'accroître la compétitivité du pays. Le développement du secteur des services (principalement le tourisme et l'activité du canal de Suez) et de celui de la construction devrait soutenir la croissance du PIB. Les projections de croissance sont plus faibles pour les autres pays en développement importateurs de pétrole — à savoir 2,8 % en 2023 et 3,1 % en 2024, mais montrent néanmoins une amélioration par rapport à 2022 (1,9 %).

L'évolution du PIB réel — c'est-à-dire corrigé de l'inflation — par habitant est sans doute une mesure plus exacte de l'évolution des niveaux de vie. Après avoir accéléré de 2,3 % en 2021 à 4,4 % en 2022, la croissance du PIB réel par habitant pour la région MENA devrait retomber à 1,6 % en 2023 et 1,7 % en 2024. Cette tendance se retrouve dans tous les groupes de pays. Après avoir connu une progression extraordinaire de 5,5 % en 2022, le PIB par habitant des pays du CCG devrait redescendre à 1,8 % en 2023 et à 2 % en 2024. De même, les économies en développement exportatrices de pétrole devraient ralentir de 2,5 % en 2022 à 0,8 % en 2023 et à 1 % en 2024. Les pays en développement importateurs de pétrole devraient aussi enregistrer une baisse de leur PIB par habitant durant cet exercice, qui passerait de 3,7 % en 2022 à 2,1 % en 2023 et à 2,2 % en 2024. Dix des 15 pays de la région MENA auront retrouvé leur niveau de PIB réel par habitant d'avant la pandémie d'ici à la fin de 2023, et un y parviendra d'ici fin 2024<sup>9</sup>.

Le solde des transactions courantes de la région MENA (qui désigne la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger) devrait passer d'un pic de 10 % du PIB en 2022 à 6,9 % en 2023. Le solde budgétaire (qui est la différence entre le niveau des recettes et le niveau des dépenses constatées dans le budget de l'État) de la région devrait diminuer de 1,8 % à 0 % du PIB en 2023, à cause de la baisse du prix des hydrocarbures. Pour le CCG, le solde des transactions courantes devrait passer de 16,3 % du PIB en 2022 à 12,1 % en 2023 et à 11,1 % en 2024. Le solde budgétaire devrait également reculer, tout en restant excédentaire; en 2023, le Qatar devrait afficher un excédent budgétaire de 6,5 %, et les Émirats arabes unis, un excédent budgétaire de 6,2 %. Malgré le récent ralentissement, tant le solde courant que le solde budgétaire du CCG sont nettement plus élevés que la moyenne pré-pandémique — située pour 2019 à 5,7 % pour le compte courant et à -3,2 % pour le solde budgétaire. Les pays en développement exportateurs de pétrole devraient également afficher un repli de leur compte courant, qui passera de 7,2 % du PIB en 2022 à 2,6 % en 2023. Quant au solde budgétaire, il deviendra déficitaire en 2023 (-3,2 % du PIB), ce qui donne à penser que les avantages issus de la hausse des prix du pétrole en 2022 auront été de courte durée. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, en revanche, la facture réduite (quoique toujours élevée) des importations de denrées alimentaires et d'énergie compensera partiellement le recul de la demande extérieure, maintenant le déficit courant pour 2023 à un niveau quasiment inchangé par rapport à l'année précédente — -4,2 % contre -4,4 % en 2022. Le déficit budgétaire moyen dans ce groupe de pays devrait également rester à peu de chose près le même, soit -5,9 % en 2023 contre -5,8 % en 2022.

<sup>7</sup> En Iran, l'exercice budgétaire va du 21 mars au 20 mars. Par exemple, l'exercice 22 s'étend du 21 mars 2022 au 20 mars 2023.

<sup>8</sup> L'exercice budgétaire de l'Égypte va du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. Par exemple, l'exercice 22 s'étend du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2022.

<sup>9</sup> Les 15 pays excluent les économies du mémorandum. Dans l'hypothèse plausible où les pays du mémorandum ne retrouveront pas les niveaux de PIB pré-pandémique d'ici la fin de 2023, 10 des 19 économies de la région MENA devraient retrouver les niveaux pré-pandémie en 2023.

**DESTINS BOULEVERSÉS : EFFETS À LONG TERME DE LA HAUSSE DES PRIX ET DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE  
DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**

Tableau I.1 — Prévisions MPO		Croissance du PIB réel				Croissance du PIB réel par habitant				Solde des transactions courantes				Solde budgétaire			
		Pourcentage				Pourcentage				Pourcentage du PIB				Pourcentage du PIB			
		2021	2022e	2023p	2024p	2021	2022e	2023p	2024p	2021	2022e	2023p	2024p	2021	2022e	2023p	2024p
<b>Région MENA</b>	3,5	5,8	3,0	3,1	2,3	4,4	1,6	1,7	4,5	10,0	6,9	6,0	6,0	-2,9	1,8	0,0	-0,5
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	3,7	4,4	2,8	3,0	2,3	3,0	1,4	1,5	0,1	1,8	-0,2	-0,5	-0,5	-4,1	-1,4	-4,3	-4,4
<b>Pays exportateurs de pétrole</b>	3,2	6,1	2,8	2,9	2,3	4,5	1,4	1,6	7,0	13,6	9,2	8,0	8,0	-1,8	3,8	1,3	0,5
CCG	3,2	7,3	3,2	3,1	3,6	5,5	1,8	2,0	7,9	16,3	12,1	11,1	11,1	-2,0	4,3	3,2	2,6
Qatar	1,5	4,6	3,3	2,9	4,2	-2,4	2,2	2,2	14,6	22,5	15,9	12,1	12,1	0,2	8,4	6,5	5,3
Émirats arabes unis	3,5	6,6	3,6	3,4	2,6	5,1	2,5	3,4	10,5	13,7	11,7	10,8	10,8	0,3	7,4	6,2	5,6
Koweït	1,3	7,9	2,7	2,6	3,9	4,2	1,7	1,0	16,0	26,3	21,9	20,9	20,9	-7,3	2,2	1,3	0,3
Bahreïn	2,7	4,3	3,1	2,8	3,7	3,7	2,1	1,9	6,7	12,5	8,0	5,4	5,4	-11,0	-3,3	-4,5	-5,2
Arabie saoudite	3,9	8,7	2,9	3,3	4,0	7,3	1,4	1,8	5,1	15,7	11,0	10,6	10,6	-2,3	2,6	1,7	1,1
Oman	3,1	5,0	4,3	2,4	3,6	3,7	2,7	0,9	-4,9	5,7	3,5	2,3	2,3	-3,2	5,4	2,5	2,7
<b>Pays en dév. exportateurs de pétrole</b>	3,3	3,9	2,2	2,4	1,9	2,5	0,8	1,0	4,6	7,2	2,6	1,5	1,5	-1,5	2,3	-3,2	-3,7
Iran, Rép. islamique d'	4,7	2,7	2,0	1,8	3,9	2,0	1,3	1,0	3,5	3,8	3,1	2,3	2,3	-2,0	-2,3	-2,5	-2,9
Iraq	-0,6	7,9	2,8	4,4	-2,9	5,4	0,4	2,0	13,2	13,7	2,9	1,5	1,5	4,4	12,5	-2,7	-3,4
Algérie	3,4	3,1	2,0	2,0	1,7	1,4	0,4	0,5	-2,9	5,9	1,2	-0,5	-0,5	-7,2	-0,9	-5,2	-6,3
<b>Pays en dév. importateurs de pétrole</b>	4,2	4,9	3,6	3,7	2,8	3,7	2,1	2,2	-4,4	-4,4	-4,2	-3,9	-3,9	-6,7	-5,8	-5,9	-5,5
Égypte, Rép. arabe d'	3,3	6,6	4,0	4,0	1,8	5,2	2,2	2,2	-4,3	-3,5	-3,4	-3,0	-3,0	-7,1	-6,2	-7,0	-6,9
Tunisie	4,4	2,5	2,3	3,0	3,5	1,8	1,4	2,1	-6,0	-8,5	-8,0	-8,4	-8,4	-7,6	-6,6	-4,6	-3,4
Jordanie	2,2	2,6	2,4	2,4	0,2	1,3	2,0	2,0	-8,2	-9,7	-5,7	-4,3	-4,3	-6,3	-5,4	-5,0	-4,5
Maroc	7,9	1,2	3,1	3,3	6,8	0,2	2,1	2,3	-2,3	-4,1	-3,7	-3,5	-3,5	-5,5	-5,1	-4,6	-4,0
Djibouti	4,8	3,0	4,4	5,4	3,6	1,7	3,2	4,2	-0,7	-0,1	-1,6	-3,3	-3,3	-2,9	-1,5	-1,7	-1,4
Cisjordanie et Gaza	7,1	3,6	3,0	3,0	4,5	1,1	0,6	0,6	-8,2	-8,9	-8,6	-8,5	-8,5	-5,7	-1,8	-1,4	-1,2
<b>Mémorandum</b>																	
Libye	31,4	-1,2	NP	NP	29,7	0,9	NP	NP	13,9	14,5	NP	NP	NP	11,0	2,5	NP	NP
Liban	-7,0	-2,6	-0,5	NP	-5,8	-0,8	0,5	NP	-12,5	-20,6	-14,0	NP	NP	1,0	0,3	-0,5	NP
Yémen	-1,0	1,5	-0,5	2,0	NP	NP	NP	NP	-5,1	-14,0	-21,0	-13,8	-13,8	-2,2	-2,2	-2,6	-2,3
Syrie	-2,9	-3,5	-5,5	NP	NP	NP	NP	NP	-2,8	-2,6	-3,2	NP	NP	-8,6	-8,4	-8,6	NP

Sources : Calculs des auteurs à partir des données du Macro Poverty Outlook de Banque mondiale, avril 2023.

Note : e = estimation, p = prévision et NP = non présenté. Les pays apparaissent dans l'ordre décroissant du PIB par habitant en 2020 (PPA, dollars courants) au sein des groupes de pays. Les valeurs sont arrondies à la première décimale. Les données concernant l'Égypte correspondent à son exercice budgétaire (juillet-juin), les données concernant l'Iraq correspondent à son exercice budgétaire (débutant le 21 mars). Le Liban, la Libye, la Syrie et le Yémen ne sont pas pris en compte dans les moyennes régionales et sous-régionales en raison de valeurs extrêmes. La définition de la région MENA exclut le Liban, la Libye, la Syrie et le Yémen. Les pays à revenu intermédiaire comprennent l'Égypte, la Tunisie, la Jordanie, le Maroc, la Cisjordanie et Gaza et Djibouti. Les pays exportateurs de pétrole comprennent le Qatar, les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, Oman, l'Iraq, l'Algérie et l'Iraq. Les moyennes régionales et sous-régionales pondérées de la croissance du PIB réel sont calculées en utilisant les niveaux de PIB réel de l'exercice précédent comme élément de pondération. Les moyennes pondérées régionales et sous-régionales de la croissance du PIB réel par habitant sont calculées en trouvant le PIB réel par habitant pour chaque catégorie (comme du niveau de PIB réel divisé par la somme de la population), puis en calculant les taux de croissance annuels. Les moyennes régionales et sous-régionales du solde du compte courant et du solde budgétaire sont calculées en utilisant les niveaux du PIB nominal de l'exercice en cours comme élément de pondération. Ce tableau est mis à jour au 31 mars 2023.

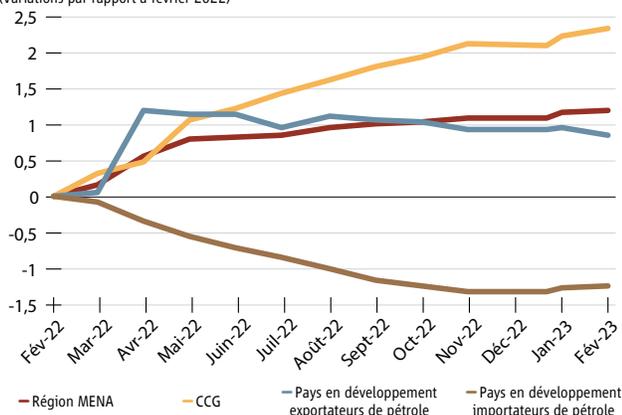
## 1.2.2 Modifications des prévisions depuis février

Les économistes du secteur privé ont procédé à une révision en profondeur de leurs prévisions de croissance pour la région depuis la guerre en Ukraine. Ils annoncent différents niveaux de croissance au sein de la région, lesquels sont dus essentiellement aux prix du pétrole. Les prévisions de croissance du CCG et des pays en développement exportateurs de pétrole pour 2022 ont été revues à la hausse (voir figure I.4, panneau A), tandis que celles des pays en développement importateurs de pétrole ont été revues à la baisse. La croissance prévue pour les pays exportateurs de pétrole en 2022 est restée stable après avril 2022 — affichant une progression d'environ 1 % par rapport aux prévisions de février, juste avant le démarrage de la guerre en Ukraine. En revanche, la croissance prévue pour le CCG en 2022 n'a cessé d'être révisée à la hausse au cours de l'exercice, atteignant 2 % de plus en novembre 2022. Les prévisions pour 2023 ont été révisées de la même manière que celles pour 2022 jusqu'en octobre. En d'autres termes, les prévisions pour 2023 ont été révisées à la hausse pour les exportateurs de pétrole, tandis que les perspectives de croissance des importateurs de pétrole pour 2023 se sont détériorées au fil des mois. Toutefois, dès octobre 2022, lorsqu'il est clairement apparu que les prix du pétrole chutaient plus rapidement que prévu, les prévisions de croissance des exportateurs de pétrole ont vite été revues à la baisse (voir figure I.4, panneau B), terminant l'année à des niveaux semblables à ceux prévus avant la guerre en Ukraine. Les prévisions relatives aux importateurs de pétrole ont quant à elles continué de se détériorer, les projections de janvier 2023 étant inférieures d'un point de pourcentage entier à celles de février 2022.

Figure I.4 — Évolution des prévisions du PIB depuis février 2022 :

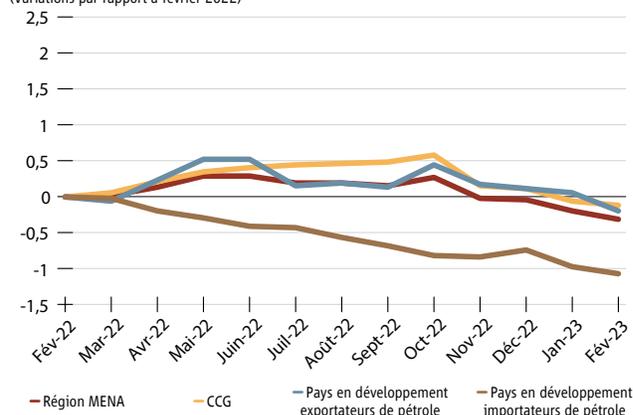
### Panneau A. Prévisions pour 2022

(Variations par rapport à février 2022)



### Panneau B. Prévisions pour 2023

(Variations par rapport à février 2022)



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale sur la base des données de *Focus Economics*. Prévisions de janvier 2023.

Notes : Les graphiques montrent la différence entre les prévisions de taux de croissance du PIB au fil du temps pour 2022 et 2023 et les prévisions établies en février 2022. Le « CCG » comprend Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les « Pays en développement exportateurs de pétrole » désignent l'Algérie, l'Iran, l'Iraq et le Yémen. Les « Pays en développement importateurs de pétrole » comprennent l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie. La région MENA représente les pays des trois groupes. Les données pour l'Égypte en 2022 sont des estimations ajustées de l'exercice budgétaire : moyenne pondérée des taux de croissance en glissement annuel aux troisième et quatrième trimestres pour l'exercice 22, et prévision de croissance pour le premier semestre de l'exercice 23 (juillet 2022 à décembre 2022). Les données concernant l'Égypte en 2023 sont calculées de la même manière : une moyenne pondérée des prévisions pour l'exercice 23 et l'exercice 24.

## 1.3 L'inflation dans la région MENA

L'inflation est importante pour de nombreuses raisons : elle touche à la fois les consommateurs et les entreprises ; elle peut éroder le pouvoir d'achat, en particulier lorsque l'augmentation du niveau des prix dépasse considérablement la progression des salaires, comme c'est souvent le cas ; et elle peut avoir de graves conséquences distributives. La hausse des prix revêt une importance particulière dans les économies en développement, car elle pèse généralement de manière disproportionnée sur leurs couches les plus vulnérables.

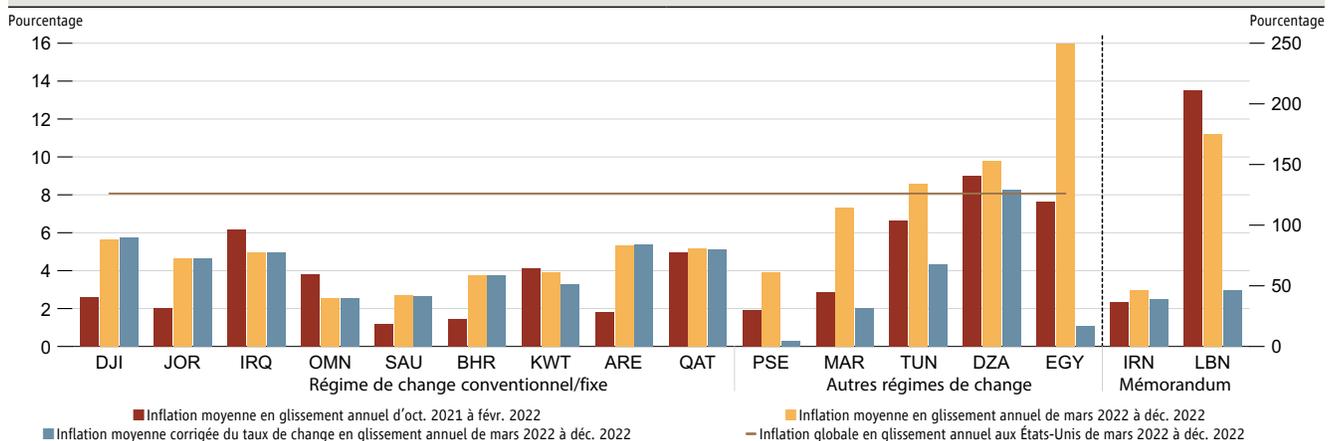
L'inflation a augmenté dans la région MENA après le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, à cause de la hausse des prix internationaux de matières premières telles que le pétrole, le gaz et les produits alimentaires. Mais les niveaux d'inflation témoignent de l'existence de ce qui s'apparente à « deux MENA ». D'un côté, les économies du CCG, qui

ont pour l'essentiel réussi à maintenir leur inflation largement en dessous des moyennes mondiales. L'Iraq et la Jordanie ont également affiché des niveaux d'inflation relativement faibles. Tous ces pays ont conservé une parité stable entre leur monnaie et le dollar américain<sup>10</sup>. Un taux de change fixe, des subventions aux combustibles et d'autres mesures ont permis de contenir l'inflation. De l'autre côté, des pays comme l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont connu des niveaux d'inflation plus élevés, dus en grande partie à la dépréciation de leurs monnaies par rapport au dollar (entre mars et décembre 2022, la monnaie nationale de l'Égypte s'est dépréciée de 32,2 %<sup>11</sup>, celle du Maroc de 7,4 % et celle de la Tunisie de 5,8 %)<sup>12</sup>.

### 1.3.1 Fluctuations du taux de change et inflation

La contribution des fluctuations du taux de change à l'inflation globale varie d'un pays à l'autre dans la région MENA. Comme illustré par la figure I.5, entre mars et décembre 2022, l'inflation dans la plupart des pays MENA était inférieure à l'inflation aux États-Unis — ou l'aurait été si les taux de change s'étaient maintenus à leur niveau de février 2022 par rapport au dollar. Les deux exceptions flagrantes sont l'Iran et le Liban qui, même avant le début de la guerre en Ukraine, affichaient des taux d'inflation élevés et s'inscrivent sur une échelle différente. Dans le cas du Liban, les trois quarts de l'inflation globale sont imputables aux fluctuations du taux de change. Cependant, même en tenant compte de ces fluctuations, le taux d'inflation moyen en glissement annuel, corrigé du taux de change, était de 46 %, indiquant que les facteurs intérieurs jouent également un rôle déterminant. Dans le cas de l'Iran, le taux d'inflation corrigé du taux de change dépassait 30 %.

**Figure I.5** Taux d'inflation corrigés du taux de change dans la région MENA



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale sur la base des données de Haver Analytics et des instituts nationaux de statistique.  
Note : Les barres bleues indiquent quel aurait été le taux d'inflation moyen en glissement annuel si le taux de change bilatéral de chaque pays avec le dollar américain était resté au niveau de février 2022. La Libye, la Syrie et le Yémen sont exclus, faute de données. Les pays apparaissent dans l'ordre croissant du PIB par habitant en 2020 (PPA, dollars courants) au sein des groupes auxquels ils appartiennent.

C'est surtout dans les pays importateurs de pétrole tels l'Égypte, le Maroc et la Tunisie que les dépréciations des monnaies par rapport au dollar ont entraîné une hausse des niveaux d'inflation. Les comptes courants de ces pays ont été malmenés par la hausse du prix des produits alimentaires et du pétrole, dont l'essentiel est importé. Ce choc a coïncidé avec des niveaux d'endettement élevés et une détérioration de la situation financière mondiale. La figure I.6 montre que, dans la région,

10 Pour être précis, le Koweït et la Jordanie appliquent des taux de change conventionnels pour un panier ou un ensemble composite de devises, et non pour le dollar américain. Mais le taux de change de leurs monnaies locales avec le dollar est resté pratiquement inchangé pendant la période considérée.  
11 La livre égyptienne s'est davantage dépréciée au début de 2023, perdant encore environ 14 % de sa valeur en moyenne en janvier.  
12 Le taux de dépréciation de la monnaie est déterminé en calculant la moyenne des taux de change (USD/unité de monnaie nationale) en mars 2022 et décembre 2022.

il existe une corrélation positive entre l'inflation globale et des niveaux d'endettement élevés en pourcentage du PIB (sur l'axe horizontal), même si la relation s'aplanit une fois les fluctuations du taux de change prises en compte — passant d'une corrélation de 24 % à 2 %.<sup>13</sup> S'il faudrait s'abstenir de faire des affirmations de portée générale sur le lien de causalité (si tant est qu'il existe) entre inflation et dette, la conclusion qui peut être tirée de la relation stylisée présentée à la figure I.6 est que les fluctuations de taux de change peuvent influencer grandement sur le lien entre inflation et dette dans les pays de la région à cette période. L'une des explications possibles est que les pays plus fortement endettés ont plus de mal à utiliser leurs ressources pour se prémunir contre les pressions monétaires, ce qui augmenterait les risques que leurs monnaies se déprécient davantage et que les prix des biens importés en monnaie nationale augmentent.

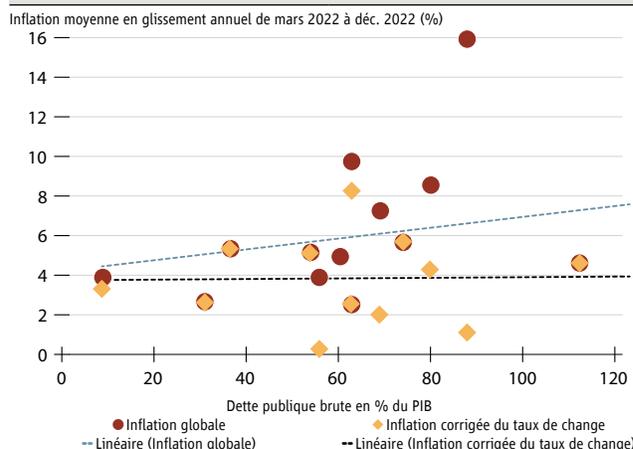
Dans l'ensemble, après la prise en compte des fluctuations du taux de change, l'inflation dans la région s'est révélée modérée, voire souvent faible. Cela témoigne d'une répercussion imparfaite des prix internationaux sur les prix intérieurs. Subventions, contrôle des prix et autres mesures d'intervention ont été mis en place sur le marché des produits pour contenir l'inflation. Les estimations du Bulletin d'information économique de la région MENA d'octobre 2022 (Belhaj et al., 2022) ont révélé que dans la plupart des pays, l'inflation aurait été plus élevée si ces mesures n'avaient pas été introduites. En effet, les estimations pour la période allant de mars à juillet 2022 montrent que les interventions sur les marchés des produits échangeables ont réduit l'inflation en glissement annuel de plus de 1,5 % dans la moitié des pays de la région<sup>14</sup>. Par exemple, ces mesures ont entraîné une réduction de l'inflation de 4,1 points de pourcentage en Égypte et de 3,1 points de pourcentage en Cisjordanie et Gaza.

Cela dit, les politiques de lutte contre l'inflation ont un coût. Non seulement certaines interventions augmentent directement les dépenses publiques et les pressions sur l'équilibre budgétaire, mais elles peuvent aussi créer des déséquilibres et des inefficacités sur les marchés qui entraînent une mauvaise allocation des ressources et freinent l'esprit d'entreprise, plombant ainsi la productivité. Si certains pays, comme ceux du CCG, étaient à même d'assumer ces coûts — du moins sur le plan budgétaire, grâce à la flambée des prix du pétrole — cela n'était pas le cas d'autres dans la région. La section ci-après décrit les politiques de lutte contre l'inflation en vigueur dans les pays MENA au cours de cette période.

### 1.3.2 Politiques désinflationnistes

L'inflation est largement considérée comme un phénomène régressif. Cela est particulièrement vrai lorsque les hausses des prix des produits alimentaires et de l'énergie en sont des facteurs importants (Lederman et Porto, 2016). Dans la région MENA, les estimations de la Banque mondiale indiquent que chaque hausse de 1 % des prix alimentaires dans la région pourrait faire basculer près d'un demi-million de personnes supplémentaires dans la pauvreté (Lopez-Acevedo et al., 2022). Cela implique que depuis le début de la guerre en Ukraine, la hausse des prix a pu accroître de plus de 20 millions le nombre de pauvres dans la région MENA<sup>15</sup>.

Figure I.6 – Ratio d'endettement par rapport à l'inflation globale



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale sur la base des données de Haver Analytics, des instituts nationaux de statistique, du *Macro and Poverty Outlook* de la Banque mondiale (avril 2023) et des économistes-pays de la Banque mondiale.

Note : Les pays inclus ici sont l'Algérie, Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iraq, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Tunisie, la Cisjordanie et Gaza. Le ratio d'endettement brut correspond à 2021 ou à la dernière date disponible.

13 Plusieurs pays de l'échantillon possèdent d'importants fonds souverains. Si ces actifs étaient déduits de leur dette souveraine, les pays concernés passeraient du côté gauche de la figure I.6. Cela est particulièrement vrai pour les économies du CCG qui affichent également une inflation plus faible et des taux de change fixes. La correction de ces fortes positions créditrices renforcerait la tendance mise en évidence dans la figure I.6.

14 Les interventions sur les marchés de produits n'ont pas réduit l'inflation dans tous les cas. Pour trois des 15 pays considérés dans l'analyse, l'effet net de ces interventions a été une hausse de l'inflation. Pour une discussion concernant ces estimations, voir Belhaj et al. (2022).

15 Ces estimations sont vraisemblablement sous-évaluées, car les simulations de ce genre supposent que l'inégalité entre ménages restera constante au niveau établi par la plus récente enquête auprès des ménages, laquelle est antérieure à la crise actuelle.

Compte tenu des effets préjudiciables de l'inflation sur la pauvreté dans la région MENA, il n'est peut-être pas surprenant que les gouvernements de la région aient eu recours à tout un arsenal de mesures pour contenir la hausse des prix intérieurs. Le tableau I.2 offre un aperçu du type de politiques appliquées aux marchés de produits dans les pays MENA depuis février 2022. Il s'agit d'une version actualisée du tableau 3.2 figurant dans le Bulletin d'information économique de la région MENA d'octobre 2022. Cette version se concentre sur les politiques ciblant les marchés de produits nationaux — par des modifications dans les subventions à la consommation, des taxes indirectes (ou des taxes spécifiques sur les produits de base), des droits à l'importation, le contrôle des prix et l'application de taux de change spécifiques à des produits donnés, qui visent à réduire le coût de certaines importations<sup>16</sup>. Le tableau présente également les changements apportés aux politiques de protection sociale, qui tendent à fournir une aide directe aux ménages sans altérer le fonctionnement des marchés de produits nationaux. Il comporte un résumé qualitatif des politiques qui peuvent avoir des effets contraires sur l'inflation intérieure.

Le tableau I.2 n'inclut pas les politiques macroéconomiques traditionnelles telles que la hausse des taux directeurs, qui sont utilisées pour juguler l'inflation en soutenant la monnaie nationale ou en réduisant la demande intérieure globale. Il n'inclut pas non plus les politiques visant à garantir l'accès aux aliments de base importés, qui sont omniprésentes dans les pays qui dépendaient des importations en provenance de Russie et d'Ukraine avant février 2022.

Dix des 19 pays de la région MENA ont augmenté les subventions aux denrées alimentaires et à l'énergie pour amortir l'impact des cours mondiaux sur l'inflation intérieure. Quasiment tous les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire ou à faible revenu ont annoncé une hausse des subventions à la consommation. Le Liban est le seul pays de ce groupe à ne pas l'avoir fait. Depuis le dernier Bulletin d'information économique de la région MENA en octobre 2022, le Maroc et la Tunisie ont augmenté leurs subventions en faveur des carburants, tandis que l'Égypte a renforcé ses subventions aux aliments et aux carburants<sup>17</sup>. Si l'augmentation des subventions pousse les prix intérieurs à la baisse, elle entraîne des coûts budgétaires substantiels qui pourraient avoir de sérieuses conséquences pour les économies en proie à des vulnérabilités préexistantes au niveau du budget et de la dette publique.

Dix pays ont imposé de nouveaux contrôles des prix. Depuis octobre 2022, l'Algérie, l'Égypte et les Émirats arabes unis ont fixé de nouveaux prix plafonds pour les denrées alimentaires. La Jordanie a entériné de nouveaux contrôles des prix pour les denrées alimentaires et l'énergie. Cinq pays — Algérie, Égypte, Iran, Iraq et Jordanie — auraient assoupli les restrictions à l'importation de certains produits pour réduire les blocages sur le marché local et atténuer ainsi l'inflation intérieure. Depuis octobre 2022, l'Algérie, l'Égypte et l'Iraq ont émis de nouvelles réglementations tendant à faciliter les opérations d'importation. L'Iraq est le seul exportateur de pétrole à avoir augmenté les subventions et assoupli la réglementation de l'importation. Ces politiques peuvent enrayer l'inflation intérieure, mais au prix d'une surveillance moins rigoureuse de la qualité des importations ou, si les droits de douane sont abaissés, d'une diminution des recettes publiques.

L'Iraq, le Liban et la Syrie semblent subventionner les importations en utilisant des taux de change par produit, qui rendent l'achat des importations ciblées meilleur marché. Depuis octobre dernier, l'Iraq et le Liban ont adopté de nouvelles mesures favorables aux taux de change par produits. Si les taux de change subventionnés n'apparaissent pas nécessairement en tant que dépenses budgétaires, ils ne sont pas sans coût. À tout le moins, ils peuvent réduire les réserves de la banque centrale et affaiblir potentiellement son bilan.

<sup>16</sup> Voir Guenette (2020) pour des données et une analyse approfondie sur le contrôle des prix.

<sup>17</sup> Il convient de noter que toutes les subventions n'ont pas une portée générale et que, par conséquent, leur incidence peut varier. Par exemple, l'augmentation des subventions aux carburants au Maroc visait les professionnels du transport, principalement les chauffeurs de camion et de taxi.

**Tableau I.2** — Modifications intervenues dans les politiques relatives aux marchés de produits et aux transferts sociaux dans la région MENA depuis février 2022

	Interventions sur les marchés de produits						Protection sociale ciblée		
	Augmentation des subventions aux denrées alimentaires et aux carburants	Instauration de nouveaux contrôles des prix	Réglementation du commerce	Exemptions d'impôts indirects	Taux de change par produit	Augmentation des prix réglementés/ réduction des subventions	Transferts monétaires	Appui à l'achat de services publics et soutien financier	Amélioration du ciblage
<b>Conseil de coopération du Golfe</b>									
Oman	✓	✓						✓	
Arabie saoudite		✓					✓		
Bahreïn				✓				✓	
Koweït	✓								
Émirats arabes unis	✓	✓						✓	
Qatar									
<b>Pays en développement exportateurs de pétrole</b>									
République arabe syrienne			✓		✓	✓			✓
Yémen, Rép. du			✓			✓		✓	
Algérie		✓	✓	✓				✓	
Iraq	✓		✓				✓	✓	✓
Iran, Rép. islamique d'			✓		✓	✓	✓		
Libye		✓	✓					✓	
<b>Pays en développement importateurs de pétrole</b>									
Cisjordanie et Gaza	✓	✓		✓					
Djibouti	✓	✓		✓			✓	✓	✓
Maroc	✓								
Jordanie	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	
Tunisie	✓	✓	✓			✓			
Égypte, Rép. arabe d'	✓	✓	✓			✓	✓	✓	
Liban					✓	✓	✓	✓	
<b>Total sur 19</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>3</b>

Source : Estimations des économistes-pays et d'autres services de la Banque mondiale sur la base d'articles de presse en février 2023.

Notes : Les pays apparaissent dans l'ordre croissant du PIB par habitant en 2020 (PPA, dollars courants) au sein des groupes de pays.

Le dernier type d'intervention sur les marchés de produits examiné ici est le relèvement des plafonds de prix réglementés dans sept pays. La Jordanie, le Liban, la Tunisie et le Yémen ont relevé les plafonds des prix des carburants depuis octobre dernier. La réglementation des prix réduit le coût budgétaire des subventions à la consommation. L'Égypte, la Jordanie et la Tunisie auraient relevé les plafonds de prix (pour les carburants en particulier) tout en augmentant les subventions globales à la consommation. Sachant que les subventions interviennent lorsque le prix intérieur dépasse un plafond ou seuil donné, l'impact net de cette mesure sur l'inflation n'est pas clairement défini, attendu que les autorités peuvent relever le plafond tout en augmentant la subvention.

Le tableau I.2 présente également les sept pays qui ont renforcé leurs programmes de transferts monétaires — dont l'Égypte, qui a annoncé l'élargissement de ses programmes de transferts monétaires en octobre dernier. Les transferts en espèces sont peu susceptibles d'influer sur les prix intérieurs de biens échangeables, tels que les denrées alimentaires et l'énergie,

mais ils peuvent modifier les prix des biens non échangeables. Outre les transferts en espèces, 11 pays fournissaient un appui à l'achat de services publics et un soutien financier. Depuis octobre dernier, l'Algérie, Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie et le Yémen offrent un appui à l'achat de services publics et un soutien financier ou ont renforcé cette aide.

Comme nous l'avons vu plus haut, le recours accru aux subventions, au contrôle des prix, à des taux de change par produit et à d'autres mesures comporte un coût direct — lorsqu'il entraîne des dépenses budgétaires — ou indirect — lorsqu'il affaiblit le bilan de la banque centrale. Si certains pays ont relevé les plafonds de prix, notamment ceux des produits énergétiques, quasiment tous les pays de la région ont renforcé leurs politiques de lutte contre l'inflation, ce qui pourrait exacerber les vulnérabilités préexistantes liées au budget et à la dette publique, en particulier parmi les importateurs de pétrole très endettés. Seuls Djibouti, l'Iraq et la Syrie ont indiqué avoir amélioré leurs politiques d'aide de manière à cibler uniquement les ménages dans le besoin, ce qui devrait alléger la charge budgétaire des transferts sociaux.

En résumé, depuis février 2022, les gouvernements de la région MENA ont déployé une série de politiques spécifiques pour atténuer les dommages causés par la hausse de l'inflation, particulièrement au niveau des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Ces politiques sont distinctes des politiques macroéconomiques adoptées habituellement en cas d'inflation élevée, telles que le relèvement des taux d'intérêt par la banque centrale, comme ce fut le cas dans 11 pays<sup>18</sup>. La plupart des pays ont choisi d'intervenir sur les marchés de produits, sous une forme ou une autre, et certains pays ont élargi ou renforcé leurs programmes de transferts monétaires.

### *1.3.2.1 Coûts et effets à long terme des politiques désinflationnistes*

Malgré des signes de relâchement de l'inflation mondiale, les gouvernements de la région MENA ont renforcé leurs politiques de lutte contre l'inflation depuis octobre 2022 — à quelques exceptions près relatives aux prix plafonds des carburants. Reste à savoir si ces mesures constituent l'utilisation la plus efficace qui puisse être faite de ressources budgétaires limitées, dans le cas notamment des pays importateurs de pétrole. De plus, l'incapacité des pouvoirs publics à revenir sur ces politiques peut indiquer qu'elles sont plus difficiles à inverser que prévu, même lorsqu'elles sont initialement conçues comme des solutions temporaires.

Outre le fait que la mise en œuvre et le maintien des interventions de portée générale décrites ci-dessus peuvent s'avérer onéreux, celles-ci sont de nature à créer des distorsions qui engendrent des déséquilibres sur les marchés de produits, et peuvent avoir des répercussions négatives à long terme sur les résultats macroéconomiques. Le contrôle des prix peut freiner l'investissement et la croissance et aggraver la pauvreté (Guenette, 2020), tandis que les subventions peuvent mettre à mal les secteurs non subventionnés et entraîner une répartition inefficace de la main-d'œuvre entre secteurs (Plante, 2014).

Inversement, les transferts monétaires sont largement considérés comme générant moins de distorsions que les interventions spécifiques à certains marchés, comme les subventions et le contrôle des prix. Cela dit, ils sont plus efficaces, car concentrant l'aide sur les bénéficiaires les plus nécessiteux. S'ils peuvent aider les ménages à résister aux effets de l'inflation, ils n'aident pas à faire baisser les prix. Cependant, l'association des transferts à des outils plus traditionnels de maîtrise de l'inflation, telle une politique monétaire rigoureuse, peut contribuer à protéger les plus vulnérables contre les hausses de prix à court terme, tout en ancrant l'inflation anticipée à moyen et long terme sans pour autant fausser profondément l'activité économique.

<sup>18</sup> Onze pays de la région MENA — Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Maroc, Oman, Qatar, Syrie et Tunisie — ont relevé leurs taux d'intérêt. L'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et tous les pays du CCG l'ont fait depuis octobre dernier.

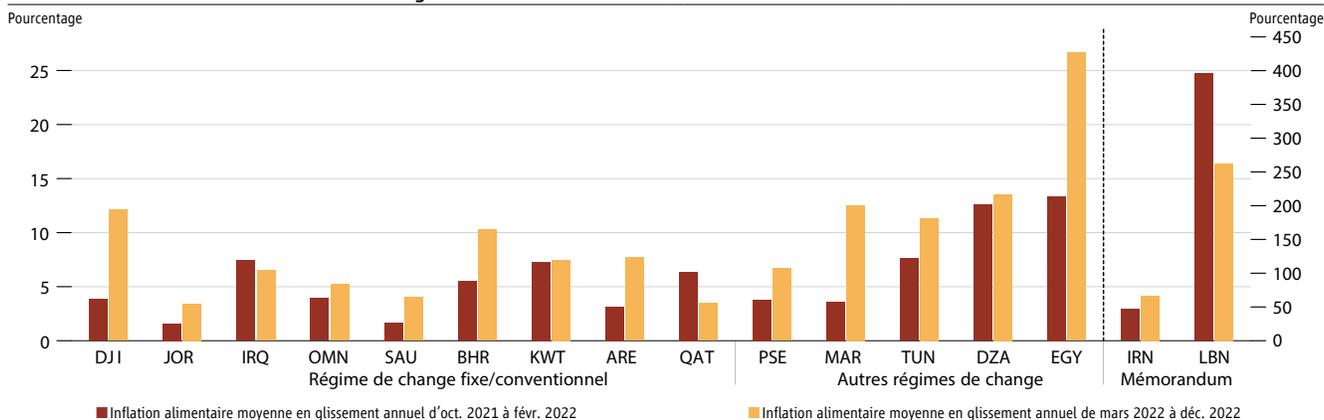
### 1.3.3 Inflation alimentaire et exposition aux marchés des produits de base

L'accent placé sur l'atténuation de la hausse des prix des aliments et de l'énergie n'est pas très surprenant, au vu des perturbations causées sur ces marchés par la guerre en Ukraine. Malgré des politiques conçues spécifiquement pour la maîtriser, l'inflation alimentaire en glissement annuel a augmenté dans presque tous les pays de la région MENA depuis le début la guerre, par comparaison avec la période précédant février 2022 (voir figure 1.7)<sup>19</sup>. Cette hausse de l'inflation alimentaire dans la région ne signifie pas nécessairement que les politiques visant à contenir le prix des aliments ont été inefficaces — sans elles, l'inflation alimentaire aurait peut-être été pire.

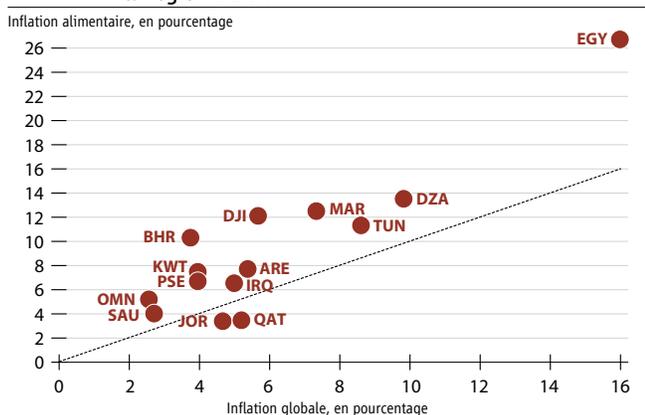
De plus, les niveaux d'inflation alimentaire sont élevés dans toute la région : six des 14 pays étudiés (à l'exclusion de l'Iran et du Liban) affichent un taux d'inflation alimentaire à deux chiffres ; depuis le déclenchement de la guerre, seul un pays sur 14 présentait au cours de la même période un taux d'inflation globale à deux chiffres (voir figure 1.5). Le panneau B de la figure 1.7 compare inflation globale et inflation alimentaire. À l'exception de la Jordanie et du Qatar, chaque pays considéré dans cet exercice avait une inflation alimentaire supérieure à l'inflation globale — parfois même nettement supérieure.

Figure 1.7 — Inflation alimentaire

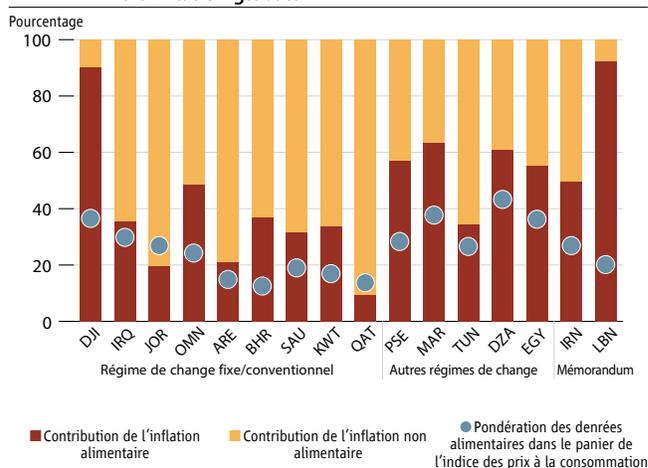
#### Panneau A. Inflation alimentaire dans la région MENA



#### Panneau B. Inflation globale et inflation alimentaire dans la région MENA



#### Panneau C. Pourcentage de la contribution de l'inflation alimentaire à l'inflation globale



Sources : Calculs des services de la Banque mondiale sur la base des données de Haver Analytics et des instituts nationaux de statistique.  
 Note pour le panneau A : Les pays apparaissent dans l'ordre croissant du PIB par habitant en 2020 (PPA, dollars courants) au sein des groupes auxquels ils appartiennent.  
 Note pour le panneau B : Le diagramme de dispersion présente l'inflation globale moyenne sur l'axe des X et l'inflation alimentaire moyenne sur l'axe des Y entre mars 2022 et décembre 2022.  
 Note pour le panneau C : La partie rouge de chaque barre représente la contribution de l'inflation alimentaire à l'inflation globale. La partie orange de chaque barre représente la contribution de tous les articles hors alimentation à l'inflation globale. La somme des contributions des deux catégories (alimentaire et non alimentaire) est égale à l'inflation globale. Les produits alimentaires comprennent la nourriture et les boissons non alcoolisées (CP01). Les pays apparaissent dans l'ordre croissant du PIB par habitant en 2020 (PPA, dollars courants) au sein des groupes auxquels ils appartiennent.

19 L'Iraq et le Qatar constituent deux exceptions notables. Le Liban n'a pas non plus connu une hausse de l'inflation alimentaire, car les prix y étaient déjà exceptionnellement élevés avant la guerre.

Si, dans la plupart des pays de la région, les produits alimentaires représentent entre 10 et 30 % de l'indice des prix à la consommation, pour bon nombre d'entre eux, l'augmentation des prix alimentaires correspondait au moins à 50 % de l'inflation totale (voir figure I.7, panneau C). En effet, dans 14 des 16 pays considérés, l'inflation alimentaire représentait une part plus élevée de l'inflation que ne l'aurait laissé supposer leur indice des prix à la consommation.

### 1.3.4 Inflation par quintile de dépenses

L'inflation n'a pas seulement été ressentie différemment dans tous les pays MENA, elle l'a aussi été à l'intérieur de chaque pays. L'influence surdimensionnée de la hausse des prix des produits alimentaires sur le taux global d'inflation signifie que les ménages qui consacrent une grande part de leurs revenus à l'achat de la nourriture seront plus durement touchés que les ménages qui en dépensent une plus petite part. Les ménages dont le budget alimentaire est proportionnellement plus important sont aussi moins aisés. Dans la région MENA, les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables souffrent davantage de l'inflation que les ménages aisés.

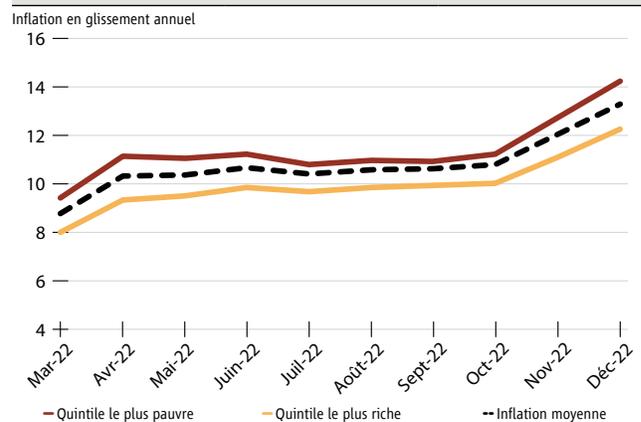
Dans les économies en développement de la région, en moyenne, les ménages les plus pauvres (évalués sur la base des dépenses de consommation) ont fait face à une inflation plus élevée que les ménages aisés (voir figure I.8)<sup>20</sup>. En décembre 2022, les ménages appartenant aux 20 % (quintile) les plus pauvres de la population ont connu une inflation annuelle de 14,3 %, alors que l'inflation à laquelle étaient confrontés les ménages du quintile supérieur était plus faible, soit 12,3 %, ce qui représente un écart de 2 points de pourcentage entre la partie supérieure et la partie inférieure de l'échelle de distribution. Qualitativement, c'était le cas pour chaque mois entre mars 2022 et décembre 2022 — l'écart moyen pendant cette période est de 1,4 % (voir figure I.8).

La tendance qui veut que les ménages pauvres soient davantage touchés par l'inflation que les ménages aisés se vérifie globalement dans chaque pays (voir figure I.9). À l'exclusion des baisses estivales de l'inflation en glissement

annuel en Cisjordanie et Gaza et en Iraq, qui sont dues principalement au ralentissement de l'inflation alimentaire et à la hausse de l'inflation liée aux transports, les ménages les plus pauvres ont dû affronter une inflation plus forte que les ménages riches pendant toute l'année 2022. Pour décembre 2022, c'est en Égypte que l'écart d'inflation annualisé entre les ménages les plus pauvres et les plus riches était le plus marqué (3,4 points de pourcentage). Le Maroc suivait avec 1,6 point de pourcentage. L'écart d'inflation le plus marqué enregistré pour un pays donné en 2022 était de 4,1 points de pourcentage en juin à Djibouti.

En Jordanie, en revanche, l'écart entre l'inflation touchant le quintile le plus riche et celle touchant le quintile le plus pauvre était très faible. Cela est dû au fait que le niveau d'inflation alimentaire était à cette période aligné sur le niveau d'inflation globale (voir figure I.7, panneau B). En d'autres termes, la hausse des prix alimentaires n'a pas joué un rôle excessif dans l'inflation globale en Jordanie à cette période, et n'a donc pas creusé de fossé entre l'inflation subie par les riches et les moins riches.

**Figure I.8** : Moyenne régionale de l'inflation par quintile pondérée en fonction de la population :

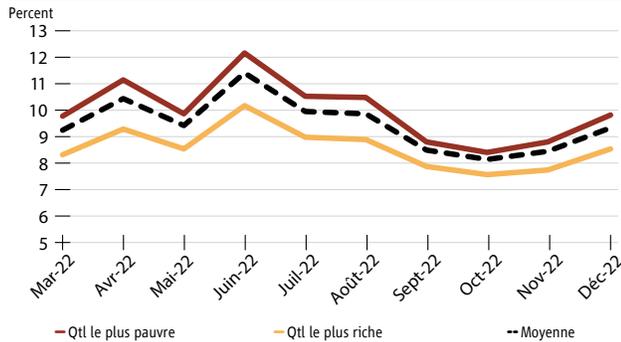


Source : Haver Analytics, instituts nationaux de statistique, dernières enquêtes sur les dépenses des ménages par pays, et calculs des services de la Banque mondiale.  
Note : La moyenne pour les pays en développement de la région comprend l'Algérie, la Cisjordanie et Gaza, Djibouti, l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Les ménages dans chaque pays sont classés par quintile de dépenses par habitant. L'inflation annuelle par pays et par quintile est calculée pour chaque mois, puis pondérée en fonction de la population pour obtenir la moyenne régionale de l'inflation annuelle spécifique au quintile.

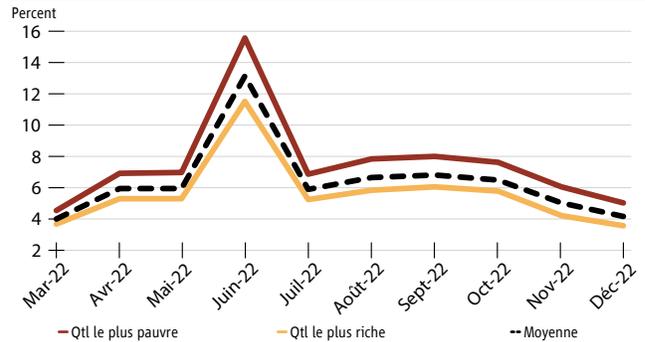
<sup>20</sup> Dans cet exercice, les ménages les plus pauvres désignent les 20 % des ménages au bas de l'échelle de consommation par habitant. Les ménages les plus riches sont ceux situés dans les 20 % supérieurs par rapport à la même variable. Un indice des prix spécifique au quintile est établi pour chacun de ces groupes à partir de son panier de consommation. L'inflation subie par chaque groupe est ensuite calculée à l'aide de l'indice des prix lui correspondant.

Figure I.9 : Inflation par pays et par quintile

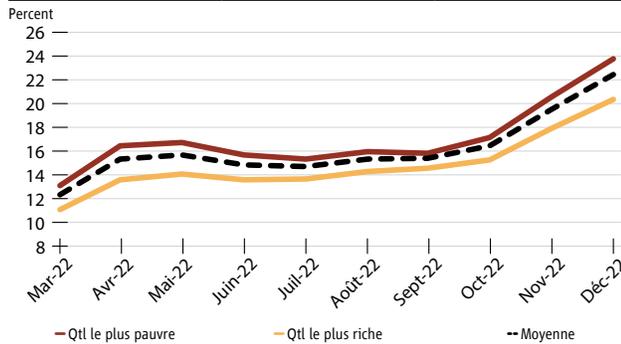
**Panneau A. Algérie**



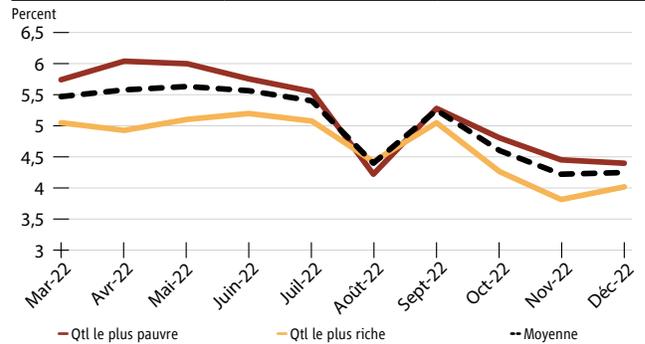
**Panneau B. Djibouti**



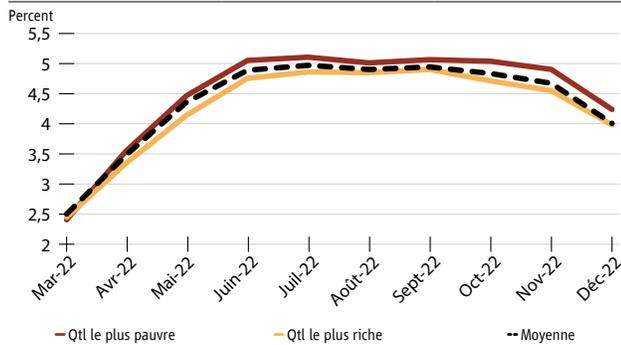
**Panneau C. Égypte**



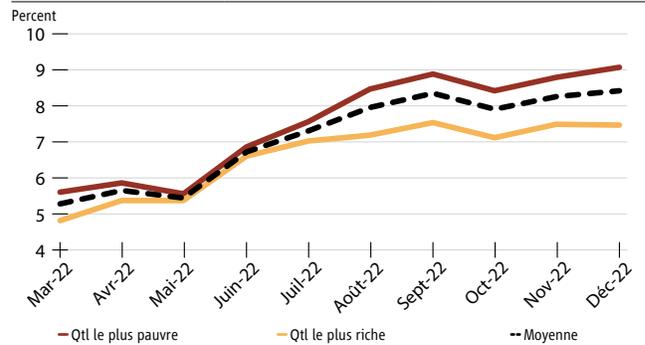
**Panneau D. Iraq**



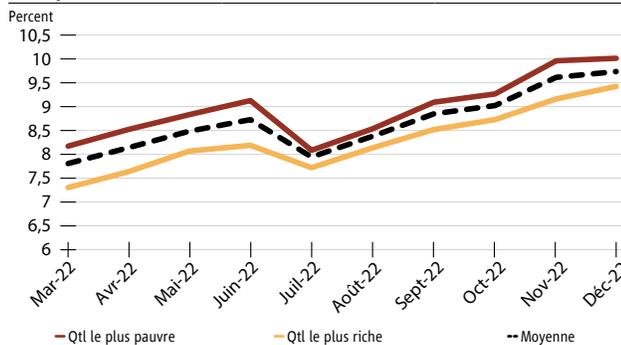
**Panneau E. Jordanie**



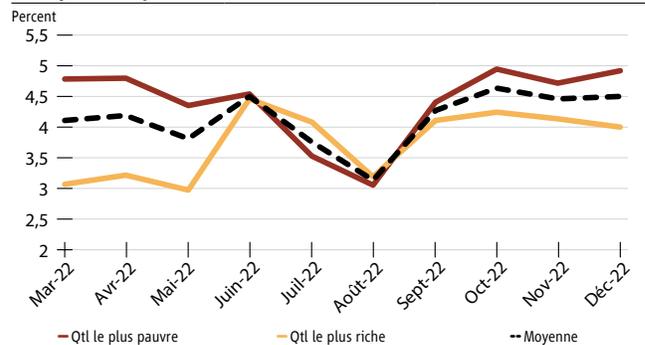
**Panneau F. Maroc**



**Groupe G. Tunisie**



**Groupe H. Cisjordanie et Gaza**



Source : Haver Analytics ; instituts nationaux de statistique ; Algérie 2011 — Enquête nationale sur les dépenses, la consommation et la qualité de vie des ménages ; Djibouti 2017 — EDAM ; Égypte 2017-2018 — Enquête sur le revenu, les dépenses et la consommation des ménages (HIECS) ; Iraq 2012 — Enquête socio-économique iraquienne sur les ménages (IHES) ; Jordanie 2013 — Enquête sur les dépenses et le revenu des ménages (HEIS — de l'ERF, représentant 25 % de l'échantillon) ; Maroc 2014 — ENCDM ; Tunisie 2015 — Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages ; Cisjordanie et Gaza 2011 — Enquête sur les dépenses et la consommation en Palestine (PECS) ; et calculs des services de la Banque mondiale.  
 Note : Les enquêtes sur les dépenses des ménages sont utilisées pour classer les ménages en fonction de leurs dépenses par habitant, diviser les ménages en quintiles et obtenir les parts de dépenses moyennes pour les articles du panier de l'indice des prix à la consommation, et ainsi recalculer un indice pour chaque quintile de dépenses.

L'impact disproportionné de l'inflation alimentaire sur les pauvres met en exergue le degré d'insécurité alimentaire auquel ce groupe vulnérable est potentiellement exposé. La deuxième partie du présent rapport traite des effets à long terme de l'insécurité alimentaire, démontrant que même de courtes périodes d'insécurité alimentaire peuvent avoir des effets de longue durée sur plusieurs générations.

## DEUXIÈME PARTIE — L'IMPACT DURABLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

### *Points clés de la deuxième partie*

- La hausse des prix des denrées alimentaires accentue l'insécurité alimentaire, qui n'est pas seulement une préoccupation immédiate, mais a des répercussions sur plusieurs générations.
- L'absence d'une nutrition appropriée — dans l'utérus ou pendant la petite enfance — augmente le risque de retard de croissance et compromet les résultats scolaires. Selon des estimations approximatives, 200 000 à 285 000 nouveau-nés pourraient avoir été exposés à un risque de retard de croissance dans les pays en développement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. On prévoit qu'environ 8 millions d'enfants de la région MENA seront en situation d'insécurité alimentaire en 2023. La nutrition et la santé des enfants faisaient défaut avant même la pandémie.
- La prévalence de l'insécurité alimentaire dans la région MENA est élevée et devrait s'accroître. La Syrie et le Yémen sont classés comme foyers de famine, selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.
- Les besoins annuels de financement du développement pour la population en situation d'insécurité alimentaire grave devraient se chiffrer en milliards de dollars. Les responsables politiques peuvent s'attaquer à l'insécurité alimentaire de plusieurs manières : en utilisant des mesures de protection sociale, telles que les transferts en espèces et en nature, en adoptant des politiques de garde d'enfants et de congé de maternité, et en améliorant l'éducation maternelle. La transparence des données est une première étape dans cette démarche.

Malgré les efforts déployés par les gouvernements pour maîtriser la forte inflation intérieure dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Belhaj et al., 2022), la hausse des prix des denrées alimentaires peut faire basculer de nombreux habitants de la région dans l'insécurité alimentaire — lorsque les gens sont contraints de manger moins, sautent des repas ou souffrent de la faim par manque d'argent ou d'autres ressources. La région MENA est essentiellement importatrice de denrées alimentaires, et sa capacité à accroître l'offre pour contrer la hausse des prix est limitée. En outre, des facteurs de vulnérabilités de longue date, tels que les sécheresses, accroissent la prédisposition de la région à l'insécurité alimentaire. Plus récemment, comme dans d'autres régions, la pandémie de COVID-19 — dont les effets ont été largement ressentis par les pauvres — a perturbé les chaînes d'approvisionnement et la distribution de nourriture. L'insécurité alimentaire grave a augmenté dans la région MENA pendant la dernière décennie, et la situation devrait encore se détériorer durant les cinq prochaines années. Il y aura une insécurité alimentaire chronique dans la plupart des pays et une insécurité alimentaire aigüe en Syrie et au Yémen, ces deux pays ayant été identifiés comme des foyers de famine par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) (voir encadré II.B.1).

Bien que les effets immédiats de l'insécurité alimentaire puissent se traduire par de tragiques pertes en vies humaines, les gouvernements et les décideurs doivent comprendre que même les hausses temporaires des prix des denrées alimentaires peuvent causer des dégâts à long terme et irréversibles, en particulier chez les enfants. Il ressort de plus en plus clairement de la littérature que les chocs négatifs peuvent avoir des effets multigénérationnels sur les résultats escomptés en matière d'éducation, de santé et de revenus, entre autres. Outre les effets immédiats sur la santé, une alimentation inadéquate *in utero* et dans la petite enfance peut perturber le destin des enfants de la région MENA, les mettant sur la voie d'une prospérité limitée. La population de la région est plus jeune que celle de toutes les autres régions du monde, hormis l'Afrique subsaharienne, ce qui signifie que l'insécurité alimentaire peut causer des dommages considérables dans la mesure où elle a des répercussions sur les enfants de la région.

L'insécurité alimentaire pose des défis à une région dont la nutrition et la santé des enfants laissent déjà à désirer avant les chocs causés par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine. Le taux initial de retard de croissance — qui est reconnu comme une mesure de l'impact cumulatif des atteintes à la santé de l'enfant de la période prénatale à l'âge de 5 ans — est beaucoup plus élevé dans de nombreux pays de la région que dans les pays à revenu comparable. La composition diététique

des aliments destinés aux enfants est limitée et la généralisation des subventions peut fausser les dépenses alimentaires des ménages au profit d'articles moins nutritifs. Cela se manifeste par le double fardeau de la malnutrition : en effet, l'obésité et la dénutrition infantiles se développent simultanément dans de nombreuses économies de la région MENA. Les gouvernements de la région doivent s'attaquer aux insuffisances qui caractérisent la nutrition et la santé des enfants, non seulement pour des motifs humanitaires, mais aussi pour des raisons économiques, car les enfants sous-alimentés grandissent et deviennent des travailleurs moins productifs.

Cette partie du rapport MENA examine les effets à long terme de l'insécurité alimentaire, la nécessité d'une action urgente et décisive et d'un ensemble différent de politiques pour la combattre. Les solutions ne seront pas bon marché, mais les coûts de l'inaction, cumulés sur de nombreuses générations futures, risquent d'être plus élevés. Les besoins de financement à court terme de produits alimentaires pour la région sont de l'ordre de plusieurs milliards de dollars, et devraient augmenter. Une approche multidimensionnelle s'impose. Elle doit combiner des interventions de protection sociale, telles que les transferts en espèces, avec des investissements visant à renforcer la résilience des systèmes alimentaires, ce qui devrait leur permettre de résister aux perturbations et de garantir une disponibilité suffisante des denrées alimentaires. Elle inclut également de meilleures politiques de santé maternelle. Le lien essentiel entre l'insécurité alimentaire immédiate et les résultats à long terme est l'effet délétère d'une alimentation inadéquate sur le fœtus et le jeune enfant. Les politiques qui préservent les femmes enceintes du stress en leur accordant un congé de maternité, en augmentant l'accès aux services de garde d'enfants, et en améliorant l'éducation maternelle peuvent limiter les effets à long terme de l'insécurité alimentaire (Almond et al., 2018). En outre, des investissements médicaux correctifs peuvent être nécessaires pour endiguer les effets des chocs liés à l'insécurité alimentaire.

Les interventions appropriées dépendront du caractère chronique ou aigu de l'insécurité alimentaire. Les crises alimentaires aiguës sont le résultat des interactions complexes entre les conflits, la pauvreté, les conditions météorologiques extrêmes, le climat et les chocs liés aux prix des denrées alimentaires qui s'ajoutent à des facteurs structurels anciens (Misselhorn, 2005; Headey, 2011; Singh, 2012; D'Souza et Jolliffe, 2013; Maxwell et Fitzpatrick, 2012). Il y a des avantages à investir dans la résilience et à s'attaquer à l'insécurité alimentaire chronique avant que celle-ci ne dégénère en crise. Les gouvernements sont mieux armés pour réussir qu'en période de crise parce que les marchés et les structures de gouvernance peuvent encore fonctionner en période d'insécurité alimentaire chronique. Enfin, le présent bulletin d'information économique rappelle un message qui a été constant dans les précédentes publications régionales : les responsables politiques ne pourront pas évaluer la situation et agir de manière décisive s'ils n'ont pas accès à des données crédibles.

La deuxième partie du présent rapport se compose de quatre sections : la première fait l'état des nombreuses preuves des effets à long terme de l'insécurité alimentaire ; la deuxième présente sommairement l'état de la nutrition et de la santé des enfants dans la région, en grande partie pendant la période précédant la pandémie, sur la base d'estimations provenant de données d'enquêtes ; la troisième décrit l'état de l'insécurité alimentaire dans la région en se basant sur des techniques d'apprentissage automatique récentes et de pointe ; et la dernière analyse les possibilités d'action et dégage des conclusions.

## II.1 L'insécurité alimentaire peut avoir des répercussions sur plusieurs générations

Le sous-investissement dans la petite enfance peut avoir des conséquences à long terme sur plusieurs générations. Par exemple, la thèse des « origines fœtales » postule que des conditions telles qu'une alimentation inadéquate pendant la grossesse nuisent au fœtus (Almond et Currie, 2011), ce qui se traduit par des résultats moins bons pour la santé de l'enfant. Par exemple, les personnes qui ont été sous-alimentées *in utero* sont plus susceptibles de souffrir d'obésité, de diabète et de problèmes cardiovasculaires à l'âge adulte. Les neuf mois passés dans l'utérus sont considérés comme une période critique dans la construction du destin d'un individu. Leurs effets peuvent être persistants et les problèmes de santé peuvent mettre des années à se manifester (Almond et Currie, 2011).

La vulnérabilité aux effets néfastes de l'insécurité alimentaire peut se poursuivre après la naissance. Les recherches montrent que toute privation au cours des 1 000 premiers jours de la vie peut compromettre le développement physique et cérébral de l'enfant (Doyle, 2020). Il est prouvé que de la grossesse à l'âge de 3 ans, le cerveau crée rapidement des voies neuronales (Knudsen et al., 2006). Les chocs négatifs subis pendant cette période peuvent avoir des effets cognitifs et autres à long terme. Une nutrition adéquate est nécessaire au bien-être mental et physique des enfants (Gatti et al., 2018 ; Corral and Gatti, 2020). Des recherches ont montré que les enfants qui vivent dans l'extrême pauvreté peuvent perdre 25 % de leur potentiel de génération de revenus à l'âge adulte (Richter et al., 2017).

La littérature sur les effets à long terme des circonstances de la petite enfance peut être classée selon les types de chocs *in utero* et dans la petite enfance. Certes, une grande partie de cette littérature se concentre sur les chocs externes importants tels que les famines, les conflits et les pandémies, mais les chercheurs ont également examiné les effets de ce qu'ils appellent les chocs « légers ». Dans cette section, le rapport se concentre sur trois types de chocs légers qui sont susceptibles d'être liés à l'insécurité alimentaire : les chocs nutritionnels, le stress maternel et les changements météorologiques et climatiques (Almond et al., 2018). Les chocs légers qui ne sont pas pris en compte dans cette section comprennent les maladies infectieuses, l'exposition à la pollution et la consommation d'alcool et de tabac.

### II.1.1 Chocs importants : famines, conflits et pandémies

Un enfant qui connaît la famine tôt dans sa vie, même *in utero*, peut subir des séquelles à long terme qui se ressentent sur sa santé, son éducation et son travail. La littérature regorge d'exemples dans le monde entier.

Par exemple, l'exposition précoce à la famine en Chine (Chen et Zhou, 2007), en Allemagne (Jürges, 2013), aux Pays-Bas (Lindeboom et al., 2010) et en Éthiopie (Dercon et Porter, 2014) s'est traduite par une taille plus petite, moins d'années de scolarité, des scores cognitifs plus faibles et des revenus du travail plus bas à l'âge adulte.

La famine qui a sévi aux Pays-Bas en 1944-1945, vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, est le résultat du blocus imposé par les nazis aux Pays-Bas occupés par les Allemands, qui leur ont coupé les vivres en représailles à une grève des cheminots néerlandais. On estime à 4,5 millions le nombre de personnes touchées. Il ressort d'un examen des registres de décès de centaines de milliers de Néerlandais nés au milieu des années 1940 que les filles *in utero* pendant la famine venaient au monde avec une insuffisance pondérale (Lumey et Stein, 1997), leur progéniture aussi. De la même manière, Veenendaal et al. (2013) ont démontré que les garçons *in utero* pendant la famine avaient des enfants qui pesaient plus et présentaient un indice de masse corporelle (une mesure de l'obésité) plus élevé que les descendants de ceux qui n'avaient pas été exposés à la famine *in utero*.

La grande famine chinoise de 1958 à 1962 est considérée comme l'une des plus meurtrières de l'histoire de l'humanité. Li et An (2015) ont constaté que les descendants d'enfants exposés à la Grande Famine ont une espérance de vie plus courte que ceux de parents non exposés. Selon Li et al. (2017), un enfant ayant été exposé *in utero* à la famine chinoise avait plus de chance de développer un diabète de type 2 à l'âge adulte. Une étude réalisée par Cheng et al. (2020) a révélé que l'exposition à la grande famine chinoise pendant les périodes prénatale et postnatale a augmenté le risque de tuberculose à l'âge adulte sur deux générations.

La famine survenue en Éthiopie de 1983 à 1985 était en grande partie due à la sécheresse et a été exacerbée par les combats dans le nord du pays. Tafere (2016) a mis au jour les effets intergénérationnels des famines sur le capital humain. Les enfants qui y ont été exposés *in utero* et jusqu'à l'âge de 3 ans ont donné naissance à des enfants à problèmes. Les enfants de mères exposées à la famine avaient généralement une taille inférieure à la moyenne, un plus faible niveau d'études et un manque d'estime de soi. La transmission intergénérationnelle semble se faire par les mères. Selon Asfaw (2016), les sujets exposés *in utero* et pendant la petite enfance à la famine qui a sévi en Éthiopie de 1983 à 1985 totalisaient

moins d'années d'études, disposaient d'un patrimoine familial plus modeste, présentaient des résultats sanitaires moins bons, avaient moins de chances d'être alphabétisés et étaient plus susceptibles de s'inscrire à l'aide sociale. Cette exposition à la famine a également entraîné un risque accru de retard de croissance et des scores taille/âge inférieurs à la moyenne pour les enfants des personnes qui avaient connu la famine.

Il a été constaté que d'autres chocs importants ont eu des effets délétères durables sur le capital humain, notamment les chocs provoqués par la pandémie de grippe de 1918 (pour un aperçu, lire Beach et al., 2022). Des effets néfastes ont été observés dans plusieurs pays, dont le Japon, Taïwan, la Suède et le Brésil. La pandémie de COVID-19 pourrait engendrer des conséquences à long terme similaires, même si elles risquent de rester inconnues pendant des décennies (*World Bank*, 2023).

L'exposition à des chocs importants n'est pas la seule à avoir des conséquences durables. Même des chocs légers, résultant d'épisodes temporaires d'insécurité alimentaire, peuvent avoir des effets au long cours.

### *II.1.2 Chocs légers*

Les chocs légers critiques ont tendance à être plus fréquents que les chocs importants. Trois types de chocs légers décrits par Almond et al. (2018) sont liés à l'insécurité alimentaire : chocs nutritionnels, stress maternel, ainsi que changements météorologiques et climatiques.

Les chocs nutritionnels légers peuvent avoir des effets durables. Ces chocs doivent être raisonnablement exogènes (c'est-à-dire provenir de sources autres que les personnes étudiées). Pour que leurs effets puissent être mesurés, ils doivent surprendre, afin que les gens ne puissent pas s'y adapter. En ce sens, les études sur les grossesses surprises pendant les périodes de jeûne sont idéales pour appréhender les effets des chocs liés à la malnutrition légère *in utero*. Par exemple, pendant le ramadan, mois sacré des musulmans, le jeûne est obligatoire du lever au coucher du soleil, ce qui provoque un léger choc nutritionnel. Bien que les femmes enceintes soient exemptées du jeûne, certaines peuvent le faire accidentellement et, le jeûne étant accidentel, le choc peut être qualifié d'exogène. Si le jeûne accidentel n'a que des effets limités sur le poids de naissance, il a des répercussions à long terme. Se fondant sur des données provenant d'Iraq, d'Ouganda et de l'État américain du Michigan, Almond et Mazumder (2011) font valoir que le jeûne accidentel réduit le poids de naissance. Des données de recensement montrent que le jeûne accidentel en Ouganda et en Iraq peut se traduire par une augmentation de 20 % de la probabilité qu'un enfant soit handicapé à l'âge adulte (et même plus susceptible de souffrir de troubles mentaux ou d'apprentissage) et qu'il soit également plus sujet à la pauvreté (il aura par exemple moins de chances d'être propriétaire d'une maison). Almond, Mazumder et van Ewidk (2015) estiment qu'en Angleterre, le jeûne accidentel est à l'origine de résultats inférieurs aux tests de mathématiques, de lecture et d'écriture. Des effets similaires ont été constatés au Danemark pour les scores en danois, en anglais, en mathématiques et en sciences chez les filles et les enfants de mères ayant un statut socioéconomique plus faible (Greve, Schultz-Nielsen et Tekin, 2017).

L'insécurité alimentaire est également susceptible d'augmenter le stress chez la femme enceinte. Bon nombre d'études montrent l'effet néfaste du stress pendant la grossesse, bien qu'elles ne mesurent pas le stress induit par l'insécurité alimentaire en tant que telle. En utilisant des données concernant les médicaments sur ordonnance en Suède, Persson et Rossin-Slater (2018) ont constaté que lorsqu'un membre de la famille décède alors qu'une femme est enceinte, le bébé présente des résultats négatifs sur le plan de la santé mentale jusqu'à l'âge de 30 ans. Lee (2014) explore les effets intergénérationnels du stress maternel en utilisant des données provenant de Corée. Son étude révèle que les petits-enfants de femmes ayant subi le stress d'un massacre de manifestants civils des décennies plus tôt présentaient un faible poids de naissance et étaient souvent nés prématurément. Aizer, Stroud et Buka (2016) mesurent les niveaux de cortisol — une hormone qui aide principalement le corps à répondre au stress — chez les femmes enceintes qui ont fréquenté les centres de soins périnataux dans les années 1960 dans deux villes américaines — Boston (Massachusetts) et Providence (Rhode Island).

Les nourrissons exposés à des niveaux élevés de cortisol avaient une année de scolarité de moins que leurs frères et sœurs à l'âge de 7 ans. On a également constaté que la violence dans la famille — comme source de stress ou de traumatismes — a des effets négatifs sur l'issue des naissances (Aizer, 2011). Il est établi que les retards dans les prestations d'assistance nutritionnelle aux États-Unis (dans l'État de l'Illinois) ont augmenté les violences domestiques (Carr et Packham, 2021).

Le fait que la variabilité des conditions météorologiques et le changement climatique ont des effets à long terme qui accroissent l'insécurité alimentaire a également été documenté. Hyland et Russ (2019) utilisent des données pour 19 pays d'Afrique subsaharienne provenant du programme d'enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour étudier les effets des conditions de sécheresse sur les femmes sur quatre décennies. Les femmes qui ont vécu des sécheresses pendant leur petite enfance ont moins de richesses à l'âge adulte, moins d'années d'éducation, une taille plus petite et moins de chances d'être autonomes. En outre, leurs enfants sont plus susceptibles d'avoir une insuffisance pondérale à la naissance. Ces résultats se limitent aux ménages ruraux, ce qui donne à penser qu'ils sont liés à la productivité agricole. En Égypte, d'après les enquêtes démographiques et sanitaires, les phénomènes météorologiques extrêmes (précipitations ou températures supérieures à la moyenne) augmentent le risque de retard de croissance (Elayouty et al., 2022). Les zones arides, fréquentes dans la région MENA, sont les plus sensibles aux chocs pluviométriques (Damania et al., 2017). Par ailleurs, les zones sujettes aux chocs climatiques sont susceptibles de continuer à recevoir des investissements insuffisants parce que l'instabilité et l'imprévisibilité des rendements et des prix font qu'il est difficile pour les investisseurs d'en évaluer la viabilité financière (Diogo et al., 2017).

La littérature contient beaucoup plus de données qui semblent indiquer que les chocs liés à l'insécurité alimentaire, du début de la grossesse à la petite enfance, peuvent avoir des conséquences négatives à long terme pour les individus. L'inflation des prix des denrées alimentaires qui a pour corollaire l'insécurité alimentaire pose de nouveaux défis à la région MENA, où la nutrition et la santé de l'enfant faisaient déjà défaut, selon toute vraisemblance, avant la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine. De plus, il apparaît que les catastrophes et chocs naturels sont plus fréquents dans cette région qu'ailleurs, et que cette tendance s'accroît<sup>21</sup>. Les chocs actuels peuvent exacerber les effets à long terme de l'insécurité alimentaire sur des enfants dont la situation nutritionnelle et sanitaire est déjà précaire. Cependant, le manque de données de haute qualité signifie qu'une grande partie de la région MENA ignore encore les insuffisances de santé chez l'enfant. La section qui suit analyse la nutrition et la santé chez l'enfant dans cette région à l'aide des meilleures estimations d'enquête disponibles.

## II.2 La nutrition et la santé chez l'enfant dans la région MENA avant la COVID-19 et la guerre en Ukraine

La nutrition et la santé chez l'enfant dans la région MENA laissaient à désirer avant la guerre en Ukraine et la pandémie de COVID-19, ce qui porte à croire que les systèmes de santé de cette région ne sont généralement pas à la hauteur. Un système de santé déjà sous pression et une nutrition et une santé déficientes chez l'enfant peuvent exacerber les effets néfastes de l'insécurité alimentaire. La présente analyse donne une vue d'ensemble basée sur des indicateurs couramment utilisés comme marqueurs de la santé chez l'enfant et qui sont raisonnablement comparables d'un pays à l'autre, à savoir : la prévalence du retard de croissance, l'émaciation, et certaines observations sur la diversité des régimes alimentaires et les taux de mortalité infantile<sup>22</sup>. Pour ces indicateurs, seules les estimations issues des données d'enquête sont analysées, à l'exclusion de toute estimation dérivée de modèles.

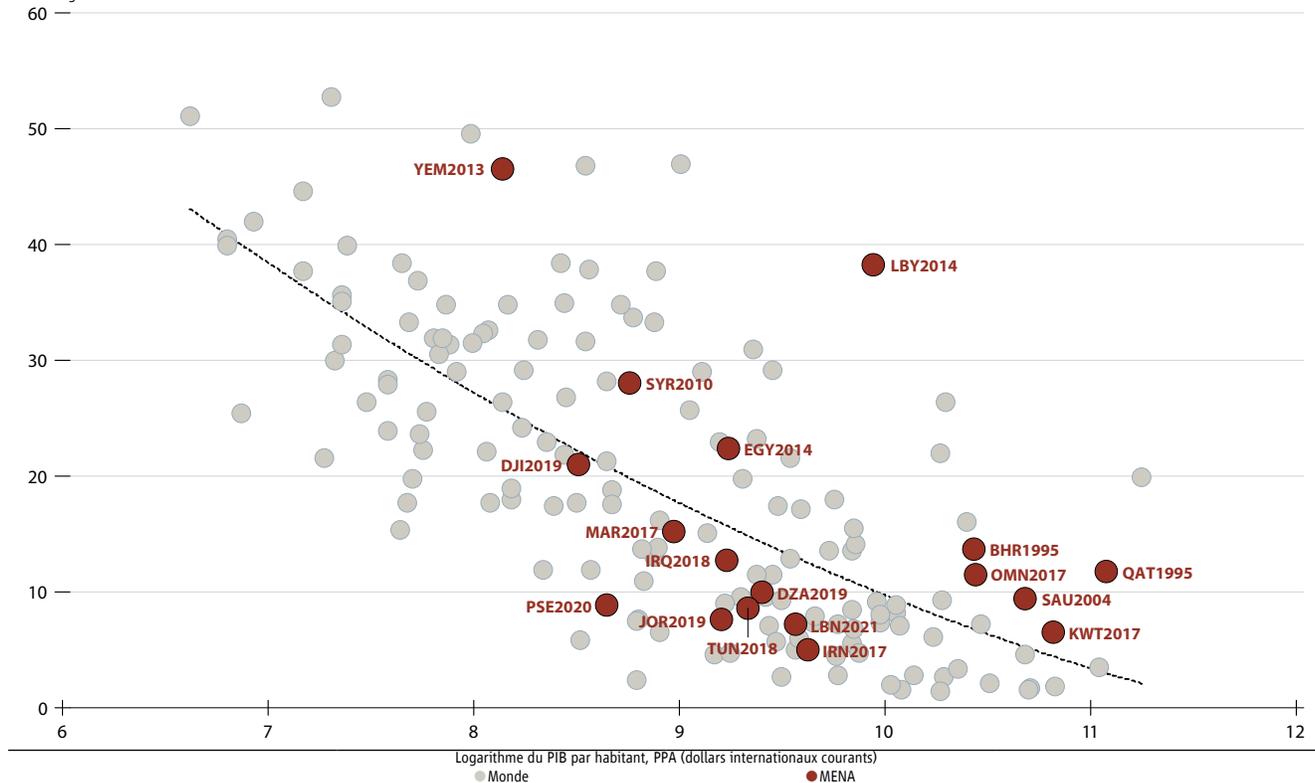
<sup>21</sup> En 2021, il y a eu 0,05 choc climatique par million de kilomètres carrés dans la région MENA, contre 0,02 dans le reste du monde, selon la Base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT) gérée par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes. Leur fréquence dans la région MENA a augmenté, dépassant 0,03 choc climatique par million de kilomètres carrés en 2000. La base de données sur les catastrophes naturelles définit les chocs comme suit : sécheresse, inondation, tempête, glissement de terrain, température extrême et incendie de forêt.

<sup>22</sup> Comme il est d'usage pour le Bulletin d'information économique de la région MENA, l'analyse est principalement axée sur les dimensions transnationales et régionales, en complément des études spécifiques à chaque pays qui peuvent être plus approfondies.

On parle de retard de croissance chez un enfant si sa taille est inférieure de plus de deux écarts-types à la médiane des normes de croissance pour son âge établies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)<sup>23</sup>. Le retard de croissance est une conséquence des atteintes à la santé — y compris la malnutrition chronique — accumulées au cours de la vie d'un enfant. La figure II.1 illustre la relation entre le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (prévalence du retard de croissance) et le revenu par habitant pour 155 économies — dont des économies en développement et certaines économies avancées<sup>24,25</sup>. La figure II.1 montre que, tant au niveau mondial que dans la région MENA, les économies riches tendent à présenter des taux de retard de croissance inférieurs à ceux des économies plus pauvres<sup>26</sup>. La Libye, la Syrie et le Yémen présentent des taux de retard de croissance parmi les plus élevés de la région. Cette situation est antérieure aux conflits en Syrie et au Yémen, et s'est probablement détériorée depuis lors. En outre, il est probable que les taux de retard de croissance en Syrie soient exacerbés par les tremblements de terre survenus en 2023. Il y a tout lieu de prendre des mesures urgentes pour mesurer le retard de croissance et aider les enfants de ces pays à se rétablir.

**Figure II.1** : Prévalence du retard de croissance : région MENA et pays à revenu comparable

Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance



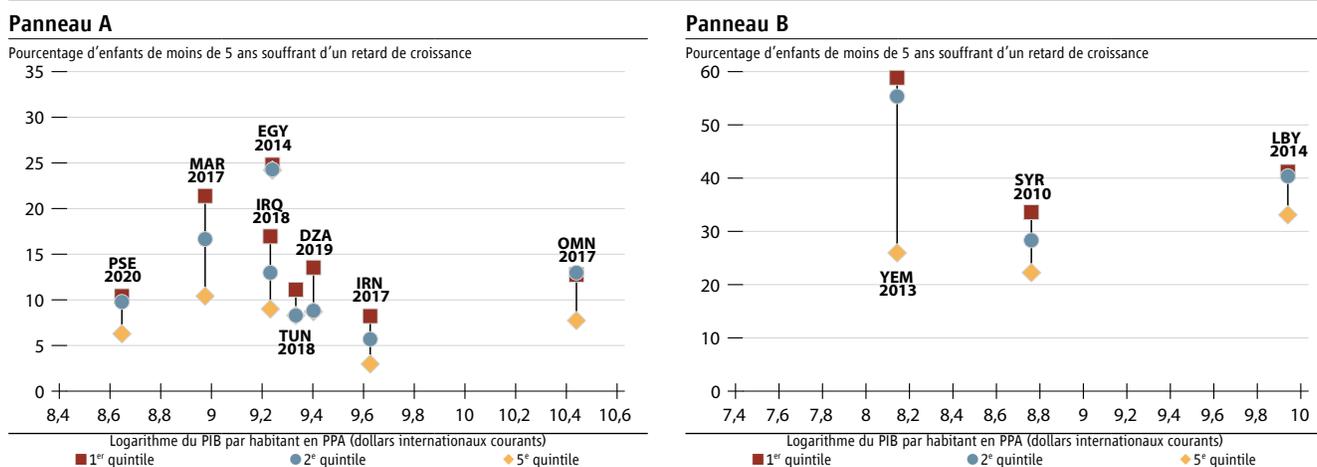
Sources : Base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants (JME), mai 2022, et Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.  
Note : La figure comprend les dernières estimations d'enquête disponibles pour les taux de retard de croissance provenant des estimations de la base de données JME. Le taux de retard de croissance désigne le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont la taille est inférieure de plus de deux écarts-types à la médiane pour l'âge selon les normes de croissance de l'enfant établies par l'OMS. Le PIB par habitant en PPA (dollars internationaux courants) est utilisé comme indicateur du niveau de développement économique. La dernière année du taux de retard de croissance est associée à la même année du PIB par habitant en PPA (en dollars internationaux courants). L'année la plus proche disponible pour le PIB par habitant en PPA (en dollars internationaux courants) a été utilisée pour les pays dont les données étaient insuffisantes. Les points de données pour le Qatar (1995), la Somalie (2012) et la République arabe syrienne (2010) ont été extraits de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international. La figure est basée sur un échantillon de 155 pays, dont 126 pays en développement et 29 pays avancés, y compris les États-Unis, l'Allemagne, la Belgique et le Portugal.

- 23 L'étude multicentrique sur la référence de croissance de l'OMS ou MGRS (2006) a révélé des similitudes dans la croissance linéaire des enfants de six pays (Brésil, Ghana, Inde, Norvège, Oman et États-Unis), ce qui justifie la mise en commun des données et la production d'une norme internationale unique pour la période allant de la naissance à l'âge de 5 ans.
- 24 Le retard de croissance pouvant se manifester après de longues périodes de malnutrition, la relation entre le revenu par habitant et le retard de croissance n'est donc pas une indication d'un lien de cause à effet, mais une façon de représenter certains schémas intéressants dans les données.
- 25 Les données proviennent des estimations d'enquêtes agrégées au niveau national issues de la base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants (JME), édition de mai 2022. Pour en savoir plus, voir le site <https://data.unicef.org/resources/dataset/malnutrition-data/>.
- 26 Les taux de retard de croissance diminuent à mesure que le revenu par habitant augmente dans le monde. Sa prévalence a chuté de 40 % à 22 % des enfants de moins de 5 ans entre 1990 et 2017 (Galasso et al. (2017) ; de Onis et Branca (2016) pour les données de 1990 ; et World Bank (2019) pour les données de 2017).

Sur la base des mesures qui existaient avant les crises, plusieurs économies de la région obtiennent de moins bons résultats que les pays comparables en termes de revenu. Cela est frappant dans le cas des économies du Conseil de coopération du Golfe (CCG) — Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar — qui affichent des taux de retard de croissance parmi les plus bas de la région, mais dont les résultats sont assez médiocres par rapport aux pays à revenu comparable. Certaines de ces données sont anciennes : c'est le cas des chiffres concernant le Qatar et Bahreïn, qui datent de 1995. Cela dit, les économies du CCG pour lesquelles il existe des données plus récentes, comme Oman et le Koweït, font toujours pire que les autres pays à revenu comparable.

Les taux de retard de croissance moyens des pays occultent des différences considérables entre ces derniers. Le panneau A de la figure II.2 classe les pays MENA en fonction du revenu — à l'exception du Yémen, de la Syrie et de la Libye, qui sont présentés séparément dans le panneau B sur une échelle différente. Seuls sont pris en compte les pays disposant d'estimations issues de données d'enquête. Cette figure présente les taux de retard de croissance pour le premier quintile (les 20 % des ménages les plus pauvres), le deuxième quintile et le cinquième quintile (les 20 % des ménages les plus riches). L'écart entre les taux de retard de croissance dans les ménages les plus riches et les plus pauvres de la région est substantiel. Le Yémen, avant l'effondrement de son économie, en est un exemple extrême. Les ménages pauvres y affichaient en moyenne des taux de retard de croissance proches de 60 %, contre des taux inférieurs de moitié pour les ménages aisés. Les effets de la répartition des revenus apparaissent également dans les comparaisons entre pays. Par exemple, le taux de retard de croissance observé chez les ménages riches en 2017 au Maroc, pays moins nanti, est inférieur au taux global (15,1 %) d'Oman, un pays à revenu élevé, ainsi qu'à celui des ménages pauvres (premier quintile) de ce pays. En outre, le simple fait de passer du premier au deuxième quintile le plus pauvre dans de nombreux pays MENA entraîne une différence significative dans les taux de retard de croissance.

**Figure II.2 : Prévalence du retard de croissance par quintile de richesse dans la région MENA**



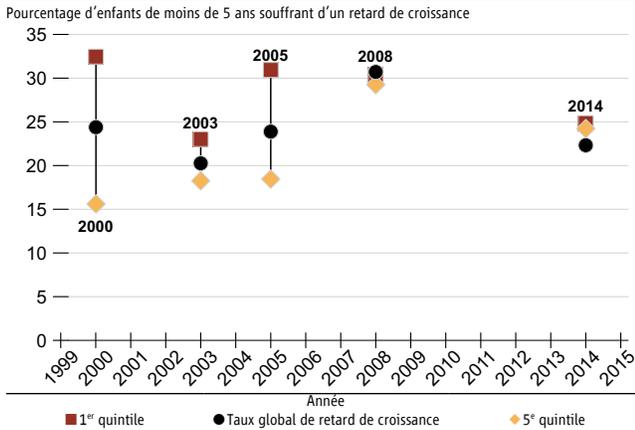
Sources : Base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants (JME), mai 2022, et Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.  
 Note : La figure repose sur les dernières estimations d'enquête disponibles pour le taux de retard de croissance. Seuls les pays répondant au critère de disponibilité du dernier taux de retard de croissance par quintile à partir des années 2000 sont pris en compte. Le premier quintile correspond aux 20 % les plus pauvres et le cinquième quintile aux 20 % les plus riches. Le PIB par habitant en PPA (dollars internationaux courants) est utilisé comme indicateur du niveau de développement économique. La dernière année du taux de retard de croissance est associée à la même année du PIB par habitant en PPA (dollars internationaux courants). Le dernier point de données du PIB par habitant en PPA pour la République arabe syrienne (2010) a été extrait de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international. Les quintiles de richesse sont établis à partir des scores de richesse basés sur les actifs. La base de données JME suit la méthodologie standard pour combiner les caractéristiques des ménages et les données sur la propriété des actifs issues des EDS et des MICS en indices de « richesse » ou d'« actifs ». Le retard de croissance peut être ventilé par quintile de statut socioéconomique (SSE) à l'aide de cet indice de richesse. Les deux ensembles de données utilisent l'analyse en composantes principales pour agréger les réponses aux questions sur la propriété des actifs et les caractéristiques du logement en un indice SSE au niveau du ménage (voir D'souza, Gatti et Kraay, 2019).

La figure II.3 suit l'évolution du taux de retard de croissance global et des taux pour les premier et cinquième quintiles en Égypte et en Cisjordanie et Gaza, les deux seules économies de la région MENA à disposer d'au moins quatre estimations d'enquêtes depuis 2000. En Égypte, les données n'indiquent pas une tendance évidente à la baisse des taux de retard de croissance dans le temps (voir le panneau A de la figure II.3)<sup>27</sup>. Le taux de retard de croissance global en 2014 est supérieur à ce qui avait été rapporté en 2003.

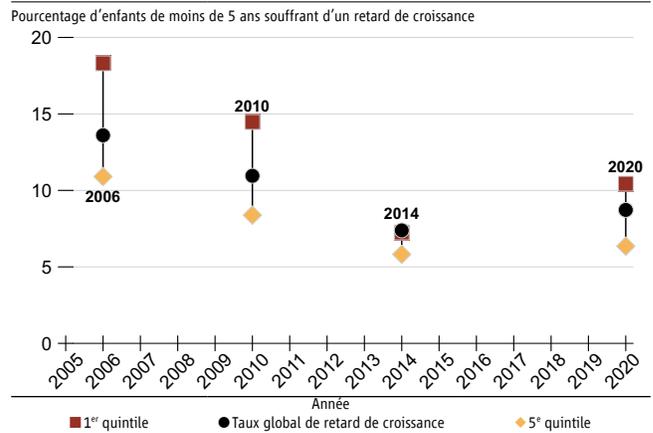
27 Les taux de retard de croissance en Égypte ne semblent pas avoir de lien clair avec le niveau de développement au fil du temps. Entre 2003 et 2008, ils ont augmenté avec le revenu par habitant. Puis, entre 2008 et 2014, ils ont diminué parallèlement à l'augmentation du revenu par habitant.

Figure II.3 : Evolution de la prévalence du retard de croissance par quintile de richesse - Égypte et Cisjordanie et Gaza

Panneau A. Égypte



Panneau B. Cisjordanie et Gaza

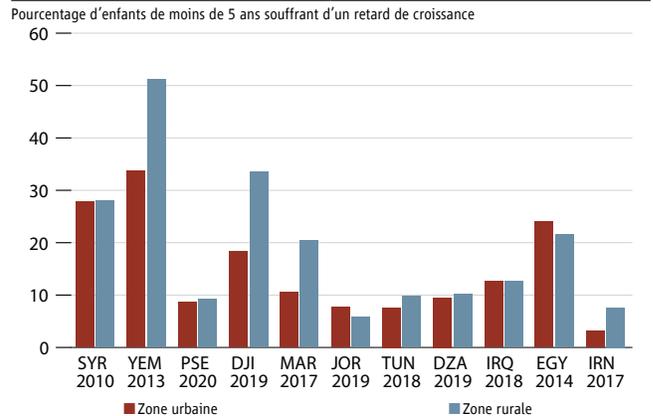


Source : Base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants (JME), mai 2022.  
Note : La figure présente les seules économies de la région MENA qui ont produit au moins quatre estimations d'enquête depuis 2000 — l'Égypte et la Cisjordanie et Gaza. Le premier quintile correspond aux 20 % les plus pauvres et le cinquième quintile aux 20 % les plus riches. Les quintiles de richesse sont établis à partir de scores de richesse basés sur les actifs. La base de données JME suit la méthodologie standard pour combiner les caractéristiques des ménages et les données sur la propriété des actifs issues des EDS et des MICs en indices de « richesse » ou d'« actifs ». Le retard de croissance peut être ventilé par quintile de statut socioéconomique (SSE) à l'aide de cet indice de richesse. Les deux ensembles de données utilisent l'analyse en composantes principales pour agréger les réponses aux questions sur la propriété des actifs et les caractéristiques du logement dans un indice SSE au niveau du ménage (voir D'souza, Gatti et Kraay, 2019).

Contrairement aux tendances observées dans d'autres pays de la région et aux données mondiales, les taux de retard de croissance ne diffèrent guère en Égypte entre le premier et le cinquième quintile au cours de l'année pour laquelle on dispose des données les plus récentes (2014)<sup>28</sup>. Cela n'a pas toujours été le cas. En 2000 et en 2005, l'écart des taux de retard de croissance entre le quintile le plus riche et le quintile le plus pauvre était important. Cet écart s'est considérablement réduit en 2008 et 2014, même si les taux des quintiles riche et pauvre étaient plus élevés que ceux enregistrés de manière générale en Égypte en 2003 et 2005<sup>29</sup>. Le taux de retard de croissance global en Cisjordanie et Gaza n'a cessé de baisser depuis 2006, à l'exception d'une hausse signalée en 2020 (voir figure II.3, panneau B)<sup>30</sup>. Cela est probablement dû à la baisse du PIB par habitant provoquée par la pandémie. L'écart entre le quintile le plus riche et le quintile le plus pauvre était sensiblement important en 2006 et 2010, mais il a considérablement diminué en 2014, avant de se creuser à nouveau en 2020, bien que dans une moindre mesure qu'en 2010<sup>31</sup>.

Les ménages ruraux sont susceptibles d'être plus pauvres et donc plus vulnérables aux chocs qui exacerbent l'insécurité alimentaire. Les établissements de santé peuvent également être limités ou inaccessibles dans les zones rurales. La plupart des économies de la région MENA étant des importateurs nets de denrées alimentaires, il est peu probable que les pics de prix de ces denrées s'accompagnent d'une augmentation des revenus chez les ruraux — contrairement à d'autres économies où les zones rurales sont essentiellement agricoles et bénéficient généralement de la hausse des prix des denrées alimentaires. La figure II.4 montre que huit des 11 économies

Figure II.4 : Prévalence du retard de croissance dans la région MENA par zone urbaine et rurale



Source : Base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants (JME), mai 2022.  
Note : La figure repose sur les dernières estimations disponibles des taux de retard de croissance issues des enquêtes. Les pays sont présentés par ordre croissant de PIB par habitant en 2022.

28 Voir Avitabile et al. (2020).

29 Pour 2008 et 2014, le taux global en Égypte sort des limites des quintiles pauvre et riche en raison d'une relation non monotone entre la consommation ou la dépense et le retard de croissance. Cela pourrait être dû à des observations concernant des valeurs aberrantes extrêmes dans les données.

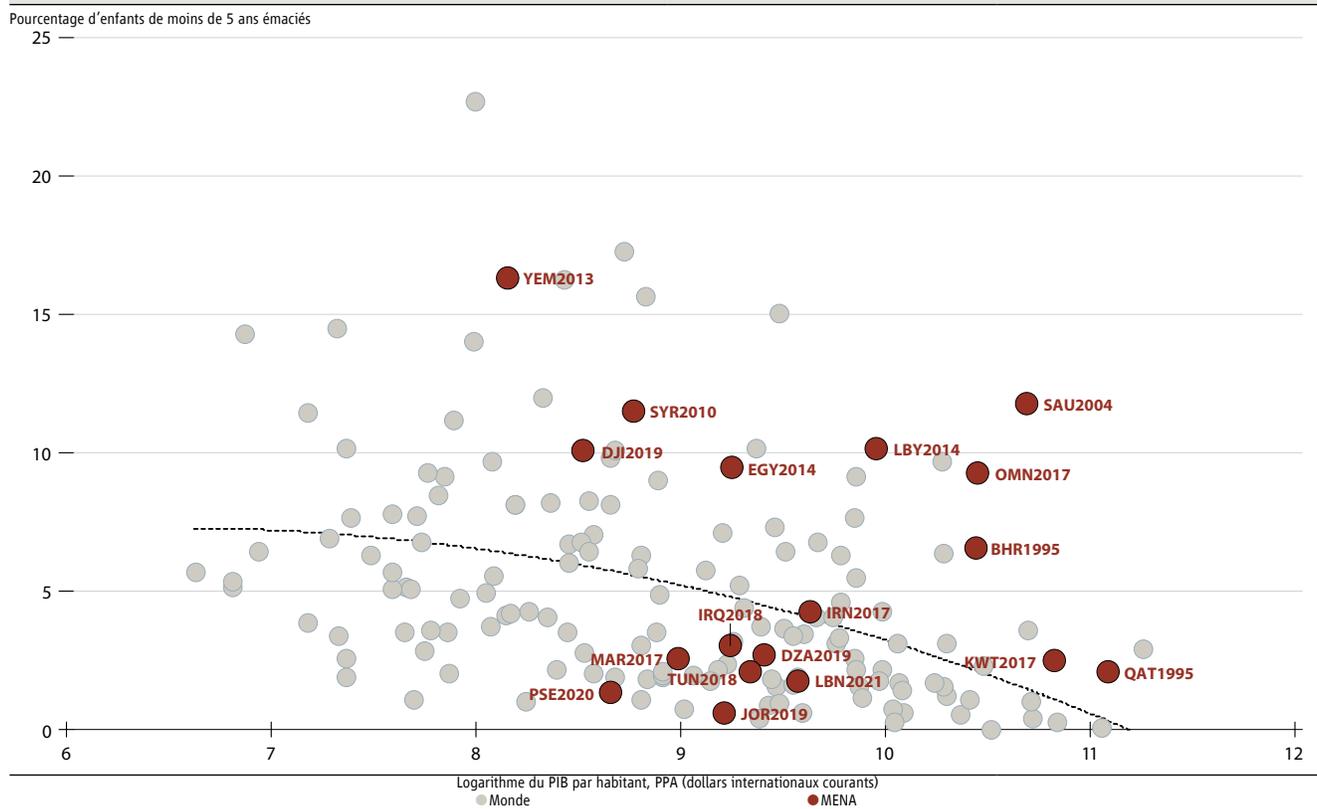
30 Les taux de retard de croissance en Cisjordanie et Gaza sont inversement corrélés au niveau de développement dans le temps. Entre 2006 et 2014, ils ont diminué avec l'augmentation du revenu par habitant. Puis, ils ont augmenté en 2020, parallèlement à une baisse du revenu par habitant.

31 En 2014, le taux de retard de croissance global en Cisjordanie et Gaza sort des limites des quintiles pauvre et riche en raison d'une relation non monotone entre la consommation ou la dépense et le retard de croissance. Cela pourrait être dû à des observations concernant des valeurs aberrantes extrêmes dans les données.

de la région MENA pour lesquelles des données sont disponibles présentent des taux de retard de croissance plus élevés en milieu rural qu'en zone urbaine. Les taux de pauvreté ont également tendance à être plus élevés dans les zones rurales de ces économies. Cependant, il a été difficile d'obtenir des estimations précises sur la pauvreté urbaine et rurale dans la région. Les politiques pourraient être plus efficaces si elles tenaient compte des différences entre les secteurs ruraux et urbains de l'économie.

La figure II.5 illustre la corrélation qui existe entre le revenu et la prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans pour 155 économies — en développement et avancées. Le taux d'émaciation désigne le pourcentage d'enfants entre la naissance et le 59<sup>e</sup> mois qui ont un poids inférieur de plus de deux écarts-types à la médiane de l'indice poids/taille des normes de croissance de l'enfant établies par l'OMS. L'émaciation est considérée comme un indicateur de graves problèmes de santé chez l'enfant. La corrélation est négative, ce qui implique que l'émaciation diminue à mesure que le niveau de développement augmente. Comme pour les taux de retard de croissance, plusieurs économies de la région MENA affichent des résultats nettement pires que ceux des pays à revenu comparable, ce qui est particulièrement frappant dans le cas du CCG.

**Figure II.5 : Prévalence de l'émaciation : région MENA et pays à revenu comparable**



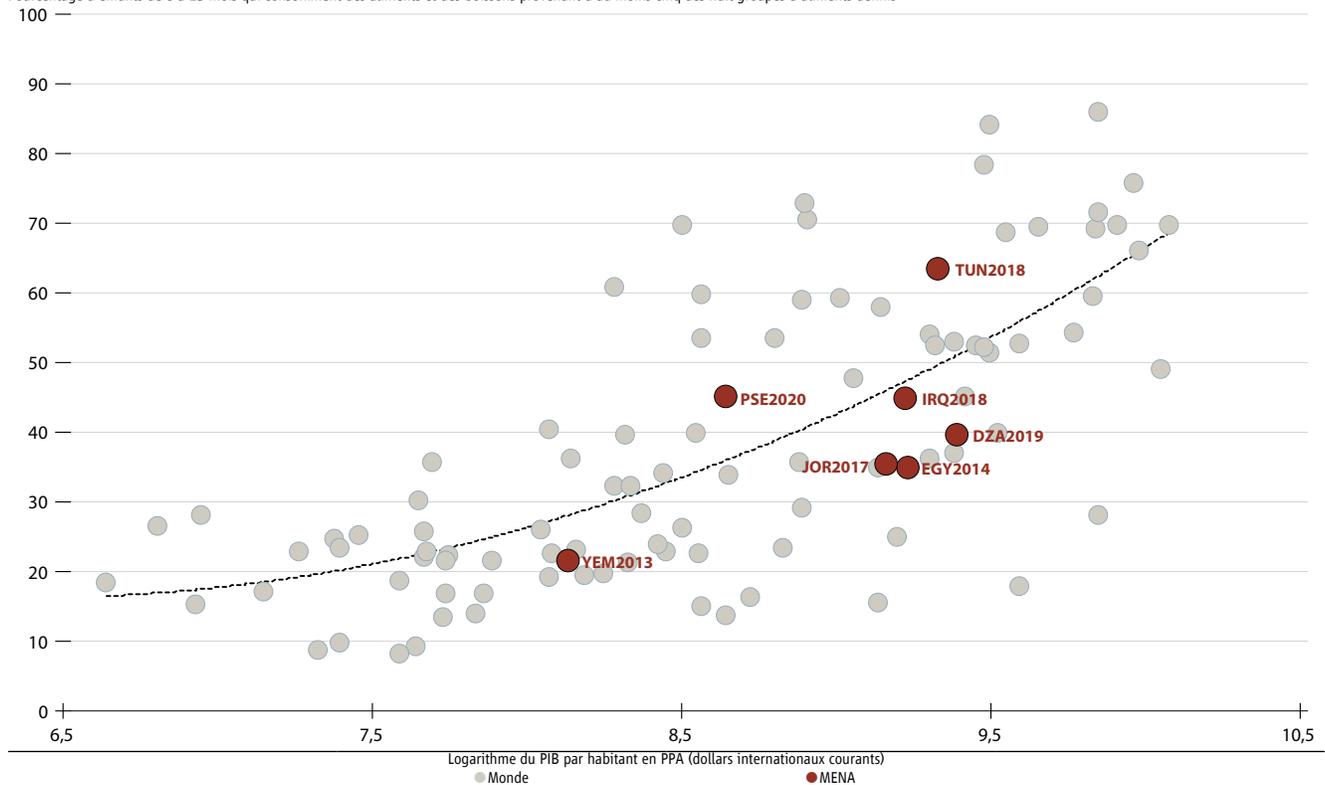
Sources : Base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants (JME), mai 2022, et Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.  
 Note : La figure est produite à partir des dernières estimations d'enquête disponibles pour les taux d'émaciation. Ce taux désigne le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont le poids par rapport à la taille est inférieur de plus de deux écarts-types à la médiane selon les normes de croissance de l'enfant établies par l'OMS. Le PIB par habitant en PPA (dollars internationaux courants) est utilisé comme indicateur du niveau de développement économique. La dernière année du taux d'émaciation est associée à la même année du PIB par habitant en PPA (en dollars internationaux courants). L'année la plus récente du PIB par habitant en PPA (en dollars internationaux courants) a été utilisée pour les pays dont les données étaient insuffisantes. Les points de données pour le Qatar (1995), la Somalie (2012) et la République arabe syrienne (2010) ont été extraits de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international. La figure est basée sur un échantillon de 155 pays, dont 126 pays en développement et 29 pays avancés, y compris les États-Unis, l'Allemagne, la Belgique et le Portugal.

L'insécurité alimentaire procède de différentes dynamiques dans le comportement des ménages. Lorsque les prix des denrées alimentaires augmentent, comme cela a été le cas récemment, les familles sont moins susceptibles d'être en mesure d'acheter certains aliments, ce qui joue sur la quantité d'aliments et/ou de calories que les enfants peuvent consommer. De plus, les prix relatifs des denrées alimentaires peuvent changer, peut-être en raison de subventions à certains produits, ce qui a pour effet d'orienter les dépenses alimentaires vers des aliments moins chers, et souvent moins nutritifs.

En d'autres termes, l'insécurité alimentaire peut pousser les familles à modifier la composition de leur régime alimentaire. Il existe des données montrant que les subventions alimentaires augmentent l'obésité dans les économies à revenu faible et intermédiaire (Abay et al., 2022), et particulièrement en Égypte (Ecker et al., 2016). Le contenu nutritionnel des régimes alimentaires est important pour les enfants et pour de nombreuses économies, en particulier pour les pays à revenu faible et intermédiaire confrontés au double fardeau de la malnutrition, à savoir la sous-alimentation associée à l'obésité. Comme nous l'avons vu dans la première partie du rapport, les subventions alimentaires sont monnaie courante dans la région MENA. La figure II.6 montre une corrélation positive entre le niveau de développement et la mesure dans laquelle les enfants atteignent la diversité alimentaire minimale (DAM), c'est-à-dire le pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui consomment cinq des huit groupes de denrées alimentaires définis. Les groupes d'aliments pris en compte dans l'indicateur de la DAM sont les suivants : lait maternel ; céréales, racines et tubercules ; légumineuses et fruits à coque ; produits laitiers (lait maternisé, lait, yaourt, fromage) ; aliments carnés (viande, poisson, volaille et foie/viandes organiques) ; œufs ; fruits et légumes riches en vitamine A ; autres fruits et légumes. La corrélation est établie pour 99 économies, presque toutes en développement. Sur les sept économies MENA de l'échantillon, seules deux obtiennent de meilleurs résultats que les pays à revenu comparable. Le Yémen est à égalité avec les pays ayant le même niveau de revenu, mais ces données datent d'avant le conflit interne, la situation étant probablement bien pire aujourd'hui. Ces résultats indiquent que le défi dans la région ne se limite pas seulement à l'apport calorique, mais touche à aussi la diversité des calories consommées par les enfants.

**Figure II.6 : Diversité alimentaire minimale : région MENA et pays à revenu comparable**

Pourcentage d'enfants de 6 à 23 mois qui consomment des aliments et des boissons provenant d'au moins cinq des huit groupes d'aliments définis



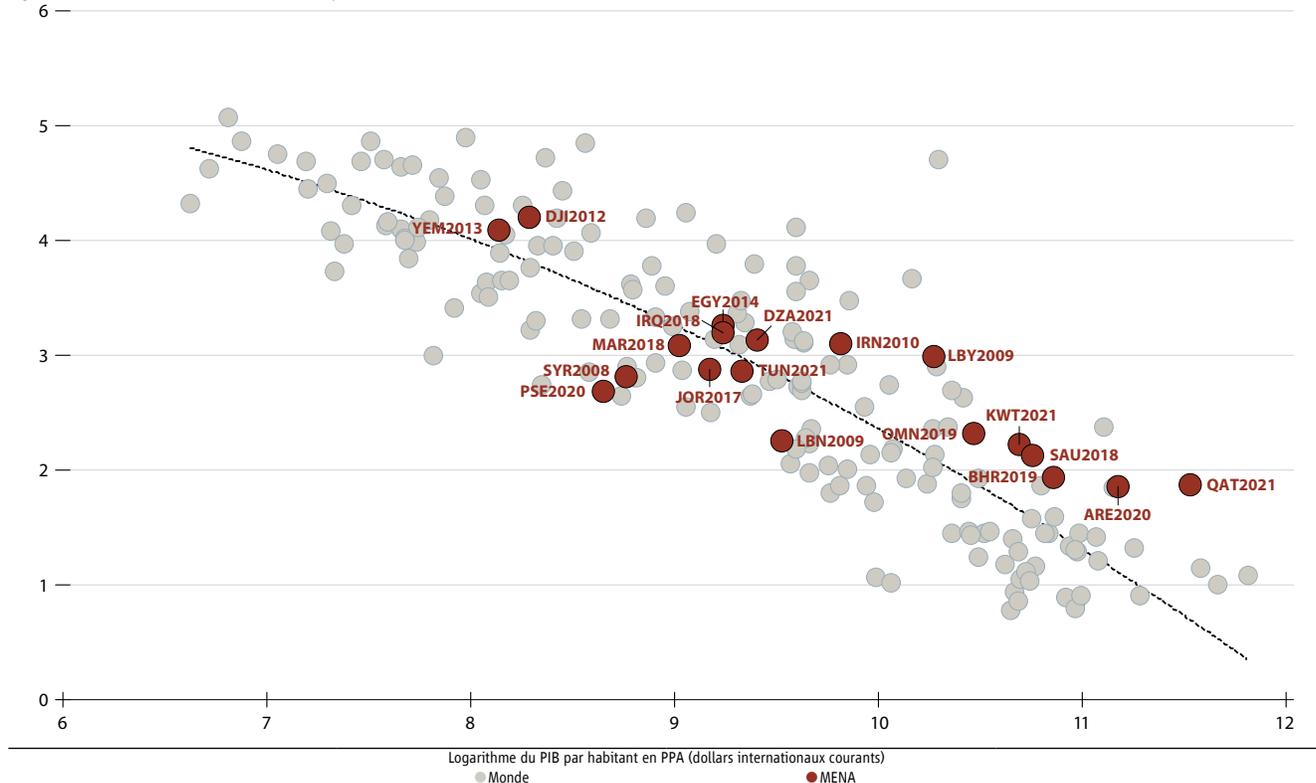
Sources : Bases de données mondiales de l'UNICEF sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, septembre 2021, qui s'appuie sur les enquêtes démographiques et sanitaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF, d'autres enquêtes et recensements nationaux, et les Indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale.  
Note : La figure est produite à partir de la dernière estimation disponible pour l'indicateur de diversité alimentaire minimale (DAM). Les huit groupes d'aliments pris en compte dans l'indicateur DAM sont les suivants : lait maternel ; céréales, racines et tubercules ; légumineuses et fruits à coque ; produits laitiers (préparations pour nourrissons, lait, yaourt, fromage) ; aliments carnés (viande, poisson, volaille et foie/viande biologique) ; œufs ; fruits et légumes riches en vitamine A ; autres fruits et légumes. Le PIB par habitant en PPA (dollars internationaux courants) est utilisé comme indicateur du niveau de développement économique. L'année la plus récente de l'indicateur de DAM est associée au PIB par habitant en PPA (en dollars internationaux courants) de la même année. La figure s'appuie sur un échantillon de 99 pays, dont un pays avancé (Uruguay) et 98 pays en développement.

Dans les cas extrêmes, l'insécurité alimentaire peut entraîner une hausse de la mortalité infantile. Il s'agit là d'un effet immédiat de cette insécurité qui n'est pas traité dans le présent rapport, mais qu'il est important de reconnaître, car il est dévastateur. En outre, les taux de mortalité infantile donnent une indication de l'état général de la nutrition et

de la santé chez l'enfant. La figure II.7 montre la corrélation entre le revenu et le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans pour 190 économies — en développement et avancées. Avant la pandémie de COVID-19 et la hausse des prix des denrées alimentaires en 2022 dans la région MENA, en moyenne 21 enfants sur 1 000 naissances vivantes mouraient avant leur cinquième anniversaire. De nombreux pays de cette région — notamment ceux du CCG — affichent des performances pires à celles des pays au revenu comparable. Le Yémen et Djibouti ont les taux de mortalité infantile les plus élevés parmi les économies MENA de l'échantillon.

**Figure II.7 : Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : région MENA et pays à revenu comparable**

Logarithme du taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)



Sources : Base de données du Groupe interorganisations des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité juvénile (IGME), décembre 2021 ; Indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale ; enquêtes démographiques et sanitaires de l'USAID ; enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF, enquêtes nationales sur la santé, recensements, registres nationaux de l'état civil, registres de l'état civil soumis à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et autres sources représentatives à l'échelon national.

Note : La figure utilise les dernières estimations d'enquête disponibles pour les taux de mortalité des moins de 5 ans. Le taux de mortalité des moins de 5 ans désigne le pourcentage de nouveau-nés pour 1 000 naissances vivantes qui meurent avant d'atteindre l'âge de 5 ans. Le PIB par habitant en PPA (dollars internationaux courants) est utilisé comme indicateur du niveau de développement économique. La dernière année du taux de mortalité infantile est associée à la même année du PIB par habitant en PPA (dollars internationaux courants). L'année la plus récente disponible pour le PIB par habitant en PPA (dollars internationaux courants) a été utilisée pour les pays dont les données étaient insuffisantes. Les points de données pour le Koweït (2020), le Soudan du Sud (2008) et le Venezuela (2011) ont été extraits de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Les points de données pour Andorre (2021), Djibouti (2012), la Somalie (2012) et la République arabe syrienne (2010) ont été extraits de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international. La figure s'appuie sur un échantillon de 189 économies — 58 économies avancées et 131 économies en développement.

Une grande partie de la région MENA ne dispose guère d'informations sur l'état actuel de la santé chez l'enfant, ce qui aggrave les problèmes de nutrition et de santé des enfants de cette région. Les enquêtes démographiques et sanitaires menées par l'USAID et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) réalisées par l'UNICEF sont les principales sources de données de cette section. Quelques pays de la région mènent leurs propres enquêtes, qui comprennent des modules permettant d'évaluer l'état de santé et l'état nutritionnel des enfants. Cependant, les données sur la région MENA font largement défaut. Le tableau II.1 fait sommairement l'état de la disponibilité et la chronologie des données d'enquête dans la région qui alimentent la base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants — l'un des ensembles de données les plus complets disponibles. Les pays MENA sont comparés au Mexique, qui a effectué sa dernière enquête sur la santé et la nutrition en 2020. Une grande partie des données de la région sont anciennes. À peine cinq des 19 économies de la région disposent d'estimations d'enquêtes depuis 2018,

soit les deux années précédant l'année de référence 2020 pour le Mexique. Seules 11 des 19 économies de la région ont réalisé les enquêtes auprès des ménages qu'il faut depuis 2015 (les cinq années précédant l'année de référence 2020). Certains pays de la région ont des enquêtes qui remontent à 1995 (Bahreïn et Qatar) et 2004 (Arabie saoudite). En raison des récents chocs combinés de la pandémie, du conflit, du défaut de paiement de la dette et de l'insécurité alimentaire, il est urgent de recueillir des données anthropométriques clés — telles que la taille et le poids — afin de prendre des mesures qui permettent de reconstituer les pertes de capital humain pour les enfants.

**Tableau II.1** Disponibilité des enquêtes utilisées pour la base de données des estimations communes UNICEF/OMS/Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants dans la région MENA, mise à jour en 2022

Pays	Disponibilité de données sur la malnutrition chez l'enfant	Année de l'enquête la plus récente disponible	Disponibilité de données récentes au cours des cinq dernières années avant 2020	Sources des données de la dernière enquête disponible	Détail des sources de la dernière enquête disponible
Algérie	✓	2019	✓	MICS	Enquêtes en grappes à indicateurs multiples en Algérie
Bahreïn	✓	1995	X	GFHS	Enquête sur la santé de la famille dans les pays du Golfe : Enquête sur la santé de la famille au Bahreïn
Djibouti	✓	2019	✓	SMART	Enquête sur l'état nutritionnel avec méthodologie normalisée de suivi et d'évaluation de l'aide et de la transition
Égypte	✓	2014	X	EDS	Enquête démographique et sanitaire en Égypte
Iran	✓	2017	✓	NNS	Enquête nationale sur la nutrition : Enquête sur l'anthropométrie, la nutrition et le développement de l'enfant
Iraq	✓	2018	✓	MICS	Enquêtes en grappes à indicateurs multiples en Iraq
Jordanie	✓	2019	✓	NNS	Enquête nationale sur la nutrition : Enquête nationale sur les micronutriments et la nutrition en Jordanie
Koweït	✓	2017	✓	KNSS	Système de surveillance nutritionnelle du Koweït
Liban	✓	2021	✓	SMART	Enquête nationale nutritionnelle sur le suivi et l'évaluation normalisés des secours et des transitions (SMART) au Liban
Libye	✓	2014	X	PAPFAM	Projet panarabe pour la santé de la famille : Enquête nationale sur la santé de la famille en Libye
Maroc	✓	2017	✓	PAPFAM	Projet panarabe pour la santé de la famille : Enquête nationale sur la santé de la population et de la famille au Maroc
Oman	✓	2017	✓	NNS	Enquête nationale sur la nutrition à Oman
Qatar	✓	1995	X	Autre	Évaluation de la nutrition au Qatar, rapport de mission, OMS.

**Tableau II.1** Disponibilité des enquêtes utilisées pour la base de données des estimations communes UNICEF/OMS/Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants dans la région MENA, mise à jour en 2022

Pays	Disponibilité de données sur la malnutrition chez l'enfant	Année de l'enquête la plus récente disponible	Disponibilité de données récentes au cours des cinq dernières années avant 2020	Sources des données de la dernière enquête disponible	Détail des sources de la dernière enquête disponible
Arabie saoudite	✓	2004	X	Autre	El-Mouzan MI, Al-Herbish AS, Al-Salloum AA, Qurachi MM, Al-Omar AA. 2007. <i>Growth charts for Saudi children and adolescents</i> [Courbes de croissance pour les enfants et les adolescents saoudiens]. <i>Saudi Medical Journal</i> , 28, p.1555-68.
Cisjordanie et Gaza	✓	2020	✓	MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples palestinienne
Émirats Arabes Unis	X	–	X	–	–
Syrie	✓	2010	X	PAPFAM	Projet panarabe pour la santé de la famille : Enquête sur la santé de la famille en République arabe de Syrie
Tunisie	✓	2018	✓	MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples en Tunisie
Yémen*	✓	2013	X	EDS	Enquête nationale sur la santé et la démographie au Yémen
Total sur 19 pays	18	Cinq pays répondent à la norme du Mexique en matière de disponibilité des enquêtes en moins de deux ans avant 2020	11		
Mexique	✓	2020	✓	Autre	Enquêtes nationales sur la santé et la nutrition : Enquête nationale sur la santé et la nutrition pendant la COVID-19

Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir de la base de données des estimations communes UNICEF, OMS et Banque mondiale de la malnutrition chez les enfants, mai 2022.

Note : \*Le Yémen a réalisé une nouvelle enquête SMART en 2021, dont l'examen en vue de son inclusion dans la base de données JME est en cours.

## II.3 L'insécurité alimentaire devrait s'aggraver dans la région MENA

Dans cette section, nous analysons le présent et nous nous projetons vers l'avenir en nous appuyant sur les enseignements tirés des prévisions relatives à l'insécurité alimentaire. Les données sur l'état de la nutrition et de la santé des enfants dans la région MENA sont en grande partie anciennes, compilées avant la forte inflation observée dans la région et à travers le monde. La hausse des prix des denrées alimentaires contribuant à une augmentation immédiate de l'insécurité alimentaire, des données sur les conditions actuelles de l'insécurité alimentaire et éventuellement des indicateurs qui présagent de la situation future sont nécessaires pour comprendre les menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance dans la région<sup>32</sup>.

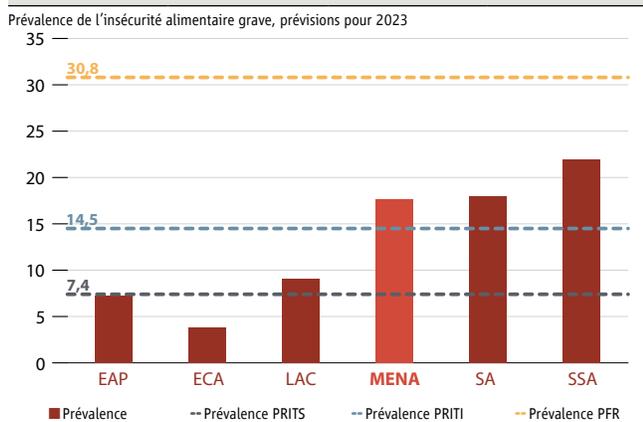
Cette section s'appuie sur des estimations modélisées de l'insécurité alimentaire pour donner un aperçu des tendances probables en la matière dans la région. L'indicateur clé est la prévalence des personnes en situation d'insécurité alimentaire grave, définie par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme étant le pourcentage

<sup>32</sup> Les données sur l'insécurité alimentaire dans la région MENA sont insuffisantes. Seule la situation aigüe au Yémen fait l'objet d'un suivi par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournit des données annuelles sur la prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans les pays à revenu intermédiaire, mais pas pour les pays MENA à faible revenu, où l'insécurité alimentaire est probablement plus grave. En outre, ces indicateurs sont publiés avec un retard pouvant aller jusqu'à deux ans et ne rendent donc pas compte des effets des chocs récents sur la croissance et l'inflation.

de personnes dans la population qui vivent dans des ménages classés en situation d'insécurité alimentaire grave. Selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) de la FAO, un ménage est classé comme étant en situation d'insécurité alimentaire grave lorsqu'au moins un adulte a déclaré, au cours des 12 derniers mois, avoir été contraint de manger moins, avoir sauté des repas, avoir souffert de la faim ou avoir passé une journée sans manger par manque d'argent ou d'autres ressources. Les estimations de l'insécurité alimentaire sont des projections actualisées basées sur Andree (2022), qui utilise un modèle d'apprentissage automatique pour estimer les niveaux probables d'insécurité alimentaire associés aux indicateurs macroéconomiques. Il s'agit d'une stratégie fondée sur un modèle permettant de produire des estimations préliminaires des résultats qui sont conformes aux évaluations économiques récentes ou préliminaires ou de faire des projections de l'insécurité alimentaire future en cohérence avec les attentes actuelles concernant l'évolution future de la conjoncture économique (voir l'annexe II. A pour un bref examen de la méthodologie et des données qui ont été mises à jour spécifiquement pour les estimations utilisées dans le présent rapport).

La figure II.8 présente les projections de prévalence de l'insécurité alimentaire en 2023 dans les régions, à l'exclusion des économies avancées. La prévalence dans la région MENA est établie à 17,6 % — seules l'Afrique subsaharienne (à 21,9 %) et l'Asie du Sud (à 18 %) sont plus mal loties. Selon ces estimations, près d'une personne sur cinq dans cette région sera probablement en situation d'insécurité alimentaire en 2023.

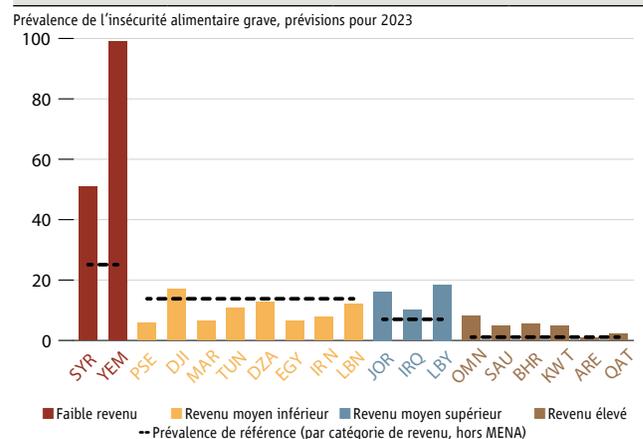
**Figure II.8 : Prévalence de l'insécurité alimentaire grave par région**



Source : Andree, B.P.J. (2022) : *Machine Learning Guided Outlook of Global Food Insecurity Consistent with Macroeconomic Forecasts*.

Note : La prévalence de l'insécurité alimentaire grave désigne le pourcentage de personnes dans la population qui vivent dans des ménages classés comme étant en situation d'insécurité alimentaire grave. Un ménage est classé comme tel lorsqu'au moins un adulte a déclaré, au cours des 12 derniers mois, avoir été contraint de réduire la quantité de nourriture consommée, avoir sauté des repas, avoir souffert de la faim ou n'avoir rien mangé pendant toute une journée par manque d'argent ou d'autres ressources. Les données sont complétées par des projections fondées sur des techniques d'apprentissage automatique basées sur Andree, B.P.J. (2022). L'échantillon ne comprenant pas les pays à revenu élevé, la moyenne de la région MENA exclut les économies du Conseil de coopération du Golfe — Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar. EAP = Asie de l'Est et Pacifique; ECA = Europe et Asie centrale; LAC = Amérique latine et Caraïbes; MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord; SA = Asie du Sud; SSA = Afrique subsaharienne. PRITS = pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure; PRITI = pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; PFR = pays à faible revenu. Ces données ne tiennent pas compte des conséquences des tremblements de terre survenus en Syrie en 2023.

**Figure II.9 : Prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans la région MENA**



Source : Andree, B.P.J. (2022) : *Machine Learning Guided Outlook of Global Food Insecurity Consistent with Macroeconomic Forecasts*.

Note : Ces données ne tiennent pas compte des conséquences des tremblements de terre survenus en Syrie en 2023. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave désigne le pourcentage de personnes dans la population qui vivent dans des ménages classés comme étant en situation d'insécurité alimentaire grave. Un ménage est classé comme tel lorsqu'au moins un adulte a déclaré, au cours des 12 derniers mois, avoir été contraint de réduire la quantité de nourriture consommée, avoir sauté des repas, avoir souffert de la faim ou n'avoir rien mangé pendant toute une journée par manque d'argent ou d'autres ressources. Les pays apparaissent dans l'ordre croissant du PIB par habitant en 2022 au sein des groupes auxquels ils appartiennent. Les groupes de revenu sont définis en fonction du revenu national brut et (RNB) par habitant pour 2022, calculé en utilisant la méthode de l'Atlas établie par la Banque mondiale. Ces groupes sont les suivants : faible revenu, au plus 1 085 dollars; revenu moyen inférieur, 1 086 à 4 255 dollars; revenu moyen supérieur, 4 256 à 13 205 dollars; et revenu élevé, au moins 13 206 dollars.

La prévalence de l'insécurité alimentaire varie considérablement dans la région MENA. Il ressort de la figure II.9 que la plupart des économies en développement de la région ont des taux de prévalence de l'insécurité alimentaire à deux chiffres. Certes, la prévalence est à un chiffre en Égypte (6,4 %), en Iran (7,7 %) et au Maroc (6,4 %), mais les taux de ces pays correspondent respectivement à 6,9 millions, 6,7 millions et 2,4 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave. La grande partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et des pays à faible revenu de la région affiche des taux de prévalence de l'insécurité alimentaire supérieurs à ceux des pays à revenu comparable. Quant aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de la région, ils obtiennent des résultats légèrement meilleurs que ceux des autres pays comparables. Dans l'échantillon des économies à faible revenu, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave est extrêmement élevée : 50,8 % en Syrie et 99 % au Yémen, deux États fragiles et en proie à des conflits qui ont été classés comme zones en crise dans

l'IPC (voir encadré II.B.1). Notons que ces estimations ne tiennent pas compte des tremblements de terre survenus en Syrie en 2023, ce qui signifie que la situation pourrait être pire que les prévisions présentées ici. Les économies du CCG enregistrent des résultats nettement plus mauvais que les pays comparables en termes de revenu, bien que les données sous-jacentes alimentant les projections pour le CCG soient globalement plus anciennes que celles des pays de même niveau de revenu.

### ENCADRÉ II.B.1 : Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) pour la faim et les famines

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) — mis au point par un consortium de gouvernements, d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales — décrit la gravité des situations d'urgence alimentaire. L'IPC classe l'insécurité alimentaire des ménages et des zones selon une échelle en cinq phases de gravité qui sont : minimale; stress; crise; urgence; et famine (tableau II.B.1). L'IPC définit la famine comme l'inaccessibilité totale de la nourriture pour une population entière ou un sous-groupe de population, pouvant causer des décès à court terme. La phase 5 s'appliquant à une population entière, lorsque des circonstances similaires existent pour un groupe de ménages, on parle alors de catastrophe. Une famine de phase 5 frappe une zone si durement que, même avec une assistance humanitaire, au moins un ménage sur cinq souffrira d'un manque extrême de nourriture et d'autres besoins fondamentaux et que l'inanition, la mort et le dénuement sont évidents. Une déclaration d'état de famine doit être approuvée par le Comité de revue de la famine (FRC) de l'IPC, lequel est composé d'experts de premier plan spécialisés en sécurité alimentaire. Les foyers de famine sont des lieux où l'on prévoit une détérioration de l'insécurité alimentaire aigüe. En octobre 2022, la Syrie et le Yémen ont été classés en phase 3 de l'IPC, ce qui veut dire en état de crise. Le Programme alimentaire mondial a classé ces foyers de famine comme reflétant une situation très préoccupante en Syrie et un niveau d'alerte maximale au Yémen.

**Tableau II.B.1** : Description des phases d'insécurité alimentaire aigüe de l'IPC (Zone)

PHASE 1 : Minimale	Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.
PHASE 2 : Stress	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate, mais ne peuvent pas assumer certaines dépenses non alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.
PHASE 3 : Crise	Les ménages : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aigüe élevée ou supérieure aux niveaux habituels;</li> </ul> ou <ul style="list-style-type: none"> <li>• parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale, mais seulement en se départant de leurs avoirs essentiels ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.</li> </ul>
PHASE 4 : Urgence	Les ménages : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aigüe très élevée et une mortalité excessive;</li> </ul> ou <ul style="list-style-type: none"> <li>• sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires, mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.</li> </ul>
PHASE 5 : Famine	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aigüe critiques sont évidents. Pour être classée en phase Famine, une zone doit avoir des niveaux de malnutrition aigüe et de mortalité extrêmement critiques.

Source : <https://www.ipcinfo.org/ipcinfo-website/resources/resources-details/en/c/1129202/> ; <https://fews.net/IPC>.

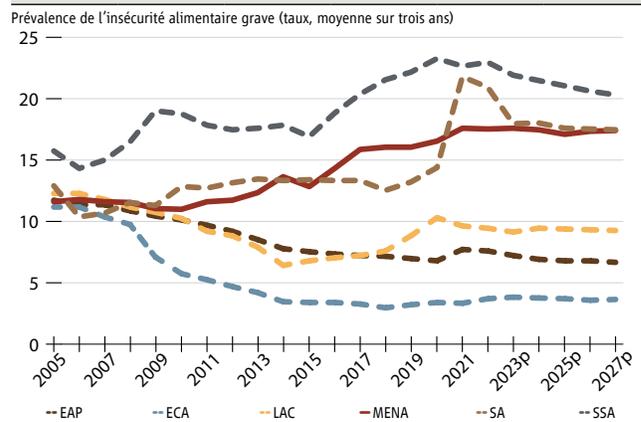
L'insécurité alimentaire s'est aggravée dans la région MENA. La prévalence des personnes gravement touchées par l'insécurité alimentaire dans la région est passée d'environ 11,8 % en 2006 à 17,6 %, selon les prévisions pour 2023 (figure II.10). En dehors de la région MENA, seules l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne ont enregistré une hausse de l'insécurité alimentaire au cours de la même période. Les projections pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, et pour l'Amérique latine et les Caraïbes font toutes état d'une prévalence plus faible de l'insécurité alimentaire en 2023, par comparaison avec 2006.

La courbe de progression de l'insécurité alimentaire varie dans les différentes économies en développement de la région MENA (figure II.11). La Syrie et le Yémen contribuent lourdement à la moyenne régionale. L'insécurité alimentaire en Syrie est passée de 5,3 % en 2005 à 50,8 %, selon les prévisions pour 2023 ; au Yémen, elle a grimpé de 10,1 % en 2005 à 99 %, selon les prévisions pour 2023 (figure II.11, panneau C). À l'exception de la Libye, les économies en développement exportatrices de pétrole se portent mieux qu'au début de la période considérée (figure II.11, panneau A), même si la sécheresse a entraîné des pics dans l'insécurité alimentaire en Algérie. L'insécurité alimentaire s'est aggravée en Libye avec le déclenchement en 2014 de la deuxième guerre civile dans ce pays<sup>33</sup>. On observe de grandes disparités entre les économies en développement importatrices de pétrole (figure II.11, panneau B). L'insécurité alimentaire a considérablement progressé au Liban, et l'on s'attend à ce qu'elle s'y aggrave. La situation économique et politique du pays s'est fortement détériorée depuis 2019. L'hyperinflation, la dépréciation de la livre libanaise et la suppression des subventions aux médicaments, combustibles et autres intrants ont exacerbé l'insécurité alimentaire dans le pays. Djibouti et la Jordanie sont les seules autres économies en développement importatrices de pétrole dont la situation est pire qu'au début de la période. Toutes deux ont été frappées par des sécheresses, lesquelles ont réduit la production alimentaire locale. La pandémie a généré des pics d'insécurité alimentaire en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, qui se sont depuis résorbés. Le Maroc est en proie à la sécheresse depuis 2022. L'insécurité alimentaire en Égypte ainsi qu'en Cisjordanie et à Gaza a diminué au cours de la période considérée. Mais la Cisjordanie et Gaza restent vulnérables aux variations des prix internationaux des denrées alimentaires, du fait de leur dépendance aux importations de nourriture. C'est ce qui explique la hausse marquée de la prévalence de l'insécurité alimentaire en 2022.

Le panneau D de la figure II.11 montre qu'en substance, l'insécurité alimentaire a reculé ou est restée stable dans les économies du Golfe. Néanmoins, tout au long de la période considérée, leurs résultats ont été nettement pires que ceux d'autres économies à revenu élevé. Seuls les Émirats arabes unis se sont maintenus au même niveau que leurs pairs. La performance d'Oman, en revanche, est huit fois plus mauvaise que la moyenne des pays à revenu élevé.

La hausse du prix des denrées alimentaires joue un rôle déterminant dans l'insécurité alimentaire. Dans les quatre sous-groupes de la région MENA (économies en développement importatrices de pétrole, économies en développement exportatrices de pétrole, pays touchés par un conflit et États du Golfe), l'inflation est responsable de 24 à 33 % de l'insécurité alimentaire prévue pour 2023 (figure II.12). La part de la population dans la région dont l'insécurité alimentaire peut être attribuée à l'inflation a augmenté de 67 % entre la période pré-pandémie et 2023<sup>34</sup>.

Figure II.10 : Prévalence de l'insécurité alimentaire grave par région et au fil du temps



Source : Estimations d'octobre 2022, selon Andree, B.P.J. (2022) : *Machine Learning Guided Outlook of Global Food Insecurity Consistent with Macroeconomic Forecasts*.  
Note : L'échantillon exclut les pays à haut revenu, y compris ceux du Conseil de coopération du Golfe — Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Ces données ne tiennent pas compte des conséquences des tremblements de terre de 2023 en Syrie. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave correspond au pourcentage de personnes dans la population qui vivent dans des ménages classés comme gravement touchés par l'insécurité alimentaire. Un ménage est classé comme tel lorsqu'au moins l'un de ses membres adultes déclare, au cours des 12 derniers mois, avoir été contraint de réduire la quantité de nourriture consommée, avoir sauté des repas, avoir souffert de la faim ou n'avoir rien mangé pendant toute une journée par manque d'argent ou d'autres ressources.

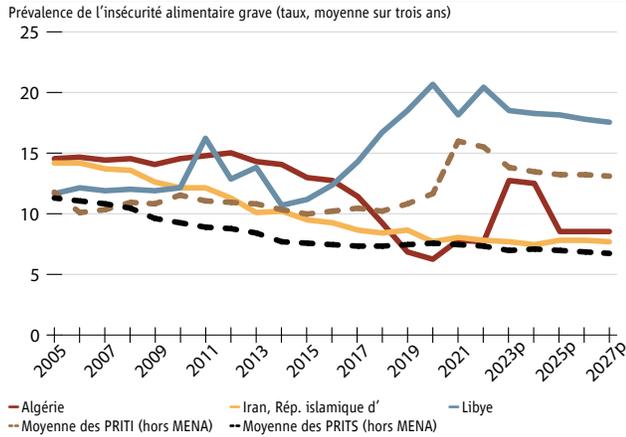
<sup>33</sup> La Libye n'est pas classée comme une économie de conflit, mais comme une économie en situation de fragilité sociale et institutionnelle. Le Liban et la Cisjordanie et Gaza entrent également dans cette catégorie, mais pas dans celle des économies « en conflit » (<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/69b1d088e3c48ebe2cdf451e30284f04-0090082022/original/FCSList-FY23.pdf>).

<sup>34</sup> Il faut noter que les données disponibles sont des moyennes mobiles sur trois ans. Par conséquent, la période pré-pandémique fait référence à la période de 2017 à 2019, tandis que 2023 couvre la période 2022 à 2024.

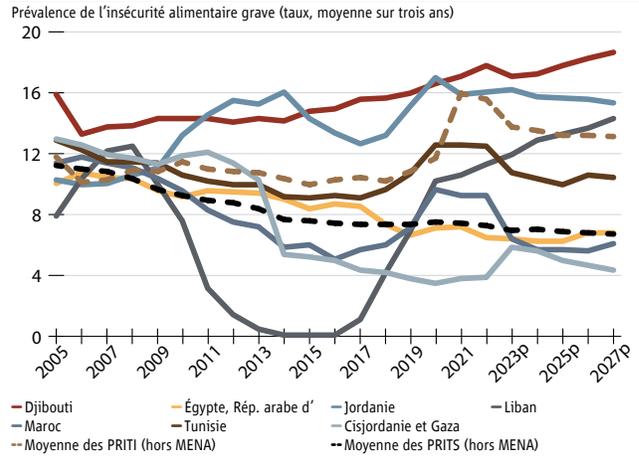
L'encadré II.B.2 présente une étude de cas comparant les facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire et le rôle de l'inflation au Liban et au Yémen.

**Figure II.11 : Prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans la région MENA au fil du temps**

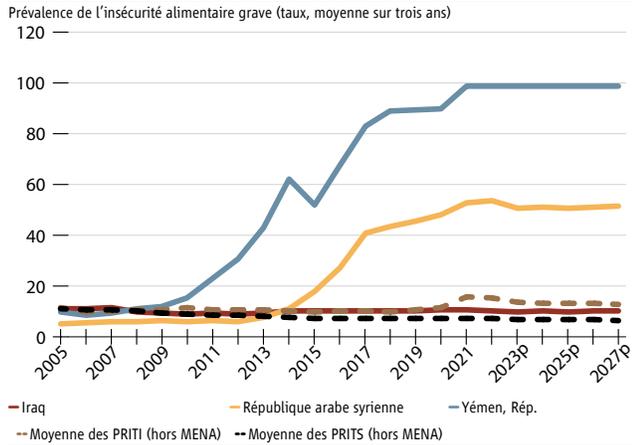
**Panneau A : Pays en développement exportateurs de pétrole**



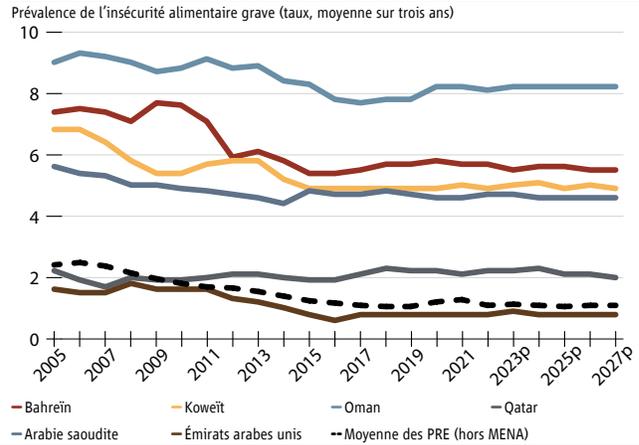
**Panneau B : Pays en développement importateurs de pétrole**



**Panneau C : Pays en conflit**



**Panneau D : CCG**

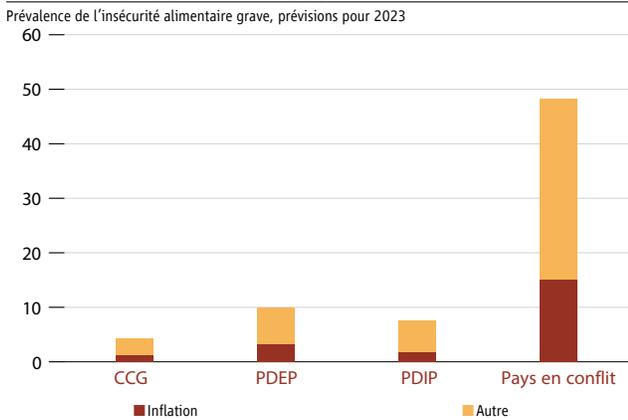


Source : Estimations d'octobre 2022, selon Andree, B.P.J. (2022) : *Machine Learning Guided Outlook of Global Food Insecurity Consistent with Macroeconomic Forecasts*.

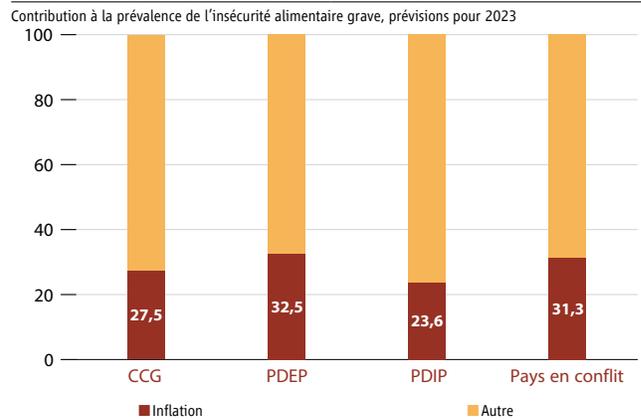
Note : Ces données ne tiennent pas compte des conséquences du tremblement de terre de 2023 en Syrie. Ainsi, la situation en Syrie risque d'être bien pire que prévu ici. Les pays en conflit sont identifiés sur la base de la classification des situations de fragilité et de conflit de la Banque mondiale. La liste officielle pour l'exercice 23 peut être consultée ici : <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/69b1d088e3c48ebe2cdf451e30284f04-0090082022/original/FCSList-FY23.pdf>. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave correspond au pourcentage de personnes dans la population qui vivent dans des ménages classés comme gravement touchés par l'insécurité alimentaire. Un ménage est classé comme tel lorsqu'au moins l'un de ses membres adultes déclare, au cours des 12 derniers mois, avoir été contraint de réduire la quantité de nourriture consommée, avoir sauté des repas, avoir souffert de la faim ou n'avoir rien mangé pendant toute une journée par manque d'argent ou d'autres ressources.

**Figure II.12 : Facteurs de prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans la région MENA en 2023**

**Panneau A. Facteurs de prévalence de l'insécurité alimentaire**



**Panneau B. Part des facteurs dans la prévalence de l'insécurité alimentaire**



Source : Estimations d'octobre 2022, selon Andree, B.P.J. (2022) : *Machine Learning Guided Outlook of Global Food Insecurity Consistent with Macroeconomic Forecasts*.  
 Note : L'impact de l'inflation en tant que facteur de prévalence de l'insécurité alimentaire grave est mesuré par une moyenne mobile sur trois ans de l'inflation en fin de période (en 2022, 2023 et 2024). Les autres facteurs variables dans le temps examinés sont la variation de la croissance du PIB réel, la variation de la croissance démographique, la variation du taux de pauvreté (1,90 dollar en PPA), la part de l'agriculture dans le PIB et la part des importations de combustibles dans les importations de marchandises. CCG = Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar. PDEP = Iran et Algérie. PDIP = Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza. Pays en conflit = Iraq, Syrie et Yémen. Les pays en conflit sont identifiés sur la base de la classification des situations de fragilité et de conflit de la Banque mondiale. La liste officielle pour l'exercice 23 peut être consultée à l'adresse suivante : <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/69b1d088e3c48e2cf451e30284f04-0090082022/original/FCSList-FY23.pdf>.

**ENCADRÉ II.B.2 : Facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire, une étude comparative du Yémen et du Liban**

D'importants enseignements peuvent être tirés de l'analyse du rôle que jouent différentes variables dans l'évolution de l'insécurité alimentaire. La figure II.B.2 illustre essentiellement le rôle des importations alimentaires et de l'inflation intérieure au Liban et au Yémen. Les graphiques décomposent la variation temporelle des modèles de prévalence de l'insécurité alimentaire en s'attachant aux contributions de différentes variables qui changent dans le temps (voir annexe II. A pour la méthodologie), et regroupent les résultats en trois catégories : les importations alimentaires ; l'inflation (indice des prix à la consommation) ; et toutes les autres variables utilisées dans le modèle, qui changent dans le temps (évolution du niveau de pauvreté, PIB par habitant (PPA), importations de combustibles et part du PIB agricole). Les situations d'insécurité alimentaire diffèrent entre les deux pays, tout comme leur raison d'être. Le Yémen traverse une guerre civile depuis 2014 ; le Liban a été confronté, successivement, aux répercussions de la crise mondiale des prix alimentaires de 2008 à 2011 puis, dès 2019, à une crise économique interne de nature inflationniste.

Le panneau A de la figure II.B.2 montre que lorsque la guerre a éclaté au Yémen en 2014, l'insécurité alimentaire est montée en flèche, l'impact initial étant principalement dû à la variable des importations alimentaires. La période coïncide avec les violents combats et le blocus des ports, qui ont gravement perturbé la capacité du Yémen à importer des denrées alimentaires. Puis, alors que la situation s'aggravait, une crise économique inflationniste s'est installée. L'inflation — issue de l'impact combiné de la dépréciation de la monnaie et de la contraction de l'offre — explique l'essentiel des projections relatives à l'insécurité alimentaire future. Dans le cas du Yémen, les interventions de nature monétaire peuvent faire office de palliatifs, le temps de parer à l'essentiel qui est de reconstruire l'économie.

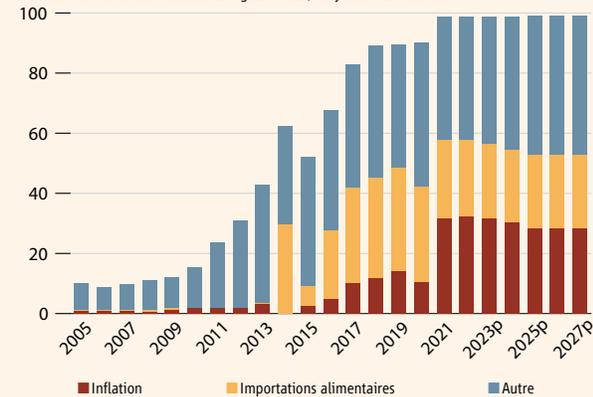
Au Liban, l'insécurité alimentaire a connu deux pics (figure II.B.2, panneau B). Le premier, en 2008, était dû à des pressions externes sur les prix, tandis que le second, en 2019, était dû à une inflation intérieure des prix, conséquence de l'effondrement de l'économie. Entre 2005 et 2011, les prix mondiaux des produits de base ont explosé, avec des pics en 2008 et 2011. L'impact des cours mondiaux a commencé à se faire sentir dans l'économie locale, d'abord par le biais de la variable des importations, puis par le biais de l'inflation intérieure. Après la stabilisation des cours mondiaux des denrées alimentaires en 2011, les effets de l'insécurité alimentaire sur le plan intérieur se sont résorbés, l'économie locale poursuivant parallèlement sa croissance. La flambée de l'insécurité alimentaire en 2019 est différente, et ressemble à la situation observée au Yémen — un effondrement de l'économie suivi d'une hausse prolongée de l'inflation. L'exemple du Liban montre que lorsque les risques proviennent de l'extérieur, on peut s'attendre à ce qu'ils finissent par se résorber ; et les mesures temporaires telles les aides versées en espèces sont utiles pour venir à bout d'un problème transitoire complexe. Lorsque l'effondrement de l'économie débouche sur une spirale inflationniste et la perspective d'une insécurité alimentaire prolongée, il faut pour sortir du tunnel effectuer une démarche de reconstruction en profondeur.

(suite de l'encadré à la page suivante)

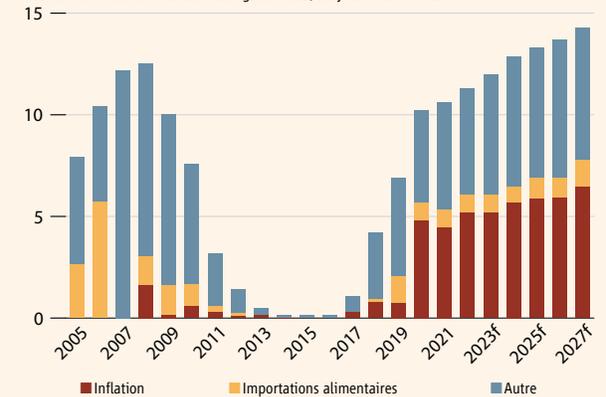
ENCADRÉ II.B.2 (suite)

**Figure II.B.2 : Décomposition de la prévalence de l'insécurité alimentaire grave au Liban et au Yémen****Panneau A. Yémen — Insécurité alimentaire modélisée par facteur**

Prévalence de l'insécurité alimentaire grave (taux, moyenne sur trois ans)

**Panneau B. Liban — Insécurité alimentaire modélisée par facteur**

Prévalence de l'insécurité alimentaire grave (taux, moyenne sur trois ans)

Source : Estimations d'octobre 2022, selon Andree, B.P.J. (2022) : *Machine Learning Guided Outlook of Global Food Insecurity Consistent with Macroeconomic Forecasts*.

Note : La prévalence de l'insécurité alimentaire grave correspond au pourcentage de personnes dans la population qui vivent dans des ménages classés comme gravement touchés par l'insécurité alimentaire. Un ménage est classé comme tel lorsqu'au moins l'un de ses membres adultes déclare, au cours des 12 derniers mois, avoir été contraint de réduire la quantité de nourriture consommée, avoir sauté des repas, avoir souffert de la faim ou n'avoir rien mangé pendant toute une journée par manque d'argent ou d'autres ressources.

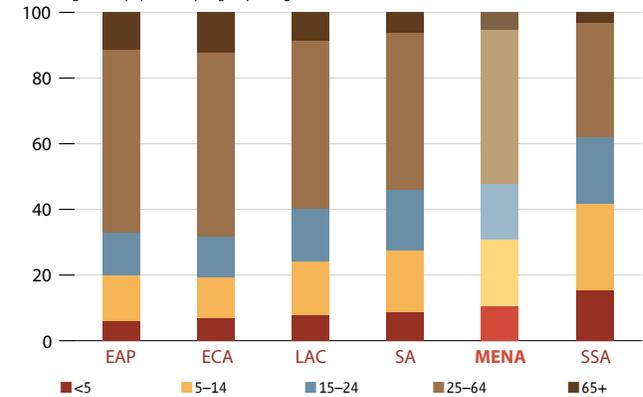
Dans la région, bon nombre d'enfants seront confrontés à l'insécurité alimentaire. La population de la région MENA est la plus jeune de toutes les régions, exception faite de l'Afrique subsaharienne (figure II.13). Quelque 10 % des habitants de la région n'ont pas encore atteint leur cinquième anniversaire. Si l'on suppose que la prévalence de l'insécurité alimentaire est la même pour tous les groupes d'âge, environ 8 millions d'enfants dans la région sont gravement touchés par l'insécurité alimentaire. Il s'agit sans doute là d'une estimation prudente, car l'insécurité alimentaire frappe les pauvres de manière disproportionnée, et les ménages pauvres de la région tendent à avoir plus d'enfants que les mieux nantis. Selon les données issues des enquêtes sur le revenu et les dépenses des ménages en Cisjordanie et à Gaza, à Djibouti, en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, les ménages du quintile le plus pauvre comptent chacun presque deux fois plus de personnes que les ménages du quintile le plus riche (tableau II.2). Il s'ensuit que les répercussions de l'insécurité alimentaire sont profondes et de longue durée. L'insécurité alimentaire peut nuire non seulement à la génération actuelle, mais aussi à la génération suivante. Et, comme nous l'avons expliqué dans la première section de cette partie du rapport, certains de ses effets sont irréversibles.

Le présent rapport s'est jusqu'ici penché sur le statut sanitaire et nutritionnel des enfants et sur la forte prévalence de l'insécurité alimentaire dans la région MENA. Cette section emprunte des estimations à la littérature spécialisée pour déterminer les effets de la hausse des prix alimentaires sur le retard de croissance et l'éducation des enfants dans les économies en développement de la région. La principale estimation est tirée d'une étude menée en Éthiopie par Woldemichael et al. (2022). Une augmentation de 1 point de pourcentage en glissement mensuel du taux d'inflation alimentaire pendant la grossesse renforce le risque de retard de croissance chez les moins de 5 ans de 0,0046 point de probabilité<sup>35</sup>.

35 Il s'agit là d'une estimation prudente. Voir l'annexe II.B pour des informations détaillées concernant d'autres études.

**Figure II.13 : Structure par âge de la population par région en 2021**

Pourcentage de la population par groupe d'âge



Source : Portail de données des Nations Unies — Division de la population pour 2021.

Note : Échantillon MENA = Algérie, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Iran, Iraq, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Yémen.

L'augmentation du risque de retard de croissance a des effets à son tour sur le parcours académique, notamment sur les années de scolarité prévues et les résultats aux épreuves harmonisées. Selon les estimations de Galasso et Wagstaff (2019), les enfants souffrant d'un retard de croissance font 1,594 années d'études en moins et leurs résultats aux épreuves standardisées sont inférieurs d'un écart-type de 0,625.

**Tableau II.2 : Nombre de personnes par ménage, par quintile de dépenses par habitant**

Quintiles	Cisjordanie et Gaza	Djibouti	Égypte	Iraq	Jordanie	Maroc	Tunisie
Quintile inférieur	8,0	5,6	5,7	10,5	6,9	5,3	5,3
Quintile supérieur	4,0	3,5	2,7	6,2	3,4	3,3	3,3

Source : Égypte, Enquête sur le revenu, les dépenses et la consommation des ménages (HIECS), 2017-2018; Djibouti, Enquête djiboutienne auprès des ménages pour les indicateurs sociaux (EDAM), 2017; Iraq, Enquête socioéconomique auprès des ménages (IHSES), 2012; Jordanie, Enquête sur les dépenses et le revenu des ménages (HEIS), 2012; Tunisie, Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages (EBCNV), 2010; Maroc, Enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages (ENCDM), 2014; Cisjordanie et Gaza, Enquête sur les dépenses et la consommation en Palestine (PECS), 2011; et calculs des services de la Banque mondiale.

Note : Les microdonnées des enquêtes sur le revenu et les dépenses des ménages servent au calcul de ces estimations. Les dépenses des ménages par habitant permettent de classer les ménages en quintiles, et le nombre moyen de personnes par ménage est calculé en procédant à la pondération des ménages.

Le tableau All.B.1 examine, pour les économies en développement de la région MENA, l'effet de l'inflation alimentaire entre mars et juin 2022 sur les enfants y ayant été exposés *in utero*. L'analyse se concentre sur la période de mars à juin 2022 en raison de la forte hausse des prix des denrées alimentaires provoquée par la guerre en Ukraine. L'inflation alimentaire entre mars et juin 2022 fait l'objet d'une comparaison avec trois contrefactuels : l'inflation pré-pandémie (moyenne de l'inflation alimentaire en glissement mensuel en 2019), l'inflation post-pandémie (moyenne de l'inflation alimentaire en glissement mensuel en 2021) et l'inflation d'avant-guerre (moyenne de l'inflation en glissement mensuel au cours des quatre mois précédant la guerre en Ukraine – d'octobre 2021 à janvier 2022). Les résultats indiquent que l'augmentation des prix des denrées alimentaires entre mars et juin 2022 pourrait avoir entraîné un retard de croissance pour 200 000 à 285 000 nouveau-nés supplémentaires<sup>36</sup>, ce qui correspond à une augmentation de 17 % à 24 % du risque que ce retard survienne, en fonction du contrefactuel utilisé pour la comparaison. La conséquence est 0,06 à 0,08 année d'études prévues (soit entre 0,7 à 0,9 mois) en moins, et des résultats inférieurs aux examens d'un écart-type de 0,02 à 0,03 (correspondant à une baisse de 0,5 % à 0,8 % dans les résultats aux épreuves standardisées)<sup>37</sup>.

## II.4 Relever le défi de l'insécurité alimentaire

La présente section traite, en se fondant sur des données factuelles, des options stratégiques qui ont donné de bons résultats dans certains contextes. Il n'existe pas de solution unique. L'insécurité alimentaire est un sujet compliqué, comme il est clairement démontré par l'étude de sa manifestation extrême : la famine. Les famines sont complexes. Comme l'indique Ravallion (1997), les famines défient les explications simples et les frontières géographiques. Elles se produisent dans des systèmes économiques socialistes ou capitalistes. Elles surviennent indépendamment de l'approvisionnement alimentaire,

36 Les estimations sont sensibles au contrefactuel choisi. Par exemple, en comparant l'inflation alimentaire en glissement mensuel entre mars et juin 2022 à un contrefactuel de l'inflation moyenne en glissement mensuel en 2021 (année complète), on constate que 197 439 nouveau-nés supplémentaires sont susceptibles de souffrir d'un retard de croissance. En utilisant comme contrefactuel les quatre mois précédant la guerre en Ukraine, on s'attend à ce que le nombre de nouveau-nés concernés augmente de 239 754. Un contrefactuel reposant sur l'inflation moyenne en glissement mensuel en 2019 (année complète) montre que 285 447 nouveau-nés risquent de souffrir d'un retard de croissance. La disparité des chiffres est avant tout due à l'évolution des taux d'inflation, plus particulièrement dans les pays en situation de fragilité et de conflit, où l'inflation était déjà élevée avant la pandémie. Voir l'annexe II.B pour plus de détails.

37 Pour comprendre ces chiffres en contexte, il faut les comparer à d'autres estimations. De telles comparaisons sont difficiles, car il n'y a pas d'équivalence exacte — la plupart des estimations ne se limitent pas aux effets *in utero* et dans certains cas, prennent en compte des paramètres qui vont au-delà du retard de croissance. Un rapport de la Banque mondiale (*World Bank*, 2021) révèle que la pandémie de COVID-19 a entraîné une diminution de 0,51 le nombre d'années de scolarité (soit environ six mois) et une baisse d'un écart-type de 0,14 dans les résultats aux examens (soit une baisse de 3,7 %) chez les enfants des pays MENA en développement (la Syrie, Djibouti et la Libye sont exclus de ce calcul, faute de données). Toutefois, ces effets ne concernent pas seulement les enfants *in utero* (ils incluent les enfants de moins de 5 ans); ils font également référence aux répercussions entraînées par la fermeture des écoles et l'abandon des études. Si seul le paramètre du retard de croissance est pris en compte, il est escompté que les enfants de moins de 5 ans subissent une réduction de 0,004 année de scolarité prévue (environ deux jours) et une baisse des résultats aux examens d'un écart-type de 0,002 (soit une baisse de 0,04 %). Ces chiffres sont nettement inférieurs aux estimations de l'impact de la guerre en Ukraine. D'autres études axées sur les enfants *in utero* font état de plus vastes répercussions. Bundervoet et al. (2018) font valoir que les enfants qui étaient *in utero* pendant le génocide au Rwanda ont achevé 0,3 année d'études en moins (soit 3,6 mois) que les enfants nés deux mois plus tard. Andrabi et al. (2021) constatent qu'à la suite d'un tremblement de terre dévastateur au Pakistan, les résultats aux examens des enfants vivant à moins de 20 km de la ligne de faille étaient inférieurs d'un écart-type de 0,31 à ceux des enfants vivant à plus de 20 km. Cette constatation ne varie pas selon l'âge et correspond à une différence d'environ 1,5 dans les notes. Voir l'annexe II.B pour des détails sur les calculs.

de la guerre ou du niveau de stabilité politique et sociale. Une approche globale est préférable à de discutables explications attribuant aux famines une cause unique. Une réflexion approfondie sur les paramètres économiques et contextuels des famines est essentielle à la formulation de solutions stratégiques efficaces.

Le mot « famine » est puissant. Il démultiplie l'attention et pousse à l'action. Toutefois, pour être qualifiée de famine, une situation doit répondre à des critères rigoureux qui exigent le regroupement de très nombreuses données. La situation de sécurité alimentaire qui prévaut dans bien des zones sensibles est sombre, mais aucun état de famine n'a été déclaré dans la région MENA. Pour qu'un état de famine soit déclaré, une zone doit atteindre la phase 5 de l'IPC (tableau II.B.1). Cette phase est atteinte si au moins 20 % des ménages n'ont pas accès à la nourriture, si 30 % ou plus des enfants de moins de 5 ans présentent des signes d'émaciation, et si l'on compte plus de deux décès par tranches de 10 000 personnes par jour. Le temps que ces critères soient réunis, il est parfois déjà trop tard pour de nombreuses victimes. Par exemple, en Somalie en 2011, 258 000 décès ont été attribués à la famine, mais 43 % de ces décès sont survenus avant que les critères ne soient réunis et la famine déclarée. Les autres décès se sont pour l'essentiel produits en dehors des zones déclarées en état de famine (Maxwell et al., 2020).

Les responsables politiques doivent s'attaquer à l'insécurité alimentaire chronique avant qu'elle ne devienne aiguë. Une combinaison de mesures à court et à long terme peut s'avérer efficace. Mais les origines de l'insécurité alimentaire jouent un rôle important, s'agissant surtout de déterminer la meilleure façon de répondre aux besoins à court terme. Andree (2022) offre des projections concernant les besoins de financement du développement pour les personnes sévèrement touchées par l'insécurité alimentaire dans la région MENA, en partant de l'hypothèse simplifiée qu'il en coûte 0,75 dollar par personne en 2021 pour assurer un apport énergétique minimal, dans le cadre d'un programme de base visant à remplacer la totalité du coût des dépenses alimentaires de la population gravement touchée par l'insécurité alimentaire. L'évaluation suppose ici que les prix alimentaires suivent la tendance à long terme (1999-2022). Les limites inférieure et supérieure présentées dans le tableau II.3 correspondent à l'intervalle de confiance de 90 % qui encadre la tendance prévue<sup>38</sup>. Le tableau II.3 montre que la région MENA aura besoin de 27,73 milliards à 38,05 milliards de dollars environ pour répondre aux besoins alimentaires de la population gravement touchée par l'insécurité alimentaire en 2023. Ce montant devrait se situer entre 25,1 milliards et 50,6 milliards de dollars en 2027. Le Yémen est le pays dont les besoins sont les plus importants — entre 11,82 milliards et 16,01 milliards de dollars en 2023, et entre 11 milliards et 22 milliards de dollars en 2027. Selon les prévisions, la Syrie aurait besoin de 3,67 milliards à 5,04 milliards de dollars en 2023, puis de 3,6 milliards à 6,7 milliards de dollars en 2027. Ces estimations ne tiennent pas compte des tremblements de terre de 2023. Les besoins seront donc sans doute plus importants. Les besoins de l'Égypte devraient se situer entre 2,77 milliards et 4,15 milliards de dollars en 2023, puis monter à un montant situé entre 2,8 milliards et 5,2 milliards de dollars en 2027. Ces chiffres soulignent l'ampleur du défi, notamment parce qu'ils ne couvrent que le strict minimum calorique requis et ne tiennent pas compte de la diversité nécessaire à une alimentation saine.

Les défis sont certes énormes, mais un certain nombre d'options stratégiques existent pour faire face à l'insécurité alimentaire. Celles-ci sont examinées ci-dessous. Certaines mesures, comme les transferts en espèces et en nature, peuvent être mises en œuvre immédiatement pour parer au plus pressé dans les situations critiques d'insécurité alimentaire. D'autres, comme l'amélioration des soins médicaux et des systèmes alimentaires, peuvent prendre plus de temps.

**Transferts en espèces et en nature :** Si des transferts importants — en espèces et en nature — peuvent atténuer l'impact immédiat de l'insécurité alimentaire, ils sont aussi assortis d'effets à long terme. Les mérites respectifs des transferts en espèces et en nature font l'objet d'un grand débat (Gentilini, 2016). Les transferts en nature, tels que la nourriture, tendent à être inefficaces et coûteux. Mais ils peuvent aussi — en ciblant par exemple les aliments nutritifs — contribuer à la réalisation d'objectifs plus vastes que les transferts en espèces, et s'avérer efficaces, selon leurs modalités de mise en œuvre. Les transferts en espèces sont très efficaces, même s'il peut arriver, selon les marchés et l'offre de denrées alimentaires, qu'ils entraînent de nouvelles hausses des prix. Les deux options font l'objet d'un important débat depuis que la pandémie de COVID-19 a provoqué une augmentation drastique des transferts monétaires dans le monde (Gentilini, 2022a). L'examen des subtilités de ce débat dépasse le cadre du présent rapport, mais des éléments probants valident les deux types de

<sup>38</sup> La prévision de tendance est fondée sur l'extrapolation de l'indice mensuel des prix des produits alimentaires pour 1999-2022, à l'aide d'un modèle structurel de séries chronologiques au niveau local. L'intervalle de confiance est défini à partir du résidu. Ces estimations ont des limites, car elles ne tiennent pas compte de la forme que prennent les transferts — en espèces ou en nature. Selon le type de transfert dont il s'agit, les conditions de l'offre et les coûts de mise en œuvre doivent parfois être pris en compte. En outre, les estimations sont prudentes, car elles couvrent le strict minimum calorique, et non ce qui est nécessaire à une alimentation saine.

**Tableau II.3** : Besoins de financement du développement à court terme pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la région MENA

En milliards, moyennes mobiles des prévisions	Valeur en dollars des besoins annuels de financement du développement pour les personnes gravement touchées par l'insécurité alimentaire (remplacement total du coût d'une alimentation couvrant les besoins caloriques minimaux)					
	2022e	2023p	2024p	2025p	2026p	2027p
Algérie	1,48	2,22 - 3	2,1 - 3,23	1,35 - 2,3	1,31 - 2,42	1,29 - 2,57
Cisjordanie et Gaza	0,07	0,1 - 0,14	0,09 - 0,14	0,08 - 0,14	0,08 - 0,15	0,08 - 0,15
Djibouti	0,08	0,07 - 0,09	0,06 - 0,1	0,06 - 0,11	0,06 - 0,12	0,06 - 0,12
Égypte, Rép. arabe d'	3,13 - 3,45	2,77 - 4,15	2,64 - 4,55	2,59 - 4,92	2,75 - 5,21	2,72 - 5,4
Iran, Rép. islamique d'	2,89	2,54 - 3,44	2,37 - 3,88	2,45 - 4,21	2,37 - 4,48	2,32 - 4,68
Iraq	2,02	1,72 - 2,33	1,67 - 2,58	1,64 - 2,78	1,64 - 3,02	1,65 - 3,27
Jordanie	0,72	0,62 - 0,85	0,58 - 0,91	0,55 - 0,97	0,54 - 1,01	0,52 - 1,05
Liban	0,32	0,28 - 0,39	0,28 - 0,44	0,28 - 0,49	0,29 - 0,55	0,29 - 0,59
Libye	0,63	0,51 - 0,69	0,48 - 0,76	0,47 - 0,8	0,45 - 0,83	0,43 - 0,87
Maroc	1,53	0,93 - 1,26	0,83 - 1,95	0,77 - 1,76	0,75 - 1,82	0,8 - 1,92
République arabe syrienne	4,27 - 4,3	3,67 - 5,04	3,56 - 5,72	3,55 - 6,24	3,55 - 6,73	3,56 - 7,28
Tunisie	0,64	0,49 - 0,67	0,45 - 0,7	0,42 - 0,75	0,44 - 0,81	0,42 - 0,84
Yémen, Rép.	13,32	11,82 - 16,01	11,44 - 17,6	11,22 - 19,05	11,08 - 20,45	10,99 - 21,84
<b>Total</b>	<b>31,1 - 31,45</b>	<b>27,73 - 38,05</b>	<b>26,56 - 42,56</b>	<b>25,44 - 44,52</b>	<b>25,3 - 47,59</b>	<b>25,13 - 50,59</b>

Source : Andree, B.P.J. (2022) : *Machine Learning Guided Outlook of Global Food Insecurity Consistent with Macroeconomic Forecasts*.

Note : Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave correspond au nombre de personnes vivant dans des ménages classés comme gravement touchés par l'insécurité alimentaire. Un ménage est classé comme tel lorsqu'au moins l'un de ses membres adultes déclare, au cours des 12 derniers mois, avoir été contraint de réduire la quantité de nourriture consommée, avoir sauté des repas, avoir souffert de la faim ou n'avoir rien mangé pendant toute une journée par manque d'argent ou d'autres ressources.

transferts, laissant deviner l'importance que revêtent en dernier ressort le contexte et la mise en œuvre. Une méta-analyse de Manley et al. (2022) fondée sur 129 études montre que les transferts monétaires ne réduisent que de 1,3 % le retard de croissance et l'émaciation chez les enfants. García et Saavedra (2022) conduisent une méta-analyse de 30 études portant sur les transferts monétaires assortis de conditions liées à l'éducation qui montre que ceux-ci ont des effets positifs sur la scolarisation, mais non sur l'apprentissage, et que les programmes tendent à être coûteux. En ce qui concerne l'aide alimentaire, le programme de coupons alimentaires aux États-Unis (officiellement appelé Programme d'aide supplémentaire à la nutrition ou SNAP) a permis d'augmenter le poids des bébés à la naissance (Almond, Hoynes et Schanzenbach, 2011) et de réduire l'incidence du syndrome métabolique (Hoynes, Schanzenbach et Almond, 2016). Barham, Macours et Maluccio (2013) ont utilisé un programme randomisé de transferts monétaires conditionnels au Nicaragua pour déterminer qu'il avait un impact positif sur les compétences cognitives des garçons issus de ménages qui en avaient bénéficié — lorsqu'ils étaient *in utero* et au cours des deux premières années de leur vie.

Gentilini (2022a) décrit certaines des modalités grâce auxquelles les transferts peuvent mener à des résultats positifs, notant que le contexte est important, du fait de la nature contradictoire des données factuelles. En général, les transferts monétaires augmentent la propension à dépenser plus pour la nourriture, même si les transferts en nature peuvent s'avérer plus efficaces. Il est également prouvé que les transferts en espèces accroissent la diversité du régime alimentaire. Les calories peuvent être bon marché, mais les bonnes sources de nutriments ne le sont pas. Le ratio du prix des aliments d'origine animale par rapport au prix des aliments de base tend à être plus élevé dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu élevé (Gentilini, 2022b). La hausse du prix des denrées alimentaires peut faire basculer le régime des pauvres vers les féculents. Il a été constaté que la formation à certaines questions connexes portant sur les soins aux enfants et l'hygiène — également appelée communication pour le changement de comportement — renforce

les effets nutritionnels des programmes de transferts. En outre, les filets de sécurité peuvent réduire le stress maternel et la violence entre partenaires intimes, et ouvrir ainsi de nouvelles voies par lesquelles améliorer les soins aux enfants et le statut nutritionnel. Enfin, les programmes scolaires peuvent constituer un certain type de transferts en nature et entraîner une amélioration directe du statut nutritionnel. Hendren et Sprung-Keyser (2020) font valoir que les dépenses consacrées aux enfants de milieux à faible revenu sont les fonds publics dont l'utilisation a la valeur marginale la plus élevée. De surcroît, les dépenses pour la santé et l'éducation des enfants, en particulier celles destinées aux couches les plus pauvres, figurent au nombre des mesures budgétaires générant la plus grande valeur et les meilleures retombées à long terme ; mais il peut être difficile d'établir des priorités dans ce sens (*World Bank, 2022a*).

L'un des problèmes réside dans le fait que les programmes de transferts monétaires ne couvrent en général qu'une petite partie de la population pauvre dans les économies en développement de la région MENA (Ridao-Cano et al., 2023). L'Égypte, l'Iraq et la Jordanie ont considérablement étendu les programmes de transferts monétaires réguliers après le déclenchement de la pandémie de COVID-19. Toutefois, ce n'est qu'en Égypte et en Jordanie que ces programmes couvrent la majorité du quintile inférieur — une situation due avant tout à l'insuffisance généralisée des dépenses d'aide sociale dans la région. Les pays MENA dépensent plus du double pour les subventions à l'énergie que pour l'assistance sociale. L'expansion des transferts monétaires ciblant la lutte contre la pauvreté — partiellement financés grâce aux fonds libérés par la réforme des subventions — profiterait aux populations pauvres et vulnérables de la région.

**Politiques d'égalité entre les sexes et garde d'enfants :** Les mères jouent un rôle essentiel pendant la période la plus cruciale que représentent la vie *in utero* et la petite enfance. Comme expliqué précédemment, le stress maternel peut nuire aux enfants. Il est important d'autonomiser les mères et de leur offrir une certaine flexibilité. Des données probantes montrent que le congé de maternité a une incidence positive sur l'éducation de l'enfant, mais aussi sur les salaires à l'âge de 30 ans (Carneiro et al., 2015). Certaines études font toutefois état de résultats mitigés en ce qui concerne l'extension du congé de maternité (Danzer et Lavy, 2018). Il a également été constaté que le niveau d'éducation de la mère a des répercussions positives sur les perspectives des nourrissons (Carneiro et al., 2013). Des services de garde de qualité peuvent en outre avoir un impact positif sur le futur emploi et revenu d'un enfant (Heckman et al., 2013 ; Conti et al., 2016). Mais la qualité de la garde compte. Baker et al. (2008) révèlent qu'une expansion des services universels de garde d'enfants a augmenté l'offre de main-d'œuvre maternelle, mais a peut-être détérioré la situation des enfants. Pour Havnes et Mogstad (2011), une expansion à grande échelle des services de garde subventionnés en Norvège a eu des résultats positifs à long terme, en particulier pour les enfants de mères peu instruites. Ces auteurs font valoir que leurs résultats semblent indiquer le passage de la garde d'enfants informelle, au lieu de la garde d'enfants parentale, à une garde d'enfants formelle de haute qualité.

Le statut des services de garde d'enfants dépend largement de leur disponibilité (diverses options incluses), de leur accessibilité financière et de leur qualité. Une étude portant sur 13 économies de la région MENA, réalisée par l'équipe *Women, Business and the Law* de la Banque mondiale, apporte quelques éclairages (*World Bank, 2022b*). Cette étude révèle que l'offre de services privés de garde d'enfants est réglementée dans près de trois quarts des économies, mais que les garderies publiques ne sont réglementées que dans quatre économies. En ce qui concerne l'accessibilité financière, seuls trois des 13 pays prévoient une aide financière pour les parents ou les prestataires de services de garde. S'agissant de la qualité, 11 pays imposent un ratio enseignant/enfants dans les garderies privées, mais rares sont ceux qui le font pour les garderies publiques. Enfin, seuls deux des 13 pays imposent aux éducateurs des garderies privées pour suivre une formation continue.

**Soins médicaux :** La qualité des soins médicaux est importante. Une étude de Sievertsen et Wust (2017) menée au Danemark a passé en revue bon nombre de données et registres administratifs pour analyser les différences qui existaient entre divisions administratives dans les politiques imposant une sortie de maternité le jour même de l'accouchement. La sortie le jour même était essentiellement une mesure d'économie, mais a débouché sur des résultats inférieurs aux examens de neuvième année avec un écart-type de 0,2. De même, au Chili et en Norvège, les nourrissons dont le poids à la naissance n'atteint pas le seuil de 1 500 grammes (3,3 livres) reçoivent des soins plus intensifs que les nouveau-nés dont le poids dépasse ce seuil. Bharadwaj, Løken et Neilson (2013) constatent que les soins médicaux intensifs dont les nouveau-nés ont bénéficié ont permis à ces derniers de toucher à l'âge adulte un salaire supérieur de 1,8 % en Norvège et de 2,7 % au Chili. Plus important encore, des investissements médicaux correctifs peuvent se révéler nécessaires pour contrer les effets préjudiciables du mauvais statut nutritionnel et sanitaire qui caractérise les enfants dans la région MENA, et dont il est question dans le présent rapport.

**Côté offre :** Les systèmes alimentaires sont essentiels pour la région MENA, qui est à la fois pauvre en eau et pauvre en terres. Il est à prévoir que le changement climatique exercera une très forte pression tant sur l'eau que sur les terres, avec de graves conséquences pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. La mise en place de systèmes alimentaires résilients, capables de résister aux perturbations et de garantir un approvisionnement suffisant, nécessite une approche sur plusieurs fronts. Bien que les pays MENA soient avant tout des importateurs de denrées alimentaires, certains pays du Maghreb, en Afrique du Nord, en produisent et en exportent. Pour assurer la résilience des systèmes alimentaires, il faudrait accroître l'efficacité des chaînes d'approvisionnement et renforcer leur capacité à absorber et à surmonter les chocs liés au climat et aux marchés. On peut y parvenir en faisant appel à la technologie et à l'innovation pour atténuer les risques liés à la production, en mettant l'accent sur l'agriculture climato-intelligente et les systèmes d'alerte précoce; en facilitant l'accès au financement ainsi qu'aux marchés des exportations et des facteurs de production; et en promouvant de meilleurs mécanismes d'adaptation et de transfert des risques (tels qu'assurances et réserves alimentaires). Il peut être utile, pour atteindre certains de ces objectifs, d'accélérer la collaboration et les initiatives régionales. La réforme des subventions et une efficacité accrue des dépenses publiques peuvent accroître la résilience des systèmes alimentaires<sup>39</sup>.

**Données :** Le manque de données de qualité dans la région MENA constitue un défi majeur pour les pouvoirs publics et autres agents concernés qui tentent d'analyser les problèmes et de mettre au point des solutions stratégiques :

- Les systèmes d'alerte précoce contre la famine s'appuient sur de très nombreuses données qui peuvent être difficiles à obtenir, surtout en période de crise.
- Il est essentiel de disposer de données de qualité afin de procéder aux estimations de l'inflation alimentaire requises pour déterminer le risque d'insécurité alimentaire. La plupart des pondérations utilisées dans les calculs de l'indice des prix à la consommation concernant la région MENA reposent sur des enquêtes dont les données ne sont plus à jour.
- Les enquêtes qui s'intéressent à l'état de santé et au statut nutritionnel des enfants sont dans l'ensemble peu courantes et peu accessibles. Le type de données administratives utilisé dans les études de pointe de la littérature spécialisée ne peut être réuni ici, faute de données administratives suffisantes dans la région.
- La collecte de données dans les États en situation de fragilité ou de conflit est un exercice ardu (Favari et al., 2022). Il s'y exerce une pression politique énorme qui nuit aux enquêtes traditionnelles auprès des ménages et peut considérablement fausser les résultats. Les enquêtes téléphoniques peuvent quant à elles s'avérer peu efficaces, car les répondants craignent, s'ils sont identifiés, d'en subir les conséquences. Les autres processus de collecte de données sont tous assortis de limites. Parmi les moyens disponibles pour remédier à certaines de ces difficultés figurent les enquêtes par Internet, qui tendent à être plus anonymes. Les entretiens avec les autorités locales peuvent aider à comprendre le partage des ressources et l'instauration de blocus — des informations cruciales pour l'action humanitaire. Enfin, les entretiens avec des informateurs clés peuvent mener à des renseignements essentiels concernant l'état du conflit et les difficultés d'accès aux produits de première nécessité.

<sup>39</sup> Pour en savoir plus, voir *World Bank* (2015), Nin-Pratt et al. (2018) et Gautam et al. (2022).

## Bibliographie :

- Abay, K. A., Ibrahim, H., and Breisinger, C. (2022). "Food Policies and Obesity in Low-and-Middle-Income Countries." *World Development*, 151, 105775.
- Aizer, A. (2011). "Poverty, Violence, and Health: The Impact of Domestic Violence during Pregnancy on Newborn Health." *Journal of Human Resources*, 46 (3), pp. 518–38.
- Aizer, A., Stroud, L., and Buka, S. (2016). "Maternal Stress and Child Outcomes: Evidence from Siblings." *Journal of Human Resources*, 51(3), pp. 523–55.
- Almond, D., and Currie, J. (2011). "Killing Me Softly: The Fetal Origins Hypothesis." *Journal of Economic Perspectives*, 25(3), pp. 153-172.
- Almond, D., and Mazumder, B. (2011). "Health Capital and the Prenatal Environment: The Effect of Ramadan Observance during Pregnancy." *American Economic Journal: Applied Economics*, 3(4), pp. 56–85.
- Almond, D., Currie, J., and Duque, V. (2018). "Childhood Circumstances and Adult Outcomes: Act II." *Journal of Economic Literature*, 56(4), pp. 1360-1446.
- Almond, D., Hoynes, H. W., and Schanzenbach, D. W. (2011). "Inside the War on Poverty: The Impact of Food Stamps on Birth Outcomes." *Review of Economics and Statistics*, 93(2), pp. 387–403.
- Almond, D., Mazumder, B., and Van Ewijk, R. (2015). "In Utero Ramadan Exposure and Children's Academic Performance." *Economic Journal*, 125(589), pp. 1501–33.
- Andrabi, T., Daniels, B., and Das, J. (2021). "Human capital accumulation and disasters: Evidence from the Pakistan earthquake of 2005". *Journal of Human Resources*, 0520-10887R1.
- Andree, B. P. J. (2021). "Estimating Food Price Inflation from Partial Surveys." Research Working Paper No. 9886. World Bank, Washington DC.
- Andree, B. P. J. (2022). "Machine Learning Guided Outlook of Global Food Insecurity Consistent with Macroeconomic Forecasts." Policy Research Working Papers No. 10202. World Bank, Washington, DC.
- Andree, B. P. J., Chamorro, A., Kraay, A., Spencer, P., Wang, D. (2020). "Predicting Food Crises." Policy Research Working Paper; No. 9412. World Bank, Washington, DC.
- Arezki, R., Lederman, D., Harb, A. A., Fan, R. Y., Nguyen, H. (2019). "Reforms and External Imbalances: The Labor-Productivity Connection in the Middle East and North Africa" Middle East and North Africa Economic Update (April), World Bank, Washington, D.C.
- Arnold, D. (1979). "Dacoity and Rural Crime in Madras, 1860–1940." *Journal of Peasant Studies*, 6, pp. 140–167.
- Asfaw, A. (2016). "The Inter-Generational Health Effect of Early Malnutrition: Evidence from the 1983-85 Ethiopian Famine." Available at SSRN: <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2972977>.
- Asonuma, T., and Trebesch, C. (2016). "Sovereign Debt Restructurings: Preemptive or Post-default." *Journal of the European Economic Association*, 14(1), pp. 175-214.
- Avitabile, C., D'Souza, R., Gatti, R. V., and Chapman, E. W. (2020). *Insights from Disaggregating the Human Capital Index*. World Bank, Washington, DC.
- Baker, M., J. Gruber, and Milligan, K. (2008). "Universal Child Care, Maternal Labor Supply, and Family Well-Being." *Journal of Political Economy* 116(4): 709-745.
- Barham, T., Macours, K., and Maluccio, J. A. (2013). "Boys' Cognitive Skill Formation and Physical Growth: Long-Term Experimental Evidence on Critical Ages for Early Childhood Interventions." *American Economic Review*, 103(3), pp. 467-471.
- Beach, B., Clay, K., and Saavedra, M. (2022). "The 1918 Influenza Pandemic and Its Lessons for COVID-19." *Journal of Economic Literature*, 60(1), pp. 41-84.

- Bekkers, E., and Góes, C. (2022). "The impact of geopolitical conflicts on trade, growth, and innovation: An illustrative simulation study." *Global Economic Consequences of the War in Ukraine Sanctions, Supply Chains and Sustainability*.
- Belhaj, F., Gatti, R., Lederman, D., Sergenti, E. J., Assem, H., Lotfi, R., Mousa, M. E. (2022). *A New State of Mind: Greater Transparency and Accountability in the Middle East and North Africa*. Middle East and North Africa Economic Update (October). Washington, DC: World Bank.
- Bellemare, M. F. (2015). "Rising food prices, food price volatility, and social unrest." *American Journal of Agricultural Economics*, 97(1), pp. 1-21.
- Bharadwaj, P., Løken, K. V., and Neilson, C. (2013). "Early Life Health Interventions and Academic Achievement." *American Economic Review*, 103(5), pp. 1862–91.
- Breiman, L. (2001). "Random forests". *Machine Learning*, 45, pp. 5-32. Doi: 10.1023/A:1010933404324.
- Bundervoet, T., and Fransen, S. (2018). "The educational impact of shocks *in utero*: Evidence from Rwanda". *Economics and Human Biology*, 29, pp. 88-101.
- Carneiro, P., Løken, K. V., and Salvanes, K. G. (2015). "A flying start? Maternity leave benefits and long-run outcomes of children." *Journal of Political Economy*, 123(2), pp. 365-412.
- Carneiro, P., Meghir, C., and Parey, M. (2013). "Maternal education, home environments, and the development of children and adolescents." *Journal of the European Economic Association*, 11(suppl\_1), pp. 123-160.
- Carr, J. B., and Packham, A. (2021). "SNAP Schedules and Domestic Violence." *Journal of Policy Analysis and Management*, 40(2), pp. 412-452.
- Chen, Y., and Zhou, L. A. (2007). "The Long-term Health and Economic Consequences of the 1959-1961 Famine in China." *Journal of Health Economics*, 26(4), pp. 659-81.
- Cheng, Q., Trangucci, R., Nelson, K. N., Fu, W., Collender, P. A., Head, J. R., Hoover, C. M., Skaff, N. K., Li, T., Li, X., You, Y., Fang, L., Liang, S., Yang, C., He, J., Zelner, J. L., and Remais, J. V. (2020). "Prenatal and Early-life Exposure to the Great Chinese Famine Increased the Risk of Tuberculosis in Adulthood across Two Generations." *Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS)*, 117(44), pp. 27549-27555.
- Conti, G., Heckman, J. J., and Pinto, R. (2016). "The effects of two influential early childhood interventions on health and healthy behaviour". *Economic Journal*, 126(596), pp. F28-F65.
- Corral, P., and Gatti, R. (2020). "Accumulation interrupted: COVID-19 and human capital among the young." Vox eBook Chapters, in: Simeon Djankov and Ugo Panizza (ed.), *COVID-19 in Developing Economies*, edition 1, volume 1, chapter 1, pp. 286-302, Centre for Economic Policy Research.
- D'Souza, A., and Jolliffe, D. (2013). "Conflict, food price shocks, and food insecurity: The experience of Afghan households." *Food Policy*, 42, pp. 32–47.
- D'souza, R., Gatti, R., and Kraay, A. (2019). "A socioeconomic disaggregation of the World Bank human capital index." World Bank Policy Research Working Paper; No. 9020. World Bank, Washington, DC.
- Damania, R., Desbureaux, S., Hyland, M., Islam, A., Rodella, A. S., Russ, J., and Zaveri, E. (2017). *Uncharted waters: The New Economics of Water Scarcity and Variability*. World Bank, Washington, DC.
- Danzer, N., and Lavy, V. (2018). "Paid Parental Leave and Children's Schooling Outcomes." *Economic Journal*, 128(608), pp. 81–117.
- De Onis, M., & Branca, F. (2016). "Childhood stunting: a global perspective." *Maternal and child nutrition*, 12(S1), pp. 12-26.
- Dercon, S., and Porter, C. (2014). "Live Aid Revisited: Long-Term Impacts of the 1984 Ethiopian Famine on Children." *Journal of the European Economic Association*, 12(4), pp. 927-948.

- Diogo, V., Reidsma, P., Schaap, B., Andree, B. P. J., and Koomen, E. (2017). "Assessing local and regional economic impacts of climatic extremes and feasibility of adaptation measures in Dutch arable farming systems." *Agricultural Systems*, 157, pp. 216-229.
- Doyle, O. (2020). "The First 2,000 Days and Child Skills." *Journal of Political Economy*, 128(6), pp. 2067-2122.
- Ecker, O., Al-Riffai, P., Breisinger, C., and El-Batrawy, R. (2016). *Nutrition and economic development: Exploring Egypt's exceptionalism and the role of food subsidies*. International Food Policy Research Institute.
- Elayouty, A., Abou-Ali, H., and Hawash, R. (2022). "Does Climate Change Affect Child Malnutrition in the Nile Basin?" Economic Research Forum Working Papers No. 1613.
- Favari, Eliana, Siddharth Krishnaswamy, Sharad Tandon, and Alia Aghajanian (2022). *Surviving in the Time of War: How and Why Wellbeing is Evolving in the Conflict in Yemen*. World Food Programme and the World Bank, Rome and Washington DC.
- Galasso E., and Wagstaff A., Nadeau, S. and Shekar, M. (2017). "The economic costs of stunting and how to reduce them". World Bank Policy Research Note No.5.
- Galasso, E., and Wagstaff, A. (2019). "The Aggregate Income Losses from Childhood Stunting and the Returns to a Nutrition Intervention Aimed at Reducing Stunting." *Economics and Human Biology*, 34, pp. 225–38.
- García, S., and Saavedra, J. (2022). "Conditional Cash Transfers for Education." NBER Working Paper No. 29758.
- Gatti, R., Kraay, A.C., Avitabile, C., Collin, M.E., Dsouza, R., Dehnen, N.A.P. (2018). *The Human Capital Project*. World Bank, Washington, DC.
- Gautam, M., Laborde, D., Mamun, A., Martin, W., Pineiro, V., Vos, R. (2022). *Repurposing Agricultural Policies and Support : Options to Transform Agriculture and Food Systems to Better Serve the Health of People, Economies, and the Planet*. World Bank, Washington, DC.
- Gentilini, U. (2016). "Revisiting the "Cash versus Food" Debate: New Evidence for an Old Puzzle?" *The World Bank Research Observer*, 31(1), pp. 135–167.
- Gentilini, U. (2022a). *Cash Transfers in Pandemic Times : Evidence, Practices, and Implications from the Largest Scale Up in History*. World Bank, Washington, DC.
- Gentilini, U. (2022b). *Social Protection, Food Security and Nutrition: An Update of Concepts, Evidence and Select Practices in South Asia and Beyond*. World Bank, Washington, DC.
- Greve, J., Schultz-Nielsen, M. L., and Tekin, E. (2017). "Fetal malnutrition and academic success: Evidence from Muslim immigrants in Denmark." *Economics of Education Review*, 60, pp. 20-35.
- Guenette, J. D. (2020). "Price Controls: Good Intentions, Bad Outcomes." Policy Research Working Paper No. 9212. Washington, DC: World Bank.
- Havnes, T., and Mogstad, M. (2011). "No Child Left Behind: Subsidized Child Care and Children's Long-Run Outcomes." *American Economic Journal: Economic Policy*, 3(2), pp. 97–129.
- Headey, D. (2011). "Rethinking the global food crisis: The role of trade shocks." *Food Policy*, 36(2), pp. 136–146.
- Headey, D. D., and Alderman, H. H. (2019). "The relative caloric prices of healthy and unhealthy foods differ systematically across income levels and continents." *The Journal of nutrition*, 149(11), pp. 2020-2033.
- Heckman, J., Pinto, R., and Savelyev, P. (2013). "Understanding the Mechanisms through Which an Influential Early Childhood Program Boosted Adult Outcomes." *American Economic Review*, 103(6), pp. 2052–86.
- Hendren, N., and Sprung-Keyser, B. (2020). "A unified welfare analysis of government policies." *The Quarterly Journal of Economics*, 135(3), pp. 1209-1318.
- Hoynes, H., Schanzenbach, D. W., and Almond, D. (2016). "Long-Run Impacts of Childhood Access to the Safety Net." *American Economic Review*, 106(4), pp. 903-934.

- Hyland, M., and Russ, J. (2019). "Water as Density – The Long-term Impacts of Drought in Sub-Saharan Africa." *World Development*, 115, pp. 30-45.
- International Monetary Fund. (2022). *World Economic Outlook Update: Inflation Peaking amid Low Growth*. IMF, Washington, DC. January.
- Jürges, H. (2013). "Collateral Damage: The German Food Crisis, Educational Attainment and Labor Market Outcomes of German Post-War Cohorts." *Journal of Health Economics*, 32, pp. 286-303.
- Knudsen, E. I., Heckman, J. J., Cameron, J. L., and Shonkoff, J. P. (2006). "Economic, Neurobiological, and Behavioral Perspectives on Building America's Future Workforce." *Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS)*, 103 (27), pp. 10155–10162.
- Kuhn, M., Weston, S., Keefer, C., and Coulter, N. (2012). "Cubist Models for Regression." <https://mran.microsoft.com/snapshot/2014-10-02/web/packages/Cubist/vignettes/cubist.pdf>.
- Lederman, D., and Porto, G. (2016). "The price is not always right: on the impacts of commodity prices on households (and countries)." *The World Bank Research Observer*, 31(1), pp. 168–197.
- Lee, C. (2014). "Intergenerational Health Consequences of *In Utero* Exposure to Maternal Stress: Evidence from the 1980 Kwangju Uprising." *Social Science and Medicine*, 119, pp. 284–91.
- Li, J., Liu, S., Li, S., Feng, R., Na, L., Chu, X., Wu, X., Niu, Y., Sun, Z., Han, T., Deng, H., Meng, X., Xu, H., Zhang, Z., Qu, Q., Zhang, Q., Li, Y., and Sun, C. (2017). "Prenatal exposure to famine and the development of hyperglycemia and type 2 diabetes in adulthood across consecutive generations: a population-based cohort study of families in Suihua, China." *The American journal of clinical nutrition*, 105(1), pp.221-227. Doi: 10.3945/ajcn.116.138792.
- Li, Q., and An, L. (2015). "Intergenerational health consequences of the 1959–1961 Great Famine on children in rural China." *Economics and Human Biology*, 18, pp. 27-40.
- Lindeboom, M., Portrait, F., and Van den Berg, G. J. (2010). "Long-run Effects on Longevity of a Nutritional Shock Early in Life: the Dutch Potato famine of 1846–1847." *Journal of health economics*, 29, pp. 617-629.
- Lopez-Acevedo, G., Nguyen, M. C., Mohammed, N., and Hoogeveen, J. (2022). "How rising inflation in MENA impacts poverty." *Arab Voices, World Bank Blogs*. June 30, 2022. How rising inflation in MENA impacts poverty (worldbank.org).
- Lumey, L. H., and Stein, A. D. (1997). "Offspring Birth Weights After Maternal Intrauterine Undernutrition: A Comparison Within Sibships." *American Journal of Epidemiology*, 146(10), pp. 810-819.
- Manley, J., Alderman, H., and Gentilini, U. (2022). "More Evidence on Cash Transfers and Child Nutritional Outcomes: A Systematic Review and Meta-analysis." *British medical journal Global Health*, 7(4), e008233. Doi:10.1136/bmjgh-2021-008233.
- Mary, S., Shaw, K., Colen, L., and y Paloma, S. G. (2020). "Does agricultural aid reduce child stunting?." *World Development*, 130, 104951.
- Maxwell, D., and Fitzpatrick, M. (2012). "The 2011 Somalia famine: Context, causes, and complications." *Global Food Security*, 1(1), pp. 5–12.
- Maxwell, D., Khalif, A., Hailey, P., and Checchi, F. (2020). "Viewpoint: Determining Famine: Multi-dimensional Analysis for the Twenty-first Century." *Food Policy*, 92, 101832.
- Misselhorn, A. A. (2005). "What Drives Food Insecurity in Southern Africa? A Meta-analysis of Household Economy Studies." *Global Environmental Change*, 15(1), pp. 33-43.
- Morellos, A., Pantazi, X. E., Moshou, D., Alexandridis, T., Whetton, R., Tziotzios, G., Wiebensohn, J., Bill, R., and Mouazen, A. M. (2016). "Machine learning based prediction of soil total nitrogen, organic carbon and moisture content by using VIS-NIR spectroscopy." *Biosystems Engineering*, 152, pp. 104–116.

- Ng, W., Minasny, B., Montazerolghaem, M., Padarian, J., Ferguson, R., Bailey, S., and McBratney, A. B. (2019). "Convolutional neural network for simultaneous prediction of several soil properties using visible/near-infrared, midinfrared, and their combined spectra." *Geoderma*, 352, pp. 251–267.
- Nin-Pratt, A., El-Enbaby, H., Figueroa, J.L., ElDidi, H., and Breisinger, C. (2018). *Agriculture and economic transformation in the Middle East and North Africa: A review of the past with lessons for the future*. Food Policy Report Washington, DC and Rome, Italy: International Food Policy Research Institute (IFPRI) and Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). <https://doi.org/10.2499/9780896292956>.
- Persson, P., and Rossin-Slater, M. (2018). "Family Ruptures, Stress, and the Mental Health of the Next Generation." *American Economic Review*, 108(4–5), pp. 1214–52.
- Plante, M. (2014). "The long-run macroeconomic impacts of fuel subsidies." *Journal of Development Economics* 107 (2014): 129-143.
- Quinlan, J. R. (1992). "Learning with continuous classes." In *5th Australian joint conference on artificial intelligence*, 92, pp. 343-348.
- Ravallion, M. (1997). "Famines and Economics." *Journal of Economic Literature*, 35(3), pp. 1205-1242.
- Richter, L. M., Daelmans, B., Lombardi, J., Heymann, J., Boo, F. L., Behrman, J. R., Lu, C., Lucas, J. E., Perez-Escamilla, R., Dua, T., Bhutta, Z. A., Stenberg, K., Gertler, P., Darmstadt, G. L. (2017). "Investing in the Foundation of Sustainable Development: Pathways to Scale Up for Early Childhood Development." *Lancet*, 389(10064), pp. 103-118.
- Ridao-Cano, Cristobal, Dalal Moosa, Juul Pinxten, and Montserrat Pillares-Morales (2023 forthcoming). *Built to Include: Reimagining Social Protection in the Middle East and North Africa*. World Bank, Washington, DC.
- Rudé, G. (1964). *The Crowd in History 1730-1848: A Study of Popular Disturbances in France and England 1730-1848*. Wiley.
- Sbahi, S., Ouazzani, N., Hejjaj, A., and Mandi, L. (2021). "Neural network and cubist algorithms to predict fecal coliform content in treated wastewater by multi-soil-layering system for potential reuse." *Journal of Environmental Quality*, 50(1), pp. 144–157.
- Sievertsen, H. H., and Wüst, M. (2017). "Discharge on the Day of Birth, Parental Response and Health and Schooling Outcomes." *Journal of Health Economics*, 55, pp. 121-138.
- Singh, R. B. (2012). "Climate Change and Food Security." In Narendra Tuteja, Sarvajeet Singh Gill, and Renu Tuteja (Eds.), *Improving Crop Productivity in Sustainable Agriculture*, chapter 1, pp. 1–22. Wiley-VCH Verlag GmbH & Co. KgaA.
- Tafere, K. (2016). "Inter-generational Effects of Early Childhood Shocks on Human Capital: Evidence from Ethiopia." 2016 Annual Meeting, July 31-August 2, Boston, Massachusetts 236056, Agricultural and Applied Economics Association.
- Veenendaal, M. V., Painter, R. C., de Rooij, S. R., Bossuyt, P. M., van der Post, J. A., Gluckman, P. D., Hanson, M. A., and Roseboom, T. J. (2013). "Transgenerational effects of prenatal exposure to the 1944–45 Dutch famine." *BJOG: An International Journal of Obstetrics and Gynaecology*, 120, (5), pp. 548-554.
- Wade, R. A. (2005). *The Russian Revolution, 1917*. Cambridge: Cambridge University Press.
- WHO Multicentre Growth Reference Study Group, and de Onis, M. (2006). "Assessment of differences in linear growth among populations in the WHO Multicentre Growth Reference Study." *Acta Paediatrica*, 95(S450), pp. 56-65.
- Witten, I. H., Frank, E., Hall, M. A., and Pal, C. J. (2017). *Data Mining: Practical Machine Learning Tools and Techniques* (4th ed.). Elsevier Inc. <https://doi.org/10.1016/C2015-0-02071-8>.
- Woldemichael, A., Kidane, D., and Shimeles, A. (2022). "Food Inflation and Child Health." *The World Bank Economic Review*, 36(3), pp. 757–773.

- World Bank (2015). *Future of Food : Shaping a Climate-Smart Global Food System*. World Bank, Washington, DC.
- World Bank. (2019). World Development Indicators. Washington, World Bank. <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators>.
- World Bank. (2021). *The Human Capital Index 2020 Update: Human Capital in the Time of COVID-19*. World Bank, Washington, DC. doi:10.1596/978-1-4648-1552-2.
- World Bank. (2022a). *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course*. World Bank, Washington, DC. doi:10.1596/978-1-4648-1893-6.
- World Bank. (2022b). "Toward Available, Affordable, and Quality Childcare Services." *Women, Business and the Law 2022*. World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1817-2>.
- World Bank. (2023). *Collapse and Recovery: How COVID-19 Eroded Human Capital and What to DO About It*. World Bank, Washington, DC.
- World Bank. (2023). Global Economic Prospects, January 2023.
- World Population Prospects (2022). Summary of Results. United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division. UN DESA/POP/2022/TR/NO. 3

## *Annexe II.A. Méthodologie d'établissement de projections relatives à l'insécurité alimentaire*

Les projections pluriannuelles de l'insécurité alimentaire grave sont tirées d'un modèle parcimonieux d'apprentissage automatique présenté en détail dans Andree (2022).

**Mesure de l'insécurité alimentaire :** La mesure utilisée pour l'insécurité alimentaire est la prévalence (taux) de l'insécurité alimentaire grave, dérivée de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES), qui examine trois niveaux d'insécurité alimentaire : sécurité alimentaire, insécurité alimentaire modérée et insécurité alimentaire grave. Ces données sont disponibles pour chaque pays auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sous forme de moyennes mobiles sur trois ans. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave est définie comme le pourcentage de personnes dans la population qui vivent dans des ménages classés comme étant en insécurité alimentaire grave. Un ménage est classé comme tel lorsqu'au moins l'un de ses membres adultes a déclaré, au cours des 12 derniers mois, avoir été contraint de réduire la quantité de nourriture consommée, avoir sauté des repas, avoir souffert de la faim ou n'avoir rien mangé pendant toute une journée par manque d'argent ou d'autres ressources. Cet indicateur de l'insécurité alimentaire rend compte de l'insécurité alimentaire chronique. Il diffère des indicateurs de l'insécurité alimentaire aiguë, tels que le pourcentage de personnes en situation de crise alimentaire — c'est-à-dire dans l'incapacité de satisfaire à leurs besoins nutritionnels essentiels sans employer des stratégies d'adaptation irréversibles assorties d'effets à long terme. La population en situation d'insécurité alimentaire grave court le risque de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë et présente donc un intérêt particulier concernant des stratégies de prévention et de résilience. Il est important de souligner que d'un point de vue politique, lorsque l'insécurité alimentaire est essentiellement chronique, les marchés continuent de fonctionner de manière générale, de sorte qu'un large éventail de mesures économiques peuvent encore être envisagées dans le cadre d'une stratégie de prévention et de résilience.

**Modèle d'apprentissage automatique :** Il s'agit d'une méthode de régression linéaire locale utilisant le modèle Cubist. L'algorithme du modèle Cubist comprend deux étapes. Tout d'abord, une série de règles sont appliquées pour diviser les données en sous-ensembles suivant des arbres de décision. Ensuite, il faut appliquer des modèles de régression linéaire aux sous-ensembles de données. Cette approche novatrice permet d'associer la flexibilité des arbres de décision à la stabilité des propriétés d'extrapolation des techniques de régression linéaire. Le modèle peut évoluer en termes de flexibilité et est non paramétrique, comme décrit par Quinlan (1992) et Witten et al. (2017) et démontré par Kuhn et al. (2012). Ce modèle linéaire par morceaux (PWL) peut utiliser des versions lissées d'éléments non linéaires de type forêts aléatoires (RF) pour une extrapolation locale. En particulier, là où un algorithme RF ou BT (arbres de décision optimisés) ne permet une interpolation (en ramenant, par exemple, une médiane dans la fourchette des valeurs constatées) qu'au niveau des nœuds terminaux, le nœud terminal du modèle Cubist s'achève sur une régression linéaire qui permet une extrapolation. Cela donne en général lieu également à des transitions plus lisses autour des seuils de coupure des arbres de décision, ce qui convient mieux aux données numériques. La nature linéaire locale permet aux extrapolations locales de rester dans l'ensemble raisonnablement stables, ce qui constitue un avantage par rapport aux prévisions des réseaux neuronaux qui peuvent rapidement devenir explosives en dehors des intervalles de données observés. Les modèles Cubist ont donné de bons résultats sur divers problèmes de prévision, atteignant souvent une précision proche de celle des méthodes d'apprentissage en profondeur sur des problématiques de prédiction complexes, et obtenant souvent de meilleurs résultats sur de plus petits ensembles de données. Pour les applications, voir par exemple Morellos et al. (2016), Ng et al. (2019), Andree (2021) et Sbahi et al. (2021). Les prévisions sont validées sur la base de différents ensembles de données tests qui vérifient la capacité du modèle à prévoir de grands changements dans le temps et à combler les lacunes régionales. Le modèle ici a été mis à jour avec de nouvelles données, et les estimations actualisées de validation croisée ont montré qu'il est capable d'expliquer environ 97 % de la variation dans les partitions hors échantillon des données 2015-2020. Dans la région MENA spécifiquement, le coefficient de détermination  $R^2$  était de 0,97 (EAM de 1,51, EQM de 3,44, pour  $N=80$  et une observation moyenne de 12), tandis qu'il était de 0,94 dans les pays à revenu élevé (EAM de 0,28, EQM de 0,44, pour  $N=257$  et une observation moyenne de 2).

**Échantillon :** Le modèle d'origine utilisait les données 2015-2019 pour 144 pays. Il a été mis à jour ici avec les données nationales 2015-2020 sur les conditions d'insécurité alimentaire pour 188 pays, figurant à la fois dans les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et dans la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international. Sont inclus tous les pays de l'Association internationale de développement (IDA) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) — 59 pour l'IDA, 15 pour les deux, 70 pour la BIRD. Le modèle est appliqué aux données économiques historiques des Indicateurs du développement dans le monde jusqu'en 2021 et des Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2022 — une base de données de projections macroéconomiques mise à jour semestriellement par le FMI — à des fins de reconstitution et de projection de l'insécurité alimentaire grave jusqu'en 2027. Les perspectives qui en résultent couvrent tous les pays de la région MENA, et les chiffres de l'insécurité alimentaire qui sont projetés sont cohérents avec les Perspectives de l'économie mondiale du FMI d'octobre 2022 qui sont utilisées pour les projections.

**Covariables :** Les covariables utilisées par le modèle peuvent être sommairement réparties en cinq groupes : stabilité macroéconomique, accessibilité financière des aliments, capacité d'étendre l'approvisionnement alimentaire à court terme, pressions sur les ressources alimentaires, et vulnérabilités préexistantes. Les variables spécifiques utilisées pour les estimations du modèle sont les suivantes : i) taux de pauvreté à 1,90 dollar par jour; ii) PIB par habitant en PPA; iii) taux de croissance moyen du PIB réel sur trois ans; iv) taux de croissance démographique moyen sur trois ans; v) taux d'inflation moyen de l'indice des prix à la consommation sur trois ans; vi) agriculture, sylviculture et pêche, valeur ajoutée (pourcentage du PIB); vii) importations de denrées alimentaires (pourcentage des importations de marchandises); viii) importations de combustibles (pourcentage des importations de marchandises); ix) couverture des terres agricoles (pourcentage des terres); x) couverture des terres forestières (pourcentage des terres); et xi) taux historique de mortalité infantile. Afin d'améliorer l'ajustement du modèle, les données sur la pauvreté ont été complétées par les estimations de la pauvreté de la Banque asiatique de développement pour tous les pays dont les évaluations sont cohérentes avec celles de la Banque mondiale et pour lesquels aucune observation ne figure dans les Indicateurs du développement dans le monde.

**Décompositions :** Afin de surmonter les problèmes d'interprétabilité liés aux modèles de régression non paramétriques, Andree et al. (2020) ont mis au point, pour les projections de l'insécurité alimentaire, une stratégie de décomposition des prévisions en deux étapes : l'évaluation de l'importance des variables au niveau des observations et la superposition de l'importance normalisée des groupes de prédicteurs combinés à la part modélisée de la population en insécurité alimentaire. On parvient ainsi à une interprétation compréhensible des groupes de données qui contribuent à la réalisation des prévisions. Les décompositions sont ici basées sur un calcul de l'importance des variables locales indifférent au modèle, résultant d'une forêt aléatoire fondée sur les prévisions actualisées d'Andree (2022) et les indicateurs d'entrée utilisés pour générer ces estimations et prévisions. La méthode de calcul de l'importance des variables au niveau des observations s'appuie sur les techniques de permutation développées à l'origine par Breiman (2001) — plus précisément, la réduction de la moyenne absolue des erreurs dans les prédictions hors sac (OOB), résultant de l'inclusion de variables. Les modèles RF étant stochastiques, chaque ajustement peut donner lieu à des scores différents, selon l'importance des variables pour les mêmes données, simplement parce que les observations sont échantillonnées différemment. Pour garantir un résultat exhaustif et solide, les scores d'importance des variables sont estimés 500 fois, chaque fois pour un modèle dont le nombre de variables en sac est choisi au hasard parmi les valeurs autorisées. Les réductions de la moyenne absolue des erreurs sont combinées pour les groupes de variables par une addition. Les scores finaux d'importance des variables groupées sont normalisés de 0 à 1 et multipliés par le taux de prévalence projeté.

## Annexe II.B. Impact du choc des prix alimentaires sur les enfants *in utero*

La présente section décrit les calculs requis pour estimer les effets de l'inflation alimentaire de mars à juin 2022 sur le statut sanitaire et scolaire des enfants qui étaient *in utero* à cette période (tableau AII.B.1)<sup>40</sup>. Pour obtenir ces estimations, l'analyse s'appuie sur la littérature spécialisée afin de vérifier l'impact de la hausse des prix alimentaires sur le retard de croissance et l'éducation des enfants dans la région MENA. La principale estimation est tirée d'une étude menée en Éthiopie par Woldemichael et al. (2022)<sup>41</sup>. Une hausse de 1 point de pourcentage de l'inflation alimentaire en glissement mensuel pendant la période *in utero* augmente de 0,0046 point de probabilité le risque de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans<sup>42</sup>. Il s'agit là d'une estimation prudente<sup>43</sup>. L'augmentation mensuelle du risque de retard de croissance dû à l'exposition *in utero* à l'inflation est calculée en multipliant l'effet de l'inflation alimentaire sur le retard de croissance par le choc d'inflation mensuelle (équation 1).

L'augmentation du risque de retard de croissance au cours du mois *m* pour le pays *c* est calculée comme suit :

$$(\partial \text{stunting} / \partial \text{inflation rate}) \times (\text{inflation rate}_{m,c,2022} - \text{inflation rate}_{c,\text{counterfactual}}) \quad (1)$$

Où  $\Delta \text{stunting}_{m,c}$  est la variation du risque de retard de croissance pendant le mois *m* pour le pays *c*.  $\text{inflation rate}_{m,c,2022}$  est l'inflation alimentaire en glissement mensuel au cours du mois *m* pour le pays *c* en 2022.  $\text{inflation rate}_{c,\text{counterfactual}}$  est l'inflation alimentaire moyenne en glissement mensuel pour le scénario contrefactuel décrit plus avant dans cette section.

L'augmentation mensuelle du nombre de nouveau-nés présentant un risque de retard de croissance est calculée en multipliant le nombre d'enfants *in utero* au cours d'un mois donné par l'augmentation mensuelle du risque de retard de croissance (équation 2).

L'augmentation du nombre de nouveau-nés présentant un risque de retard de croissance au cours du mois *m* pour le pays *c* est calculée comme suit :

$$\Delta \text{number of stunted children in utero}_{m,c} = (\partial \text{stunting} / \partial \text{inflation rate}) \times (\text{inflation rate}_{m,c,2022} - \text{inflation rate}_{c,\text{counterfactual}}) \times \text{number of children in utero}_{m,c} \quad (2)$$

Où  $\Delta \text{number of stunted children in utero}_{m,c}$  est la variation du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance *in utero* pendant le mois *m* pour le pays *c*.

Le nombre d'enfants *in utero* au cours d'un mois donné est basé sur le taux de natalité en 2021 en supposant une période de gestation de 40 semaines (Almond et Mazumder, 2011; Persson et Rossin-Slater, 2018; Woldemichael et al., 2022)<sup>44</sup>.

Le nombre d'enfants *in utero* au cours du mois *m* pour le pays *c* est égal à :

$$\text{number of children in utero}_{m,c} = (\text{yearly birth}_{c,2021} / 12) \times 10 \quad (3)$$

40 Nous nous concentrons sur la période de mars à juin 2022 pour rendre compte des répercussions immédiates du déclenchement de la guerre en Ukraine.

41 L'étude s'appuie sur les données d'enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) menées en Éthiopie en 2005 et en 2010 et sur les données de l'Agence centrale éthiopienne de la statistique (CSA) relatives au prix de détail mensuel des aliments.

42 L'étude prend en compte des variables telles que l'enfant, les parents, le ménage, la situation géographique, l'interaction entre l'année d'enquête et la région, et la cohorte d'âge et de naissance.

43 Analysant la relation entre le retard de croissance et l'inflation pour un échantillon de 90 pays en développement entre 2002 et 2014, Mary et al. (2020) constatent qu'une hausse de l'inflation correspondant à 1 point de pourcentage augmente la probabilité d'un retard de croissance de 2,3 %; ce résultat n'est toutefois pas statistiquement significatif. Headey et Alderman (2019) font valoir qu'une augmentation de 1 % du prix du lait est associée à une hausse de 4,8 points de pourcentage des taux de retard de croissance pour un échantillon de 101 pays. En outre, une augmentation de 1 % du prix des œufs et des céréales pour nourrissons est également associée à une progression des taux de retard de croissance de 3,3 % et de 3,14 %, respectivement. Dans le présent rapport, nous optons pour l'estimation plus prudente de Woldemichael et al. (2022).

44 La natalité annuelle est tirée de *World Population Prospects* (2022).

L'augmentation de la prévalence du retard de croissance a aussi des répercussions sur le parcours académique, notamment les années de scolarité prévues et les résultats aux épreuves harmonisées. Selon les estimations de Galasso et Wagstaff (2019), les enfants souffrant d'un retard de croissance ont 1,594 années d'études en moins et leurs résultats aux épreuves standardisées sont inférieurs d'un écart-type de 0,625<sup>45</sup>. L'effet du choc des prix sur les années de scolarité prévues est calculé en multipliant trois éléments : i) l'effet du retard de croissance sur les années de scolarité prévues ; ii) l'effet de l'inflation alimentaire sur le retard de croissance ; et iii) le choc des prix. De même, l'effet du choc des prix sur les résultats aux épreuves standardisées est calculé en utilisant l'effet du retard de croissance sur les résultats (voir équations 4 et 5).

La baisse des années de scolarité et des résultats aux examens au cours du mois  $m$  pour le pays  $c$  est égale à :

$$\Delta EYS_{m,c} = (\partial EYS / \partial \text{stunting}) \times (\partial \text{stunting} / \partial \text{inflation rate}) \times (\text{inflation rate}_{m,c 2022} - \text{inflation rate}_{c,counterfactual}) \quad (4)$$

$$\Delta HTS_{m,c} = (\partial HTS / \partial \text{stunting}) \times (\partial \text{stunting} / \partial \text{inflation rate}) \times (\text{inflation rate}_{m,c 2022} - \text{inflation rate}_{c,counterfactual}) \quad (5)$$

Où  $\Delta EYS_{m,c}$  est la variation dans les années de scolarité prévues et  $\Delta HTS_{m,c}$  est la variation dans les résultats aux examens harmonisés pendant le mois  $m$  pour le pays  $c$  en 2022.

Le choc des prix est calculé comme la différence entre l'inflation alimentaire en glissement mensuel<sup>46</sup> et le taux contrefactuel d'inflation alimentaire dans trois scénarios : inflation prépandémie (le contrefactuel est l'inflation alimentaire moyenne en glissement mensuel en 2019) ; inflation postpandémie (le contrefactuel est l'inflation alimentaire moyenne en glissement mensuel en 2021) ; et inflation d'avant-guerre (le contrefactuel est l'inflation alimentaire moyenne en glissement mensuel au cours des quatre mois précédant la guerre en Ukraine – d'octobre 2021 à janvier 2022). Les calculs sont effectués pour chaque mois de mars à juin 2022, puis agrégés pour la période de quatre mois. Les estimations pour les trois scénarios sont présentées dans les panneaux 1, 2 et 3 du tableau AII.B.1. L'inflation posait déjà problème avant la guerre en Ukraine dans certaines économies de la région MENA, en particulier celles en situation de fragilité et de conflit. Si l'on compare l'inflation alimentaire en glissement mensuel de mars à juin 2022 à la moyenne annuelle de 2019 (prépandémie) en glissement mensuel, il apparaît que 285 447 nouveau-nés supplémentaires risquent de souffrir d'un retard de croissance. En revanche, si l'on utilise comme contrefactuel l'inflation moyenne de 2021 (postpandémie) en glissement mensuel, le nombre correspondant de nouveau-nés est de 197 439. En utilisant les quatre mois précédant la guerre en Ukraine comme contrefactuel, le nombre correspondant de nouveau-nés est estimé à 239 754. La disparité des chiffres est en grande partie due à l'évolution des taux d'inflation, en particulier dans les pays en situation de fragilité et de conflit, où l'inflation était déjà élevée avant la pandémie et la guerre en Ukraine.

<sup>45</sup> Le calcul de l'élasticité des résultats scolaires par rapport au retard de croissance repose sur l'analyse documentaire de Galasso et Wagstaff (2019). Il correspond à la valeur moyenne de six études issues des données de neuf pays (Afrique du Sud, Bangladesh, Brésil, Guatemala, Inde, Indonésie, Mexique, Philippines et Zimbabwe). Voir Galasso et Wagstaff (2019) pour en savoir plus.

<sup>46</sup> Les données sur l'inflation alimentaire sont issues de *Haver Analytics* et des bureaux nationaux de la statistique. Pour la Syrie, le Yémen et la Libye, l'inflation alimentaire est tirée des statistiques de la FAO.

En résumé, l'augmentation du nombre de nouveau-nés présentant un risque de retard de croissance se traduit par une augmentation totale du risque de retard de croissance comprise entre 17 % et 24 %<sup>47</sup>, ce qui représente entre 197 439 et 285 447 nouveau-nés supplémentaires. Il est prévu que ces enfants auront entre 0,06 et 0,08 année de scolarité en moins, et que leurs résultats aux examens seront inférieurs d'un écart-type de 0,02 à 0,03<sup>48</sup>.

Prenons le cas de l'Égypte par exemple. Les effets du choc des prix sur le statut sanitaire et scolaire des enfants sont calculés pour chaque mois de la période allant de mars à juin 2022 ; les estimations sont ensuite agrégées pour les quatre mois. Pour mars 2022, les calculs détaillés sont les suivants : l'inflation alimentaire en glissement mensuel en Égypte en mars 2022 était de 4,43 %, tandis que l'inflation alimentaire moyenne en glissement mensuel en 2019 était de 0,02 %. Le choc des prix est la différence entre les deux taux d'inflation, soit 4,41 points de pourcentage. Le risque de retard de croissance devrait augmenter de 0,02 point de probabilité ( $0,0046 \times 4,41$ ), ce qui correspond à 41 634 nouveau-nés supplémentaires à risque pour mars. Ce chiffre est obtenu en multipliant l'augmentation du risque de retard de croissance (0,02 point de probabilité) par le nombre total d'enfants *in utero* en mars (2 054 170). Un certain nombre d'hypothèses sont faites pour obtenir le nombre total d'enfants *in utero* en mars. Le nombre de naissances vivantes en 2021 en Égypte était de 2 465 004 et, en considérant que le nombre annuel de naissances vivantes est réparti de manière égale sur l'année, alors le nombre mensuel de naissances vivantes en mars 2022 en Égypte est égal à 205 417 ( $2\,465\,005 / 12$ ). Nous supposons une période de gestation de 40 semaines (Almond et Mazumder, 2011 ; Persson et Rossin-Slater, 2018 ; Woldemichael et al., 2022) et multiplions le nombre de naissances vivantes mensuelles par 10 pour obtenir le nombre d'enfants *in utero* en mars 2022 ( $205\,417 \times 10 = 2\,054\,170$ ). L'augmentation du retard de croissance due à l'exposition *in utero* au choc des prix alimentaires pour mars 2022 a été associée à une réduction de 0,032 ( $0,0046 \times 4,41 \times 1,594$ ) dans les années de scolarité prévues et à des résultats inférieurs aux épreuves standardisées d'un écart-type de 0,013 ( $0,0046 \times 4,41 \times 0,625$ ).

Ces estimations seraient plus basses si nous prenions comme contrefactuel l'inflation alimentaire en glissement mensuel en 2021, car l'inflation alimentaire moyenne en glissement mensuel pour 2021 en Égypte était de 0,79 %. Certains mois, le choc des prix est négatif, ce qui signifie que l'inflation durant ces mois est inférieure au contrefactuel. Par exemple, en juin 2022, l'inflation alimentaire en glissement mensuel en Égypte était de -2,26 %, ce qui est inférieur à l'inflation alimentaire moyenne en glissement mensuel en 2019 (0,02 %). Le choc des prix pour juin 2022 est donc de -2,28 %. Sur l'ensemble de la période comprise entre mars et juin 2022, le nombre d'enfants exposés à un risque de retard de croissance en Égypte varie entre 69 963 et 98 856, selon le contrefactuel. La baisse du nombre d'années de scolarité prévues se situe entre 0,05 et 0,08 année. La baisse de l'écart-type des résultats aux épreuves harmonisées varie d'un écart-type de 0,02 à 0,03.

47 Le taux initial de retard de croissance est de 16,2 %, ce qui signifie que sur 7,3 millions d'enfants *in utero* entre mars et juin 2022, 1,2 million d'enfants pourraient souffrir d'un retard de croissance. En prenant en compte l'inflation alimentaire due à la guerre en Ukraine, nous estimons que le nombre de nouveau-nés présentant un retard de croissance augmentera de 200 000 à 285 000, portant le nombre total d'enfants présentant un retard de croissance à environ 1,4 million ou 1,5 million. Cela représente une augmentation de 17 à 24 % du taux de retard de croissance.

48 Pour comprendre ces chiffres en contexte, on pourrait les comparer à d'autres estimations. De telles comparaisons sont difficiles, car il n'y a pas d'équivalence exacte — la plupart des estimations ne se limitent pas aux effets *in utero* et dans certains cas, prennent en compte des paramètres qui vont au-delà du retard de croissance. Un rapport de la Banque mondiale (World Bank, 2021) révèle que la pandémie de COVID-19 a entraîné une diminution de 0,51 le nombre d'années de scolarité (soit environ six mois) et une baisse d'un écart-type de 0,14 dans les résultats aux examens (soit 3,7 %) chez les enfants des pays MENA en développement (la Syrie, Djibouti et la Libye sont exclus de ce calcul, faute de données). Toutefois, ces effets ne concernent pas seulement les enfants *in utero* (ils incluent les enfants de moins de 5 ans) ; ils font également référence aux répercussions entraînées par la fermeture des écoles et l'abandon des études. Si seul le paramètre du retard de croissance est pris en compte, il est escompté que les enfants de moins de 5 ans subissent une réduction de 0,004 année de scolarité prévue (environ deux jours) et une baisse des résultats aux examens d'un écart-type de 0,002 (soit 0,04 %).

**Tableau All.B.1 : Effet des chocs des prix alimentaires sur la santé et l'éducation des enfants *in utero* dans la région MENA (mars à juin 2022)**

Pays	Contrefactuel = Moyenne de l'inflation en glissement mensuel en 2019				Contrefactuel = Moyenne de l'inflation en glissement mensuel en 2021				Contrefactuel = Moyenne de l'inflation en glissement mensuel pour les quatre mois précédant la guerre			
	Risque de retard de croissance	Nombre d'enfants sujets au retard de croissance	Années de scolarité prévues, compte tenu du retard de croissance	Résultats aux épreuves harmonisées, compte tenu du retard de croissance (écart-type)	Risque de retard de croissance	Nombre d'enfants sujets au retard de croissance	Années de scolarité prévues, compte tenu du retard de croissance	Résultats aux épreuves harmonisées, compte tenu du retard de croissance (écart-type)	Risque de retard de croissance	Nombre d'enfants sujets au retard de croissance	Années de scolarité prévues, compte tenu du retard de croissance	Résultats aux épreuves harmonisées, compte tenu du retard de croissance (écart-type)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
Syrie	-0,0096	-3,420	0,0153	0,0060	-0,0140	-4,986	0,0223	0,0088	-0,0058	-2,049	0,0092	0,0036
Yémen, Rép.	-0,0005	-391	0,0007	0,0003	0,0061	5,089	-0,0096	-0,0038	0,0091	7,658	-0,0145	-0,0057
Cisjordanie et Gaza	0,0088	1,068	-0,0141	-0,0055	0,0091	1,097	-0,0145	-0,0057	0,0129	1,556	-0,0205	-0,0080
Djibouti	0,0904	1,849	-0,1441	-0,0565	0,0954	1,951	-0,1520	-0,0596	0,1003	2,050	-0,1598	-0,0627
Maroc	0,0313	16,953	-0,0498	-0,0195	0,0254	13,770	-0,0405	-0,0159	0,0269	14,590	-0,0429	-0,0168
Jordanie	0,0068	1,388	-0,0109	-0,0043	0,0028	580	-0,0045	-0,0018	0,0043	875	-0,0068	-0,0027
Tunisie	0,0066	1,088	-0,0105	-0,0041	0,0039	644	-0,0062	-0,0024	0,0046	750	-0,0073	-0,0028
Algérie	0,0257	20,392	-0,0410	-0,0161	0,0108	8,561	-0,0172	-0,0068	0,0254	20,143	-0,0405	-0,0159
Iraq	0,0077	7,645	-0,0123	-0,0048	-0,0052	-5,216	0,0084	0,0033	0,0014	1,370	-0,0022	-0,0009
Égypte	0,0481	98,856	-0,0767	-0,0301	0,0341	69,963	-0,0543	-0,0213	0,0400	82,132	-0,0637	-0,0250
Iran	0,1248	125,213	-0,1989	-0,0780	0,1102	110,571	-0,1757	-0,0689	0,1139	114,273	-0,1815	-0,0712
Liban	0,1893	13,323	-0,3017	-0,1183	-0,0773	-5,438	0,1232	0,0493	-0,0648	-4,561	0,1033	0,0405
Libye	0,0148	1,484	-0,0236	-0,0093	0,0085	853	-0,0136	-0,0053	0,0096	965	-0,0154	-0,0060
<b>MENA</b>	<b>0,0490</b>	<b>285,447</b>	<b>-0,078</b>	<b>-0,031</b>	<b>0,0343</b>	<b>197,439</b>	<b>-0,055</b>	<b>-0,021</b>	<b>0,0400</b>	<b>239,754</b>	<b>-0,064</b>	<b>-0,025</b>

Source : Calculs des services de la Banque mondiale.  
 Note : Le tableau All.B.1 illustre l'impact de l'exposition *in utero* à l'inflation alimentaire de mars à juin 2022. Le choc des prix alimentaires est calculé comme la différence entre l'inflation en glissement mensuel et trois contrefactuels. Le panneau 1 présente l'inflation moyenne en glissement mensuel en 2019. Le panneau 2 présente l'inflation moyenne en glissement mensuel dans les 4 mois précédant la guerre en Ukraine (d'octobre 2021 à janvier 2022). La colonne 1 présente l'augmentation du risque de retard de croissance causée par l'exposition *in utero* à l'inflation entre mars et juin 2022. Celle-ci est calculée en multipliant l'effet mensuel de l'inflation alimentaire sur le retard de croissance par le choc mensuel des prix. La colonne 2 présente l'augmentation marginale prévue du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance. Elle est calculée en multipliant le nombre d'enfants *in utero* au cours d'un mois donné par l'augmentation mensuelle du risque de retard de croissance. Le nombre d'enfants *in utero* au cours d'un mois donné est calculé à partir du taux de natalité en 2021, en supposant une période de gestation de 40 semaines (Almond et Mazumder, 2011; Persson et Rossini-Slater, 2018; Woldemichael et al., 2022). La colonne 3 représente l'impact sur les années de scolarité, tandis que la colonne 4 illustre l'impact sur les résultats aux épreuves standardisées. Ces estimations sont obtenues pour chaque mois, de mars 2022 à juin 2022, puis agrégées pour les quatre mois. L'effet de l'inflation alimentaire sur le retard de croissance est égal à 0,0046 et est tiré de Woldemichael et al. (2022). L'effet du retard de croissance sur les années de scolarité prévues et sur les résultats aux épreuves harmonisées (écart-type) est égal à 1,594 et 0,625, respectivement, et est tiré de Galasso et Wagstaff (2019). Le nombre annuel de naissances est issu des World Population Prospects (2022). Les données sur l'inflation alimentaire sont issues de Haver Analytics et des bureaux nationaux de la statistique. Pour la Syrie, le Yémen et la Libye, l'inflation alimentaire est obtenue à partir des statistiques de la FAO. La dernière ligne présente les moyennes pondérées par la population pour les pays MENA en développement en ce qui concerne les colonnes (1), (2) et (4), et le total pour la colonne (3). Les pays apparaissent dans l'ordre croissant du PIB par habitant en 2022.





**BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA — AVRIL 2023**

**DESTINS BOULEVERSÉS :  
EFFETS À LONG TERME DE LA HAUSSE DES PRIX ET DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE  
DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**



**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**